



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 22 JUIN 2016
GEMEENTERAAD VAN 22 JUNI 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Houria Ouberri, Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhoulfi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Abdellah Achaoui, Mohammadi Chahid, Khadija El Hajjaji, Dirk Berckmans, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

22.06.2016/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - INTERFIN - Désignation du mandataire politique
représentant la commune au sein de l'assemblée générale.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 20 avril 2016 par laquelle il prend acte de la démission de Madame Sarah TURINE comme représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration d'Interfin ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 20 avril 2016 par laquelle il désigne Madame Khadija TAMDITI en qualité d'administratrice au sein du conseil d'administration d'Interfin ;

Vu qu'il y a également lieu de désigner un délégué communal au sein de l'assemblée générale d'Interfin ;

Considérant que Madame Khadija TAMDITI a remplacé Madame Sarah Turine en qualité d'administratrice au sein du conseil d'administration d'Interfin ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Madame Khadija TAMDITI en qualité de déléguée communale au sein de l'assemblée générale d'Interfin.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - INTERFIN - Aanstelling van een politiek mandataris als gemeentelijke vertegenwoordiger op de algemene vergadering.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 20 april 2016 waarbij hij akte neemt van het ontslag van Mevrouw Sarah TURINE als vertegenwoordigster van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de algemene vergadering en de bestuursraad van Interfin ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 20 april 2016 waarbij hij Mevrouw Khadija TAMDITI aanstelt in de hoedanigheid van vertegenwoordigster in de bestuursraad van Interfin ;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is om een gemeentelijke afgevaardigde aan te stellen voor de algemene vergadering van Interfin ;

Gezien Mevrouw Khadija TAMDITI aangesteld werd in de hoedanigheid van vertegenwoordigster in de bestuursraad van Interfin ter vervanging van Mevrouw Sarah Turine ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Mevrouw Khadija TAMDITI aan te stellen in de hoedanigheid van gemeentelijke afgevaardigde voor de algemene vergadering van Interfin.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - SIBELGA - Désignation du mandataire politique représentant la commune au sein de l'assemblée générale.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 25 février 2016 par laquelle il prend acte de la démission de Madame Sarah TURINE comme représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de Sibelga ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 25 février 2016 par laquelle il désigne Madame Khadija TAMDITI en qualité d'administratrice au sein du conseil d'administration de Sibelga ;

Vu qu'il y a également lieu de désigner un délégué communal au sein de l'assemblée générale de Sibelga ;

Considérant que Madame Khadija TAMDITI a remplacé Madame Sarah Turine en qualité d'administratrice au sein du conseil d'administration de Sibelga ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Madame Khadija TAMDITI en qualité de déléguée communale au sein de

l'assemblée générale de Sibelga.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - SIBELGA - Aanstelling van een politiek mandataris als gemeentelijke vertegenwoordiger op de algemene vergadering.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 25 februari 2016 waarbij hij akte neemt van het ontslag van Mevrouw Sarah TURINE als vertegenwoordigster van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de algemene vergadering en de bestuursraad van Sibelga ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 25 februari 2016 waarbij hij Mevrouw Khadija TAMDITI aanstelt in de hoedanigheid van vertegenwoordigster in de bestuursraad van Sibelga ;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is om een gemeentelijke afgevaardigde aan te stellen voor de algemene vergadering van Sibelga ;

Gezien Mevrouw Khadija TAMDITI aangesteld werd in de hoedanigheid van vertegenwoordigster in de bestuursraad van Sibelga ter vervanging van Mevrouw Sarah Turine ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Mevrouw Khadija TAMDITI aan te stellen in de hoedanigheid van gemeentelijke afgevaardigde voor de algemene vergadering van Sibelga.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Intercommunale d'Inhumation scrl - Modification des statuts - Articles 28 et 29.

LE CONSEIL,

Vu que les Intercommunales étaient soumises à l'impôt des personnes morales ;

Vu la loi du 19 décembre 2014, elles seraient désormais soumises à l'impôt des sociétés ;

Vu l'article 1 des statuts de l'Intercommunale d'Inhumation, elle n'a aucun caractère commercial ;

Vu les articles 1 et 16 de la loi sur les funérailles et sépultures, l'Intercommunale d'Inhumation est une personne morale de droit public dont l'objet est d'intérêt communal ;

Vu que l'Intercommunale d'Inhumation ne concurrence nullement le secteur privé ;

Vu que l'Intercommunale d'Inhumation pourrait rester assujettie à l'impôt des personnes morales à condition de préciser que les bénéfices éventuels sont investis dans ses services à la population et ne sont pas distribués aux associés ;

Considérant la proposition du Conseil d'Administration de l'Intercommunale

d'Inhumation du 17 mai 2016 de modifier les articles 28 § 1 et 29 de ses statuts actuellement libellés comme suit ;

Article 28 § 1 Répartition bénéficiaire « L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux et d'exploitation ainsi que des provisions et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net de l'intercommunale. L'Assemblée statue quant à l'affectation du bénéfice net ».

Par :

Article 28 § 1 Répartition bénéficiaire « L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux et d'exploitation ainsi que des provisions et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net de l'intercommunale. L'Assemblée statue quant à l'affectation du bénéfice net qui ne peut toutefois être distribué aux coopérateurs ».

Article 29 Dissolution « L'intercommunale prendra fin soit dans les conditions prévues à l'article 4, soit du consentement de tous les associés.

En cas de dissolution de l'intercommunale, la commune ou l'association appelée à exercer l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre, à dire d'expert, les installations ou établissements situés sur son territoire et destinés exclusivement à la réalisation de l'objet social en ce qui la concerne ainsi que, suivant des modalités à déterminer entre les parties, le personnel de l'intercommunale affecté à l'activité reprise.

Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune dans la mesure où ils ont été financés par celle-ci ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques.

L'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes doivent faire l'objet d'un accord entre les parties. La commune ou l'association appelée à exercer l'activité précédemment confiée à l'intercommunale reprend également les droits et obligations de cette dernière.

Par :

Article 29 Dissolution « L'intercommunale prendra fin soit dans les conditions prévues à l'article 4, soit du consentement de tous les associés.

En cas de dissolution de l'intercommunale, la commune ou l'association de communes appelée à exercer l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre le patrimoine ainsi que le personnel de l'intercommunale.

Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune ou l'association de communes appelée à exercer l'activité précédemment confiée à l'intercommunale dans la mesure où ils ont été financés par celle-ci ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques.

Considérant que les modifications statutaires ainsi proposées sont pertinentes et justifiées en regard des objectifs poursuivis ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les modifications statutaires de l'Intercommunale d'Inhumation scrl, sise rue d'Evere 4 à 1140 Bruxelles, telles qu'adressées par l'Intercommunale en date du 17 mai 2016 au Collège des Bourgmestres et Echevins.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Intercommunale voor Teraardebesteding cvba -
Statutenwijziging - Artikels 28 en 29.

DE RAAD,

Gezien de Intercommunale Verenigingen onderworpen waren aan de rechtspersonenbelasting ;

Gezien de wet van 19 december 2014 zouden ze voortaan onder de vennootschapsbelasting vallen ;

Gezien het artikel 1 van de statuten van de Intercommunale voor Teraardebestelling heeft zij geen enkel commercieel karakter ;

Gezien de artikels 1 en 16 van de wet op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, is de Intercommunale voor Teraardebestelling een rechtspersoon die een intergemeentelijke begraafplaats beheert ;

Gezien de Intercommunale voor Teraardebestelling niet met het bedrijfsleven concurreert ;

Gezien de Intercommunale voor Teraardebestelling zou mogen onderworpen blijven aan de rechtspersonenbelasting op voorwaarde dat de eventuele winsten geïnvesteerd worden in haar diensten aan de bevolking en niet verdeeld worden onder de vennoten ;

Gezien het voorstel tot wijziging van 17 mei 2016 door de Raad van Bestuur van de Intercommunale voor Teraardebestelling van de artikels 28 § 1 en 29 van hun statuten momenteel luidend als volgt ;

Artikel 28 § 1 Winstverdeling « Na aftrek van de algemene en bedrijfskosten evenals van de nodig geachte voorzieningen en afschrijvingen, vormt het batig saldo van de resultatenrekening de nettowinst van de intercommunale. De Algemene Vergadering beslist over de uitdeling van de nettowinst ».

Door :

Artikel 28 § 1 Winstverdeling « Na aftrek van de algemene en bedrijfskosten evenals van de nodig geachte voorzieningen en afschrijvingen, vormt het batig saldo van de resultatenrekening de nettowinst van de intercommunale. De Algemene Vergadering beslist over de uitdeling van de nettowinst die echter niet aan de vennoten mag worden uitgekeerd ».

Artikel 29 Ontbinding « De intercommunale loopt ten einde hetzij volgens de voorwaarden van artikel 4, hetzij met instemming van alle vennoten.

In geval van ontbinding is iedere gemeente of vereniging, die de eerder aan de intercommunale toevertrouwde activiteit zal blijven uitoefenen, gehouden, naar schatting van deskundigen, de installaties of inrichtingen over te nemen die op haar grondgebied zijn gelegen en die uitsluitend bestemd zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel wat haar betreft, evenals het personeel van de intercommunale behorend tot de overgenomen activiteit, overeenkomstig tussen de partijen te bepalen nadere regels.

Het patrimonium zal evenwel kosteloos aan de gemeente toekomen in zoverre zij door haar of dank zij subsidies van andere openbare besturen werden gefinancierd.

Over de bestemming van de gemeenschappelijk gebruikte installaties en inrichtingen, evenals over de eraan verbonden lasten moet tussen de partijen een overeenkomst worden gesloten.

De gemeente of vereniging die de activiteit die voorheen door de intercommunale werd uitgevoerd overneemt, neemt eveneens de rechten en plichten van deze laatste over.

Door :

Artikel 29 Ontbinding « De intercommunale loopt ten einde hetzij volgens de voorwaarden van artikel 4, hetzij met instemming van alle vennoten.

In geval van ontbinding is iedere gemeente of vereniging van gemeenten die de eerder aan de intercommunale toevertrouwde activiteit zal blijven uitoefenen, gehouden, het bezit evenals het personeel van de intercommunale over te nemen..

Het patrimonium zal evenwel kosteloos aan de gemeente of vereniging van gemeenten toekomen in zoverre zij door haar of dank zij subsidies van andere openbare besturen werden gefinancierd.

Overwegende dat de voorgestelde statutenwijzigingen relevant en gerechtvaardigd

zijn ;

BESLUIT :

Enig artikel :

In te stemmen met de statutenwijzigingen van de Intercommunale voor Teraardebestelling cvba, gevestigd in de Everestraat 4 te 1140 Brussel, zoals ze door de intercommunale op 17 mei 2016 werden gestuurd naar het College van Burgemeester en Schepenen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**
Culture - Festival de théâtre Bruxellons 2016 - Convention entre la Commune et l'A.S.B.L. Bulles Production.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la vie culturelle molenbeekoise, l'A.S.B.L. Bulles Production en collaboration avec l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, organise, dans le site du château du Karreveld, un festival de théâtre d'été du 11 juillet 2016 au 25 septembre 2016 inclus ;

Considérant que les conditions appelées à régir l'occupation des lieux et l'aménagement de l'infrastructure devront être fixées sous forme de convention ;

Considérant que cette association organise depuis de nombreuses années ce festival de théâtre d'été ;

DECIDE :

Article unique :

De ratifier les termes de la convention de mise à disposition ci-annexée conclue entre la Commune et l'A.S.B.L. Bulles Production pour régir l'occupation par cette dernière du site du Château du Karreveld pour les besoins de l'organisation du festival de théâtre de l'été 2016.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven
Cultuur - Toneelzomerfestival Bruxellons 2016 - Overeenkomst tussen de Gemeente en V.Z.W. Bulles Production.

DE RAAD,

Overwegende dat de V.Z.W. Bulles Production, in samenwerking met het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het Molenbeekse culturele leven, op het terrein van Karreveldkasteel, een zomertoneelfestival organiseert van 11 juli tot 25 september 2016 ;

Overwegende dat, de voorwaarden voor het beheer van de bezetting van de plaatsen en de aanleg van de infrastructuur onder de vorm van een overeenkomst moeten worden bepaald ;

Overwegende dat deze vereniging sinds vele jaren de zomer theaterfestival organiseert ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De bewoordingen van het bijgevoegde overeenkomst van terbeschikkingstelling, dat tussen de Gemeente en de V.Z.W. Bulles Production afgesloten werd, om de bezetting door deze laatste van het Karreveldkasteel te beheersen betreffende het toneelfestival van de zomer 2016, te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0005 **Prévention et Vie Sociale**
Culture - Bibliothèques francophones - Convention de partenariat entre la commune et l'asbl PCM dans le cadre de la langue française en fête.

LE CONSEIL,

Vu que le collège du 11/04/2016 (012/11.04.2016/B/0273) a chargé l'asbl PCM de la justification et de la réception du subside pour l'organisation de la langue française en fête ;

Vu que cette décision du Collège facilite la gestion du projet ;

Considérant qu'à cette fin il est nécessaire d'établir une convention entre l'asbl PCM et la Commune ;

Vu que cette convention a été validée par le service juridique ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven
Cultuur - Franstalige bibliotheek - Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en de vzw PCM in het kader van "la langue française en fête".

DE RAAD,

Gelet het college van 11/04/2016 (012/11.04.2016/B/0273) waarin besloten werd om de vzw PCM te belasten met de ontvangst en rechtvaardiging van de subsidie voor de organisatie van het evenement "La langue française en fête;

Gelet dat deze beslissing van het college de opvolging van het project vergemakkelijkt; Overwegende dat betreffende dit project een overeenkomst dient opgesteld te worden tussen de vzw PCM et de gemeente;

Gelet dat deze overeenkomst goedgekeurd werd door de juridische dienst;

BESLUIT :

Enig artikel :

De overeenkomst in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting

22.06.2016/A/0006 **Prévention et Vie Sociale**

Cellule Incivilités - Caméras de surveillance placées dans les lieux ouverts - Avis du Conseil communal.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés d'exécution ;

Vu la Circulaire ministérielle du 10 décembre 2009 relative à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu l'avis positif du 11 mars 2016 du chef de corps relativement à l'installation de caméras de surveillance fixes temporaires ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a fait de la propreté publique une priorité et a mis en place de nombreuses initiatives qui ont permis une amélioration significative de la propreté de l'espace public ;

Considérant que la Cellule Incivilités, qui a pour mission la sensibilisation et la répression des infractions en matière de propreté, a également été renforcée mais reste démunie face aux nombreux dépôts clandestins commis à toutes heures du jour et de la nuit à différents endroits situés sur le territoire de la Commune ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a fait l'acquisition de 8 caméras de surveillance qu'elle souhaite placer temporairement dans des lieux ouverts de manière à réduire ce type d'incivilités ;

Que ces caméras seront placées sur l'ensemble du territoire communal mais qu'elles ne couvriront pas simultanément l'ensemble de la Commune.

Considérant qu'il s'agit de caméras fixes qui seront placées provisoirement et de manière alternée dans différents quartiers afin de pouvoir suivre ledit phénomène ;

Considérant que les incivilités en matière de propreté publique peuvent être constatées sur l'ensemble du territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'où la nécessité de pouvoir placer ces caméras de surveillance sur l'ensemble des artères que la Commune compte ;

Considérant que les agents de la Cellule Incivilités visionneront les images en décalé et ne conserveront pas les images plus d'un mois comme le prévoit la réglementation en vigueur ;

Considérant que Monsieur Johan De Becker, Commissaire Divisionnaire de Police, Chef de Corps de la Police Bruxelles-Ouest 5340, a donné un avis positif sur le projet ;

Que cet avis est annexé à la présente décision ;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2 de la loi du 21 mars 2007 précitée, la décision d'installer une ou plusieurs caméras dans un lieu ouvert ne peut être prise qu'après l'avis positif du Conseil communal, lui-même rendu après avoir consulté le chef de corps ;

DECIDE :

Article unique :

De rendre un avis positif pour le placement de caméras fixes temporaires dans les lieux ouverts situés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, ces caméras étant destinée à couvrir l'ensemble du territoire communal.

La présente délibération sera transmise au service suivant : Cellule Incivilités

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Onburgerlijke cel - Telebewakingscamera's op openbaar domein - Advies van de gemeenteraad.

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het positief advies van 11 maart 2016 van de korpschef betreffende de installatie van vaste tijdelijke bewakingscamera's;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een prioriteit gemaakt heeft van de openbare netheid en verschillende initiatieven opgesteld heeft die een veelbetekenende verbetering van de netheid van de openbare ruimte mogelijk gemaakt hebben;

Overwegende dat de Cel Onburgerlijk Gedrag, waarvan de missie is te sensibiliseren voor en onderdrukken van de inbreuken inzake netheid, eveneens versterkt werd maar onbemiddeld blijft ten opzichte van het vele sluikestorten die op alle uren, dag en nacht, gebeuren, op verschillende plaatsen op het grondgebied van de Gemeente;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek 8 bewakingscamera's aangekocht heeft die ze tijdelijk wenst te installeren op de niet-besloten plaatsen om dit soort onburgerlijk gedrag te voorkomen;

Dat deze camera's zullen geplaatst worden op het geheel van het gemeentelijk grondgebied maar dat ze niet gelijktijdig heel de Gemeente zullen bedienen;

Dat de camera's beurtelings geplaatst zullen worden in verschillende wijken van de gemeente en dus, op een periodieke manier, één of andere wijk zullen bedienen;

Overwegende dat het onburgerlijk gedrag inzake openbare netheid kan vastgesteld worden op het geheel van het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vandaar de noodzaak om deze bewakingscamera's te kunnen plaatsen op alle verkeersaders die de Gemeente telt;

Overwegende dat de ambtenaren van de Cel Onburgerlijk Gedrag de beelden zullen bekijken nadat ze gemaakt zijn en deze niet langer dan één maand zullen bewaren zoals de van kracht zijnde reglementering voorziet;

Overwegende dat De heer Johan De Becker, Hoofdcommissaris van Politie, Korpschef van de Politie Brussel-West 5340, een positief advies gegeven heeft over het project;

Dat dit advies bijgevoegd wordt aan deze beslissing;

Overwegende dat krachtens artikel 5, § 2 van de voornoemde wet van 21 maart 2007, de beslissing voor de installatie van één of meerdere camera's op een niet-besloten plaats enkel kan genomen worden nadat de Gemeenteraad een positief advies heeft gegeven, uitgebracht na raadpleging van de korpschef;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een positief advies te geven voor de plaatsing van vaste tijdelijke camera's op de niet-besloten plaatsen gelegen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, aangezien deze camera's bestemd zijn om het geheel van het gemeentelijk grondgebied te bedienen.

Deze beraadslaging wordt overgezonden naar de volgende diensten: Cel Onburgerlijk Gedrag.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0007 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Ordonnance de police - Confirmation de l'ordonnance de police du 10 juin 2016.

LE CONSEIL,

Vu les articles 134 et 135§2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que la Bourgmestre a pris, en date du 10 juin 2016, une ordonnance de police basée sur l'article 134 de la Nouvelle Loi Communale concernant la possibilité, pour le Bourgmestre, de faire des ordonnances de police afin d'assurer la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques sur le territoire de la commune ;

Considérant que l'Euro 2016 de football se déroulera du 10 juin 2016 au 10 juillet 2016 et que les matchs en question seront diffusés sur différentes chaînes de télévision ; que ces derniers pourront être suivis en groupe et dans des lieux accessibles au public tels les restaurants, cafés, buvettes,... ;

Considérant qu'il ressort des informations parvenues à l'autorité que des rassemblements de personnes non autorisés autour d'établissements horeca pourraient spontanément s'organiser; que ces rassemblements non autorisés en voirie publique, s'ils se concrétisent, tant la semaine que le week-end, peuvent générer un trouble de l'ordre public et particulièrement de la tranquillité et de la sécurité publiques (nuisances sonores, perturbations de la mobilité et de la circulation sur les voiries, attroupements hostiles, tumultes excités, dégradations diverses...) ; que ces troubles de la paix publique pourraient générer des nuisances ou des dommages pour les habitants et riverains ;

Considérant que, pour éviter des atteintes à l'ordre et à la paix publics, au détriment, notamment, des riverains et passants, il y a lieu de prendre des mesures adéquates; qu'afin d'assurer cette mission, toutes les mesures policières, tant réglementaires qu'opérationnelles, nécessaires au maintien de la sécurité des biens et des personnes concernés, doivent être prises afin d'atteindre cet objectif et ce, en tenant compte spécifiquement de la menace de trouble à la paix publique;

Considérant, par conséquent, que la prise d'une mesure de police permettant de réduire fortement ces risques et les rassemblements spontanés tels que susmentionnés est nécessaire ; qu'une réaction utile et rapide des autorités est indispensable afin d'assurer le maintien de la paix publique;

Attendu qu'il convient de garantir, par des mesures raisonnables, le maintien de l'ordre public;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de police prise en date du 10 juin 2016 ci annexée.

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Copie de la présente délibération sera transmise au service suivant : B19 (PRD-2016/005).

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Politieverordening – Bevestiging van de politieverordening van 10 juni 2016.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 134 en 135§2 van de Nieuwe Gemeentewet,

Overwegende dat de Burgemeester op 10 juni 2016 een politieverordening genomen heeft, op basis van de artikel 134 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de mogelijkheid, voor de burgemeester, om politieverordeningen te nemen teneinde de veiligheid, de rust en de gezondheid op het grondgebied van de Gemeente te verzekeren.

Overwegende dat Euro 2016 van voetbal plaatsvindt van 10 juni 2016 tot 10 juli 2016 en dat de wedstrijden in kwestie zullen uitgezonden worden op verschillende televisiezenders; dat deze laatste kunnen in groep gevolgd worden, en op de plaatsen toegankelijk voor het publiek zoals restaurants, cafés, bars, ...;

Overwegende dat het blijkt uit informatie toegekomen bij de overheid dat de niet-toegestane mensenbijeenkomsten rondom een horecazaak spontaan zouden kunnen georganiseerd worden; dat deze niet-toegestane bijeenkomsten op de openbare weg, indien ze concrete vorm krijgen, zowel in de week als in het weekend, een verstoring van de openbare orde en meer bepaald van de openbare veiligheid kunnen veroorzaken (geluidsoverlast, verstoring van de mobiliteit en het verkeer op de wegen, vijandige samenscholingen, geëxciteerd rumoer, verschillende beschadigingen, ...); dat deze verstoringen van de openbare vrede hinder of schade zouden kunnen veroorzaken voor bewoners en omwonenden;

Overwegende dat, om inbreuken op de openbare orde en vrede te voorkomen, ten koste van, in het bijzonder, bewoners en voorbijgangers, er moet overgegaan worden tot het nemen van geschikte maatregelen; dat teneinde deze missie te verzekeren, alle politimaatregelen, zowel reglementaire als operationele, nodig voor het behoud van de veiligheid van betrokken goederen en personen, dienen genomen te worden teneinde deze doelstelling te bereiken, en dit, door specifiek rekening te houden met de dreiging van verstoring van de openbare vrede;

Overwegende, bijgevolg, dat het nemen van een politimaatregel noodzakelijk is die toelaat om deze risico's en de spontane bijeenkomsten zoals hierboven vermeld sterk te verminderen; dat een nuttige en snelle reactie van de overheden nodig is om de handhaving van de openbare vrede te verzekeren;

Overwegende dat het passend is om redelijke maatregelen te treffen om alzo het behoud van de openbare orde te garanderen;

BESLIST :

Enig artikel :

Bevestigt de politieverordening genomen door de Burgemeester op datum van 10 juni

2016 in bijlage;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

Een kopie van deze beslissing over te maken aan de volgende diensten: B 19 (PRD-2016/005).

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Christian Magérus entre en séance / treedt in zitting
Annalisa Gadaleta quitte la séance / verlaat de zitting
Houria Ouberrri quitte la séance / verlaat de zitting
Badia El Belghiti quitte la séance / verlaat de zitting
Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting
Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting
Olivia P'Tito quitte la séance / verlaat de zitting
Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting
Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting
Farida Tahar quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting

22.06.2016/A/0008 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Parcelle située Quai de l'Industrie 75 à Molenbeek-Saint-Jean -
Demande d'autorisation d'exproprier au Gouvernement régional en vue de la mise
en œuvre du programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » (2014-
2018).

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » adopté par le Conseil communal, en sa séance du 22 octobre 2014 et la première modification adoptée par le Conseil communal, en ses séances du 25 février 2016 et du 20 avril 2016 et approuvée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort, par courrier daté du 25 mai 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant des subsides d'un montant global de 43.600.000,00 EUR au bénéfice des communes œuvrant à la revitalisation urbaine notifié à la Commune par courrier du 22 décembre 2014 ; un montant de 10.900.000,00 EUR a été octroyé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des opérations prévues au programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Vu le programme complémentaire d'opérations à charge du Service Public Fédéral Mobilité et Transport dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Etat Fédéral et la

Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 3.125.000,00 EUR approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par courrier daté du 22 décembre 2014 ;

Vu le Protocole d'accord concernant l'intervention de Beliris à concurrence d'un montant maximum de 5.385.000,00 EUR dans l'acquisition de biens immobiliers telle que prévue par l'initiative 2.11 de l'accord de coopération – Terrains et immeubles 'Quartier Heyvaert'- Projet Petite Senne sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean adopté par le Conseil communal, en sa séance du 25 mai 2016 ;

Considérant en outre qu'un dossier de demande de subside a été introduit par la commune le 14 mai 2016 et déclaré complet par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale par courrier du 24 mai 2016 et ce dans le cadre de l'appel à projets « Programme Cadre Alliance Habitat » en vue de financer des opérations d'acquisition et de réhabilitation d'immeubles permettant la production de logements dont les conditions d'octroi et les règles de procédures sont fixées dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2016 ;

Considérant que la mise en œuvre dudit programme nécessite l'acquisition par la Commune de la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°947 S 4, située Quai de l'Industrie 75 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles), telle que reprise sur le plan d'expropriation annexé à la présente délibération ; que la décision d'acquérir cette parcelle a été adoptée par le Conseil communal en sa séance du 25 novembre 2015 ;

Considérant que les négociations en vue de l'acquisition amiable de cette parcelle avec le propriétaire entamées le 12 janvier 2016 n'ont pas abouti à un accord ; que la dernière offre formulée en date du 3 juin 2016 a été refusée le 20 juin 2016 ;

Considérant qu'en application de l'article 7, §1^{er} de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine, toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation d'un programme de revitalisation urbaine peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que, dans le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », l'opération 1.C2: LOGEMENTS consiste en la conservation de la maison de maître le long du Quai de l'industrie et sa rénovation approfondie en logements à caractère social ; que cette opération constitue avec la maison de maître située Quai de l'industrie 77 et la nouvelle construction avoisinante implantée Quai de l'Industrie 79, une grande opération de logements à caractère social permettant de répondre aux critères du nouvel appel à projets relatif au « Programme Cadre Alliance Habitat » ;

Considérant que l'opération 1.C4 : RECYCLERIE consiste en la reconversion de l'entrepôt en ateliers qui se concentrent en premier lieu sur la récupération des matériaux des secteurs de la culture, des médias et de la publicité qui confèrera une nouvelle dynamique et identité au site et qui sera susceptible d'attirer des activités semblables dans les environs ;

Considérant que l'opération 1.A2 ESPACE PUBLIC consiste en l'aménagement d'un espace public en intérieur d'îlot, d'une grande qualité architecturale, réservé aux piétons et aux cyclistes afin d'améliorer le réseau local de mobilité douce, de contribuer à l'animation et à la convivialité dans le quartier et de renforcer le projet régional de maillage vert ; que la réalisation de cette opération implique la démolition de certains bâtiments situés sur la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°947 S 4 ;

Considérant le fait que malgré la mobilisation de tous les acteurs publics, le nombre de logements sociaux et/ ou moyens est à ce jour insuffisant pour permettre de répondre à l'objectif du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ; que sur un patrimoine d'environ 350 logements pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, 2824 personnes sont sur la liste d'attente pour avoir accès à un logement à caractère social et qu'il y a donc urgence à augmenter le patrimoine de logements à caractère social de la commune ;

Considérant que l'immeuble situé sur la parcelle n°947 S 4 est en état de chancre ce qui incite les dépôts clandestins détériorant ainsi l'image du quartier ;

Considérant que, par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2015, un permis d'urbanisme a été accordé à Monsieur Taoufik ARIHI, sur base des plans modificatifs n° 2 datés du 4 mai 2015 et tendant au changement partiel d'affectation d'un entrepôt sis Quai de l'Industrie, n° 75, à Molenbeek-Saint-Jean, en salle polyvalente ; qu'un recours a été introduit devant le Conseil d'Etat par la Commune en date du 18 février 2016 tendant à l'annulation de cette décision du Gouvernement régional du 12 novembre 2015 ;

Considérant que la présence d'une salle polyvalente, pouvant contenir jusqu'à 212 personnes (nombre de sièges), engendrera une gêne importante tant en intérieur qu'en extérieur d'ilot pour les habitants (nuisances sonores,...) ;

Considérant que ce projet engendrera d'importants problèmes de mobilité ; que le nombre de véhicules en quête de stationnement dans le quartier atteindra des niveaux inacceptables (70 véhicules en comptant 3 personnes par voiture) ; que le demandeur a proposé comme alternative l'utilisation du Quai de l'industrie 79 comme parking voisin disponible mais qu'il s'agit là d'un dépôt de véhicules et non d'un parking ; que le nouvel aménagement du Quai de l'Industrie (opération 1.A3) prévoyant la priorité aux piétons et aux cyclistes afin de créer un environnement résidentiel agréable n'est pas compatible avec une augmentation du trafic lié à l'exploitation de la salle polyvalente ;

Considérant que le projet de Monsieur Taoufik ARIHI ne peut être pris en considération comme opération compatible avec le programme de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Considérant que l'entrepôt reflète le passé industriel du quartier et qu'il est donc souhaitable de le protéger et de le valoriser ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de solliciter l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation de la parcelle susvisée ;

Considérant que cette expropriation doit être réalisée dans les meilleurs délais car la commune ne dispose que d'un délai de 4 ans, à compter de la date du début du programme (22 décembre 2014) pour réaliser les opérations ou commander les travaux nécessaires aux opérations visées dans le programme ; que ce délai est imposé par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Considérant que pour l'opération 1. C2: LOGEMENTS, qui rentre dans le cadre de l'appel à projets « Programme Cadre Alliance Habitat », l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2016 (article 7, §6, al. 1) impose la signature de l'acte authentique de l'immeuble endéans le 15 décembre de l'année au cours de laquelle le Gouvernement marque son accord sur l'opération, soit le 15 décembre 2016 ;

Considérant que, pour l'élaboration du programme détaillé des opérations 1.C2: LOGEMENTS, 1.C4 : RECYCLERIE et 1.A2 : ESPACE PUBLIC, des études préparatoires (analyse de sol, inventaire amiante, analyse structurelle, etc.) doivent être réalisées ; que ces études nécessitent un transfert de propriété dans les plus brefs délais, au risque d'entraîner des retards préjudiciables sur le reste de la procédure ; qu'il convient donc que la commune acquiert la propriété de la parcelle susvisée au plus vite afin de mener à terme les opérations ;

Considérant qu'il y a donc également lieu de solliciter du Gouvernement régional qu'il autorise le recours à la procédure d'expropriation d'extrême urgence ;

Sur proposition du Collège échevinal du 13 juin 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le plan d'expropriation ci-annexé reprenant la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°947 S 4, située Quai de l'Industrie 75 à Molenbeek-Saint-Jean

(1080 Bruxelles).

Article 2 :

De solliciter l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique selon la procédure d'extrême urgence de la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°947 S 4, située Quai de l'Industrie 75 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles), telle que reprise sur le plan d'expropriation.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Perceel gelegen Nijverheidskaai 75 te Sint-Jans-Molenbeek - Aanvraag van toelating van onteigening aan de Gewestregering voor de uitvoering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" (2014-2018).

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 22 oktober 2014 en de eerste wijziging aangenomen door de Gemeenteraad, in zijn zittingen van 25 februari 2016 en 20 april 2016 en goedgekeurd door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering Rudi Vervoort, via zending gedateerd van 25 mei 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van subsidies van een totaalbedrag van 43.600.000,00 EUR ten gunste van de gemeenten die werken aan de stedelijke herwaardering betekend aan de Gemeente via zending op 22 december 2014, een bedrag van 10.900.000,00 EUR werd toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van de operaties voorzien in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Gelet op het bijkomend programma van operaties ten laste van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 3.125.000,00 EUR goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, via zending gedateerd van 22 december 2014;

Gelet op het Protocolakkoord betreffende de tussenkomst van Beliris voor een maximaal bedrag van 5.385.000,00 EUR in de aanwerving van onroerende goederen zoals voorzien door het initiatief 2.11 van het samenwerkingsakkoord - Terreinen en gebouwen "Heyvaertwijk" - Project Zinneke op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 mei 2016;

Overwegende bovendien dat een dossier van subsidieaanvraag werd ingediend door de gemeente op 14 mei 2016 en volledig verklaard werd door de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via zending van 24 mei 2016, en dit, in het kader van de oproep tot projecten "Programma Kader Alliantie Wonen" voor de financiering van de operaties voor aanwerving en renovatie van gebouwen die de verwezenlijking mogelijk maken van woningen waarvan de toekenningsvoorwaarden en de procedureregels vastgesteld zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2016;

Overwegende dat de uitvoering van het vermelde programma de aanwerving vereist

door de Gemeente van het perceel gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.947 S 4, gelegen Nijverheidskaai 75 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), zoals hernomen op het onteigeningsplan bijgevoegd aan deze beraadslaging; dat de beslissing voor de aanwerving van dit perceel werd aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 november 2015;

Overwegende dat de besprekingen voor de minnelijke aanwerving van dit perceel met de eigenaar, gestart op 12 januari 2016, niet tot een akkoord geleid hebben; dat het laatste bod geformuleerd op 3 juni 2016 geweigerd werd op 20 juni 2016;

Overwegende dat in toepassing van artikel 7, §1 van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, elke verwerving van onroerende goederen vereist voor de uitvoering van een stedelijk herwaarderingsprogramma, door onteigening ten algemenen nutte tot stand kan worden gebracht;

Overwegende dat, in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke", de operatie 1.C2: WONINGEN eruit bestaat het herenhuis langs de Nijverheidskaai te behouden en dit grondig te renoveren als woningen met een sociaal karakter; dat deze operatie samen met het herenhuis gelegen Nijverheidskaai 77 en de naburige nieuwbouw gevestigd Nijverheidskaai 79, een grote operatie vormt bestaande uit woningen met een sociaal karakter, waardoor men kan beantwoorden aan de criteria van de nieuwe oproep tot projecten betreffende het "Programma Kader Alliantie Wonen";

Overwegende dat de operatie 1.C4: RECYCLERIE bestaat uit de omvorming van de opslagplaats tot werkplaatsen die zich in de eerste plaats concentreren op de recuperatie van materialen van de sectoren van cultuur, media en reclame die een nieuwe dynamiek en identiteit zullen geven aan de site en die geschikt zullen zijn om gelijkaardige activiteiten aan te trekken in de omgeving;

Overwegende dat de operatie 1.A2 OPENBARE RUIJTE bestaat uit de inrichting van de openbare ruimte op het binnenterrein van het huizenblok van een grote architecturale kwaliteit, voorbehouden aan voetgangers en fietsers voor de verbetering van het plaatselijk netwerk van de zachte mobiliteit, het bijdragen tot levendigheid en gezelligheid in de wijk en de versterking van het gewestelijk project van het groen netwerk; dat de verwezenlijking van deze operatie de afbraak impliceert van sommige gebouwen gelegen op het perceel gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.947 S 4;

Overwegende het feit dat, ondanks de mobilisatie van alle openbare actoren, het aantal sociale en/of middelgrote woningen vandaag onvoldoende is om te kunnen beantwoorden aan de doelstelling van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat op een patrimonium van ongeveer 350 woningen voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, 2824 personen op de wachtlijst staan om toegang te krijgen tot een sociale woning en dat het patrimonium van sociale woningen van de gemeente dus dringend vergroot moet worden;

Overwegende dat het gebouw gelegen op het perceel nr.947 S 4 in overwoekerde staat is, wat aanzet tot illegale opslagplaatsen die het beeld van de wijk aantasten;

Overwegende dat, via het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 november 2015, een stedenbouwkundige vergunning werd toegekend aan De heer Taoufik ARIHI, op basis van de wijzigingsplannen nr.2 gedateerd van 4 mei 2015 en gericht op de gedeeltelijke bestemmingswijziging van een opslagplaats gelegen Nijverheidskaai nr. 75 te Sint-Jans-Molenbeek, in een polyvalente zaal; dat een beroep werd ingediend bij de Raad van State door de Gemeente op 18 februari 2016 voor de annulering van deze beslissing van de Gewestregering van 12 november 2015;

Overwegende dat de aanwezigheid van een polyvalente zaal, die tot 212 personen kan opvangen (aantal zetels), een belangrijke storing veroorzaakt voor de buurtbewoners, zowel binnen als buiten het blok (geluidsoverlast, ...);

Overwegende dat het project belangrijke mobiliteitsproblemen veroorzaakt; dat het aantal voertuigen op zoek naar een parkeerplaats in de wijk een onaanvaardbaar niveau

zal bereiken (70 voertuigen als we 3 personen per voertuig tellen); dat de aanvrager als alternatief het gebruik voorstelde van de Nijverheidskaai 79 als naburige beschikbare parkeerplaats, maar dat het daar gaat om een opslagplaats voor voertuigen en niet om een parking; dat de nieuwe inrichting van de Nijverheidskaai (operatie 1.A3) die de voorrang aan voetgangers en fietsers voorziet teneinde een aangename woonomgeving te creëren, niet compatibel is met een verhoging van het verkeer door de uitbating van de polyvalente zaal;

Overwegende dat het project van De heer Taoufik ARIHI niet in overweging kan genomen worden als een operatie compatibel met het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Overwegende dat de opslagplaats het industriële verleden van de wijk weerspiegelt en dat het dus wenselijk is om deze te beschermen en te herwaarderen;

Overwegende bijgevolg, dat er moet overgegaan worden tot het verzoeken van de toelating van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening van het bovenvermelde perceel;

Overwegende dat deze onteigening moet uitgevoerd worden binnen de kortste termijnen omdat de gemeente slechts over een termijn van 4 jaar beschikt, te tellen vanaf de begindatum van het programma (22 december 2014), voor de verwezenlijking van de operaties of de bestelling van de nodige werken voor de operaties bedoeld in het programma; dat deze termijn wordt opgelegd bij artikel 14 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat voor de operatie 1.C2: WONINGEN, die in het kader treedt van de oproep tot projecten "Programma Kader Alliantie Wonen", het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2016 (artikel 7, §6, al. 1) de ondertekening oplegt van de authentieke akte van het gebouw, vóór 15 december van het jaar waarin de Regering haar akkoord geeft over de operatie, hetzij op 15 december 2016;

Overwegende dat, voor de uitwerking van het gedetailleerd programma van de operaties 1.C2: WONINGEN, 1.C4: RECYCLERIE en 1.A2: OPENBARE RUIMTE, voorbereidende studies uitgevoerd moeten worden (bodemanalyse, asbestinventaris, structurele analyse, enz.); dat deze studies een overdracht van eigendom vereisen binnen de kortste termijnen, met als risico tot nadelige achterstand te leiden op de rest van de procedure; dat het dus past dat de gemeente zo snel mogelijk het eigendom verwerft van het bovenvermelde perceel teneinde de operaties tot een goed einde kunnen gebracht worden;

Overwegende dat er dus eveneens overgegaan moet worden tot het verzoeken van de Gewestregering voor de toelating om beroep te doen op de procedure voor hoogdringende onteigening;

Op voorstel van het Schepencollege van 13 juni 2016;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het hierbij gevoegde onteigeningsplan goed te keuren, dat het perceel herneemt gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.947 S 4, gelegen Nijverheidskaai 75 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel).

Artikel 2 :

De toelating te verzoeken van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening wegens openbaar nut volgens de hoogdringende procedure van de percelen gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B nr.947 S 4, gelegen Nijverheidskaai 75 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), zoals hernomen op het onteigeningsplan.

De Raad keurt het punt goed.

22.06.2016/A/0009 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Parcelle située Quai de l'Industrie 79 à Molenbeek-Saint-Jean -
Demande d'autorisation d'exproprier au Gouvernement régional en vue de la mise
en œuvre du programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » (2014-
2018).

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » adopté par le Conseil communal, en sa séance du 22 octobre 2014 et la première modification adoptée par le Conseil communal, en ses séances du 25 février 2016 et du 20 avril 2016 et approuvée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort, par courrier daté du 25 mai 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant des subsides d'un montant global de 43.600.000,00 EUR au bénéfice des communes œuvrant à la revitalisation urbaine notifié à la Commune par courrier du 22 décembre 2014 ; un montant de 10.900.000,00 EUR a été octroyé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des opérations prévues au programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Vu le programme complémentaire d'opérations à charge du Service Public Fédéral Mobilité et Transport dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 3.125.000,00 EUR approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par courrier daté du 22 décembre 2014 ;

Vu le Protocole d'accord concernant l'intervention de Beliris à concurrence d'un montant maximum de 5.385.000,00 EUR dans l'acquisition de biens immobiliers telle que prévue par l'initiative 2.11 de l'accord de coopération – Terrains et immeubles 'Quartier Heyvaert'- Projet Petite Senne sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean adopté par le Conseil communal, en sa séance du 25 mai 2016 ;

Considérant en outre qu'un dossier de demande de subside a été introduit par la commune le 14 mai 2016 et déclaré complet par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale par courrier du 24 mai 2016 et ce dans le cadre de l'appel à projets « Programme Cadre Alliance Habitat » en vue de financer des opérations d'acquisition et de réhabilitation d'immeubles permettant la production de logements dont les conditions d'octroi et les règles de procédures sont fixées dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2016 ;

Considérant que la mise en œuvre dudit programme nécessite l'acquisition par la Commune de la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°943 H 30, située Quai de l'Industrie 79 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles), telle que reprise sur le plan d'expropriation annexé à la présente délibération ; que la décision d'acquérir cette parcelle a été adoptée par le Conseil communal en sa séance du 2 septembre 2015 ;

Considérant que les négociations en vue de l'acquisition amiable de cette parcelle avec le propriétaire entamées le 8 septembre 2015 n'ont pas abouti à un accord ; que la dernière offre formulée en date du 3 juin 2016 a été refusée le 20 juin 2016 ;

Considérant qu'en application de l'article 7, §1^{er} de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine, toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation d'un programme de revitalisation urbaine peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que, dans le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », l'opération 1.A1 : JARDIN D'HIVER consiste en la reconversion du hangar en jardin d'hiver fonctionnant comme un espace public couvert pour l'organisation d'activités telles que des marchés aux puces, des ateliers, des espaces de dialogue, des présentations, des expositions, des spectacles et des concerts, des activités pour enfants et des jeux ; que cet espace public contribuera à l'animation et à la convivialité du quartier et à renforcer le projet régional de maillage vert ;

Considérant que les opérations 1.C1 : ATELIERS et 1.C2 : LOGEMENTS visent à réaliser un programme mixte de logements (1.C2), emploi (1.C1) et culture ; que ce projet est en relation avec l'espace public (1.A2 ESPACE PUBLIC) et le café de lecture (1.B : LABO DE LANGUE, JEU ET TRAVAIL) ;

Considérant que le projet 1.C1 : ATELIERS prévoit sur la parcelle susvisée, la réalisation d'une nouvelle construction avec au rez-de-chaussée des ateliers destinés à des activités artisanales faisant participer les visiteurs ; que le projet 1.C2 : LOGEMENTS prévoit sur la parcelle susvisée, la réalisation d'une nouvelle construction avec aux étages la création de logements à caractère social ; que ce projet constitue avec les maisons de maître situées Quai de l'industrie 75 et 77, une grande opération de logements à caractère social permettant de répondre aux critères du nouvel appel à projets relatif au « Programme Cadre Alliance Habitat » ; que la réalisation de ces opérations implique la démolition de certains bâtiments sur la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°943 H 30 ;

Considérant que l'opération 1.A2 ESPACE PUBLIC consiste en l'aménagement d'un espace public en intérieur d'îlot, d'une grande qualité architecturale, réservé aux piétons et aux cyclistes afin d'améliorer le réseau local de mobilité douce, de contribuer à l'animation et à la convivialité dans le quartier et de renforcer le projet régional de maillage vert ; que la réalisation de cette opération implique la démolition de certains bâtiments sur la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°943 H 30 ;

Considérant que ces opérations contribuent au bon fonctionnement de l'ensemble des opérations qui forment le « projet phare » du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Considérant que la parcelle n°943 H 30 est adjacente à la parcelle n°943 Z 21 située Quai de l'Industrie 83 pour laquelle une offre d'achat a été contresignée ; que pour permettre la réalisation et s'assurer du bon fonctionnement de l'opération 1. B : LABO DE LANGUE, JEU ET TRAVAIL, il y a lieu d'ouvrir la façade sur le nouvel espace public situé sous la halle ; que la seule façade de l'opération 1.B : LABO DE LANGUE, JEU ET TRAVAIL, accessible au Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU) est située le long de la parcelle n°943 H 30 ;

Considérant le fait que malgré la mobilisation de tous les acteurs publics, le nombre de logements sociaux et/ou moyens est à ce jour insuffisant pour permettre de répondre à l'objectif du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ; que sur un patrimoine d'environ 350 logements pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, 2824 personnes sont sur la liste d'attente pour avoir accès à un logement à caractère social et qu'il y a donc urgence à augmenter le patrimoine de logements à caractère social de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de solliciter l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation de la parcelle susvisée ;

Considérant que cette expropriation doit être réalisée dans les meilleurs délais car la commune ne dispose que d'un délai de 4 ans, à compter de la date du début du programme (22 décembre 2014) pour réaliser les opérations ou commander les travaux nécessaires aux opérations visées dans le programme ; que ce délai est imposé par

l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Considérant que, pour l'élaboration du programme détaillé des opérations 1.A1 : JARDIN D'HIVER, 1.A2 : ESPACE PUBLIC et 1.A3 : RÉAMÉNAGEMENT QUAI DE L'INDUSTRIE, des études préparatoires (analyse de sol, inventaire amiante, analyse structurelle, expertise par un expert en conservation du patrimoine industriel, etc.) doivent être réalisées ; que ces études nécessitent un transfert de propriété dans les plus brefs délais, au risque d'entraîner des retards préjudiciables sur le reste de la procédure ; qu'il convient donc que la commune acquiert la propriété de la parcelle susvisée au plus vite afin de mener à terme les opérations ;

Considérant que pour les opérations 1.C1 : ATELIERS et 1.C2 : LOGEMENTS, qui rentrent dans le cadre de l'appel à projets « Programme Cadre Alliance Habitat », l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2016 (article 7, §6, al. 1) impose la signature de l'acte authentique de l'immeuble endéans le 15 décembre de l'année au cours de laquelle le Gouvernement marque son accord sur l'opération, soit le 15 décembre 2016 ;

Considérant qu'il y a donc également lieu de solliciter du Gouvernement régional qu'il autorise le recours à la procédure d'expropriation d'extrême urgence ;

Sur proposition du Collège échevinal du 13 juin 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le plan d'expropriation ci-annexé reprenant la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°943 H 30, située Quai de l'Industrie 79 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles).

Article 2 :

De solliciter l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique selon la procédure d'extrême urgence de la parcelle cadastrée 3^{ème} division, section B, n°943 H 30, située Quai de l'Industrie 79 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles), telle que reprise sur le plan d'expropriation.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Perceel gelegen Nijverheidskaai 79 te Sint-Jans-Molenbeek - Aanvraag van toelating van de onteigening aan de Gewestregering voor de uitvoering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" (2014-2018).

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte;

Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 22 oktober 2014 en de eerste wijziging

aangenomen door de Gemeenteraad, in zijn zittingen van 25 februari 2016 en 20 april 2016 en goedgekeurd door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering Rudi Vervoort, via zending gedateerd van 25 mei 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van subsidies van een totaalbedrag van 43.600.000,00 EUR ten gunste van de gemeenten die werken aan de stedelijke herwaardering betekend aan de Gemeente via zending op 22 december 2014, een bedrag van 10.900.000,00 EUR werd toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van de operaties voorzien in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Gelet op het bijkomend programma van operaties ten laste van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 3.125.000,00 EUR goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, via zending gedateerd van 22 december 2014;

Gelet op het Protocolakkoord betreffende de tussenkomst van Beliris voor een maximaal bedrag van 5.385.000,00 EUR in de aanwerving van onroerende goederen zoals voorzien door het initiatief 2.11 van het samenwerkingsakkoord - Terreinen en gebouwen "Heyvaertwijk" - Project Zinneke op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 mei 2016;

Overwegende bovendien dat een dossier van subsidieaanvraag werd ingediend door de gemeente op 14 mei 2016 en volledig verklaard werd door de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via zending van 24 mei 2016, en dit, in het kader van de oproep tot projecten "Programma Kader Alliantie Wonen" voor de financiering van de operaties voor aanwerving en renovatie van gebouwen die de verwezenlijking mogelijk maken van woningen waarvan de toekenningsvoorwaarden en de procedureregels vastgesteld zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2016;

Overwegende dat de uitvoering van het vermelde programma de aankoop vereist door de Gemeente van het perceel gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943 H30, gelegen Nijverheidskaai 79 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), zoals hernomen op het onteigeningsplan bijgevoegd aan deze beraadslaging; dat de beslissing voor de aanwerving van dit perceel werd aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 2 september 2015;

Overwegende dat de besprekingen voor de minnelijke aanwerving van dit perceel met de eigenaar, gestart op 8 september 2015 niet tot een akkoord geleid hebben; dat het laatste bod geformuleerd op 3 juni 2016 geweigerd werd op 20 juni 2016;

Overwegende dat in toepassing van artikel 7, §1 van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, elke verwerving van onroerende goederen vereist voor de uitvoering van een stedelijk herwaarderingsprogramma, door onteigening ten algemene nutte tot stand kan worden gebracht;

Overwegende dat, in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke", de operatie 1.A1: WINTERTUIN eruit bestaat de hangar om te vormen in een wintertuin die als een overdekte openbare ruimte zou dienen voor de organisatie van activiteiten zoals een vlooiemarkt, workshops, ruimtes voor dialoog, voorstellingen, tentoonstellingen, vertoningen en concerten, activiteiten voor kinderen en spelletjes; dat deze openbare ruimte zal bijdragen tot levendigheid en gezelligheid van de wijk en de versterking van het gewestelijk project van het groen netwerk;

Overwegende dat de operaties 1.C1: WERKPLAATSEN en 1.C2: WONINGEN als doel hebben een gemengd programma van woningen (1.C2), tewerkstelling (1.C1) en cultuur te realiseren; dat dit project verband houdt met de openbare ruimte (1.A2 OPENBARE RUIMTE) en het leescafé (1.B: TAALLABO, SPELEN EN WERKEN);

Overwegende dat het project 1.C1: WERKPLAATSEN op het bovenvermelde perceel, de realisatie voorziet van een nieuwbouw met op de benedenverdieping werkplaatsen

bestemd voor ambachtelijke activiteiten waaraan de bezoekers kunnen deelnemen; dat het project 1.C2: WONINGEN op het bovenvermelde perceel, de realisatie voorziet van een nieuwbouw met op de bovenverdiepingen woningen met een sociaal karakter; dat dit project samen met de herenhuizen gelegen Nijverheidskaai 75 en 77, een grote operatie vormt van woningen met een sociaal karakter waardoor men kan beantwoorden aan de criteria van de nieuwe oproep tot projecten betreffende het "Programma Kader Alliantie Wonen"; dat de realisatie van deze operatie de afbraak impliceert van de gebouwen gelegen op het perceel percelen gekadastraerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943 H 30;

Overwegende dat de operatie 1.A2 OPENBARE RUIMTE bestaat uit de inrichting van de openbare ruimte op het binnenterrein van het huizenblok van een grote architecturale kwaliteit, voorbehouden aan voetgangers en fietsers voor de verbetering van het plaatselijk netwerk van de zachte mobiliteit, het bijdragen tot levendigheid en gezelligheid in de wijk en de versterking van het gewestelijk project van het groen netwerk; dat de realisatie van deze operatie de afbraak impliceert van sommige gebouwen gelegen op het perceel gekadastraerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943 H 30;

Overwegende dat deze operaties bijdragen tot de goede werking van het geheel van de operaties die het "kernproject" vormen van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Overwegende dat het perceel nr.943 H 30 grenst aan het perceel nr. 943 Z 21 gelegen Nijverheidskaai 83 waarvoor een aankoopofferte werd medeondertekend; dat om de realisatie mogelijk te maken en zich te verzekeren van de goede werking van de operatie 1. B: TAALLABO, SPELEN EN WERKEN, er overgegaan moet worden tot het openen van de gevel op de nieuwe openbare ruimte gelegen in de hal; dat de enige gevel van de operatie 1.B: TAALLABO, SPELEN EN WERKEN, toegankelijk voor de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH), gelegen is langs het perceel nr.943 H 30;

Overwegende het feit dat, ondanks de mobilisatie van alle openbare actoren, het aantal sociale en of middelgrote woningen vandaag onvoldoende is om te kunnen beantwoorden aan de doelstelling van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat op een patrimonium van ongeveer 350 woningen voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, 2824 personen op de wachtlijst staan om toegang te krijgen tot een sociale woning en dat het patrimonium van sociale woningen van de gemeente dus dringend vergroot moet worden;

Overwegende bijgevolg, dat er moet overgegaan worden tot het verzoeken van de toelating van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening van het bovenvermelde perceel;

Overwegende dat deze onteigening moet uitgevoerd worden binnen de kortste termijnen omdat de gemeente slechts over een termijn van 4 jaar beschikt, te tellen vanaf de begindatum van het programma (22 december 2014), voor de verwezenlijking van de operaties of de bestelling van de nodige werken voor de operaties bedoeld in het programma; dat deze termijn wordt opgelegd bij artikel 14 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat, voor de uitwerking van het gedetailleerd programma van de operaties 1.A1: WINTERTUIN, 1.A2: OPENBARE RUIMTE en 1.A3: HERAANLEG NIJVERHEIDSKAAI, voorbereidende studies uitgevoerd moeten worden (bodemanalyse, asbestinventaris, structurele analyse, expertise door een expert in het behoud van het industrieel patrimonium enz.); dat deze studies een overdracht van eigendom vereisen binnen de kortste termijnen, met als risico tot nadelige achterstand te leiden op de rest van de procedure; dat het dus past dat de gemeente zo snel mogelijk het eigendom verwerft van het bovenvermelde perceel teneinde de operaties tot een goed einde kunnen gebracht worden;

Overwegende dat voor de operaties 1.C1: WERKPLAATSEN en 1.C2: WONINGEN,

die in het kader treden van de oproep tot projecten "Programma Kader Alliantie Wonen", het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2016 (artikel 7, §6, al. 1) de ondertekening oplegt van de authentieke akte van het gebouw, vóór 15 december van het jaar waarin de Regering haar akkoord geeft over de operatie, hetzij op 15 december 2016;

Overwegende dat er dus eveneens overgegaan moet worden tot het verzoeken van de Gewestregering voor de toelating om beroep te doen op de procedure voor hoogdringende onteigening;

Op voorstel van het Schepencollege van 13 juni 2016;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het hierbij gevoegde onteigeningsplan goed te keuren, dat het perceel herneemt gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943 H 30, gelegen Nijverheidskaai 79 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel).

Artikel 2 :

De toelating te verzoeken van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening wegens openbaar nut volgens de hoogdringende procedure van het perceel gekadastreerd 3^{de} afdeling sectie B, nr.943 H 30, gelegen Nijverheidskaai 79 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), zoals hernomen op het onteigeningsplan.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

22.06.2016/A/0010 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Parcelles situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean -
Demande d'autorisation d'exproprier au Gouvernement régional en vue de la mise
en œuvre du programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » (2014-
2018).

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » adopté par le Conseil communal, en sa séance du 22 octobre 2014 et la première modification adoptée par le Conseil communal, en ses séances du 25 février 2016 et du 20 avril 2016 et approuvée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort, par courrier daté du 25 mai 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant des subsides d'un montant global de 43.600.000,00 EUR au bénéfice des communes œuvrant à la revitalisation urbaine notifié à la Commune par courrier du 22 décembre 2014 ; un montant de 10.900.000,00 EUR a été octroyé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des opérations prévues au programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Vu le programme complémentaire d'opérations à charge du Service Public Fédéral

Mobilité et Transport dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 3.125.000,00 EUR approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, par courrier daté du 22 décembre 2014 ;

Vu le Protocole d'accord concernant l'intervention de Beliris à concurrence d'un montant maximum de 5.385.000,00 EUR dans l'acquisition de biens immobiliers telle que prévue par l'initiative 2.11 de l'accord de coopération – Terrains et immeubles 'Quartier Heyvaert'- Projet Petite Senne sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean adopté par le Conseil communal, en sa séance du 25 mai 2016 ;

Considérant que la mise en œuvre dudit programme nécessite l'acquisition par la Commune des parcelles cadastrées 3^{ème} division, section B, n°943x29 et n°943y32, situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles), telles que reprises sur le plan d'expropriation annexé à la présente délibération ; que la décision d'acquérir ces parcelles a été adoptée par le Conseil communal en sa séance du 25 novembre 2015 ;

Considérant que les négociations en vue de l'acquisition amiable de ces parcelles avec le propriétaire entamées le 28 janvier 2016 n'ont pas abouti à un accord ; que la dernière offre formulée en date du 10 mars 2016 a été refusée le 23 mars 2016 ;

Considérant qu'en application de l'article 7, §1^{er} de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine, toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation d'un programme de revitalisation urbaine peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que, dans le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », l'opération 1.A2 : Espace public, consiste en l'aménagement d'un espace public en intérieur d'îlot, d'une grande qualité architecturale, réservé aux piétons et aux cyclistes afin d'améliorer le réseau local de mobilité douce, de contribuer à l'animation et à la convivialité dans le quartier et de renforcer le projet régional de maillage vert ; que la réalisation de cette opération implique la démolition des bâtiments situés sur les parcelles cadastrées 3^{ème} division, section B, n°943x29 et n°943y32 ;

Considérant que d'un point de vue urbanistique, l'aménagement de l'espace public en intérieur d'îlot permettra d'améliorer le cadre de vie local par la diminution de la densité du bâti et d'amorcer la reconversion progressive du quartier postindustriel tout en essayant de répondre au mieux aux besoins de la population locale ;

Considérant que les opérations 1. A1: Jardin d'hiver, 1. A2: Espace public et 1. A3 :Réaménagement quai de l'industrie, font partie intégrante du « projet phare » du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » et contribuent au bon fonctionnement de l'ensemble des opérations qui le constitue ;

Considérant que la parcelle n°943x29 permettra de créer le lien entre ce projet phare, la rue Heyvaert et le parc linéaire sur le tracé de la petite Senne ou Sennette traversant le quartier Heyvaert depuis la porte de Ninove jusqu'à la rue Ropsy-Chaudron (abattoirs) qui sera aménagée par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la parcelle n°943y32 est adjacente à la parcelle n°943y30 située rue de Liverpool 24 acquise par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 23 novembre 2015 ; que son acquisition est nécessaire pour la réalisation et le bon fonctionnement de l'opération 1.F2 : Crèche qui prévoit l'accès pour les parents et les enfants du côté de l'espace public en intérieur d'îlot et non du côté de la rue de Liverpool où sera développé un projet de logements conventionnés (opération 1.F1) ; que, de plus, le seul accès pour le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU) est situé le long de la parcelle n°943y32 ;

Considérant qu'il y a donc lieu que la commune devienne propriétaire des parcelles cadastrées 3^{ème} division, section B, n°943x29 et n°943y32, situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles) ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de solliciter l'autorisation du Gouvernement

régional pour procéder à l'expropriation des parcelles susvisées ;

Considérant que cette expropriation doit être réalisée dans les meilleurs délais car la commune ne dispose que d'un délai de 4 ans, à compter de la date du début du programme (22 décembre 2014) pour réaliser les opérations ou commander les travaux nécessaires aux opérations visées dans le programme ; que ce délai est imposé par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Considérant que, pour l'élaboration du programme détaillé de l'opération 1. A2 : espace public, des études préparatoires (analyse de sol, inventaire amiante, analyse structurelle, etc.) doivent être réalisées ; que ces études nécessitent un transfert de propriété dans les plus brefs délais, au risque d'entraîner des retards préjudiciables sur le reste de la procédure ; qu'il convient donc que la commune acquiert la propriété des parcelles susvisées au plus vite afin de mener à terme l'opération 1. A2 : espace public ; Considérant qu'il y a donc également lieu de solliciter du Gouvernement régional qu'il autorise le recours à la procédure d'expropriation d'extrême urgence ;

Sur proposition du Collège échevinal du 13 juin 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le plan d'expropriation ci-annexé reprenant les parcelles cadastrées 3^{ème} division, section B, n°943x29 et n°943y32, situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles) ;

Article 2 :

De solliciter l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique selon la procédure d'extrême urgence des parcelles cadastrées 3^{ème} division, section B, n°943x29 et n°943y32, situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles), telles que reprises sur le plan d'expropriation.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Percelen gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek - Aanvraag van toelating van onteigening aan de Gewestregering voor de uitvoering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" (2014-2018).

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte;

Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 22 oktober 2014 en de eerste wijziging aangenomen door de Gemeenteraad, in zijn zittingen van 25 februari 2016 en 20 april 2016 en goedgekeurd door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering Rudi Vervoort, via zending gedateerd van 25 mei 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van subsidies van een totaalbedrag van 43.600.000,00 EUR ten gunste van de gemeenten die werken aan de stedelijke herwaardering betekend aan de Gemeente via zending op 22 december 2014, een bedrag van 10.900.000,00 EUR werd toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van de operaties voorzien in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Gelet op het bijkomend programma van operaties ten laste van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 3.125.000,00 EUR goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, via zending gedateerd van 22 december 2014;

Gelet op het Protocolakkoord betreffende de tussenkomst van Beliris voor een maximaal bedrag van 5.385.000,00 EUR in de aanwerving van onroerende goederen zoals voorzien door het initiatief 2.11 van het samenwerkingsakkoord - Terreinen en gebouwen "Heyvaertwijk" - Project Zinneke op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 mei 2016;

Overwegende dat de uitvoering van het vermelde programma de aankoop vereist door de Gemeente van de percelen gekadastraerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr. 943x29 et nr.943y32, gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), zoals hernomen op het onteigeningsplan bijgevoegd aan deze beraadslaging; dat de beslissing voor de aankoop van deze percelen werd aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 november 2015;

Overwegende dat de onderhandelingen voor de minnelijke aankoop van deze percelen met de eigenaar, begonnen op 28 januari 2016 niet tot een akkoord geleid hebben; dat het laatste bod geformuleerd op 10 maart 2016 geweigerd werd op 23 maart 2016;

Overwegende dat in toepassing van het artikel 7, §1 van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, elke verwerving van onroerende goederen vereist voor de uitvoering van een stedelijk herwaarderingsprogramma, door onteigening ten algemene nutte tot stand kan worden gebracht;

Overwegende dat, in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke", de operatie 1.A2: Openbare ruimte, bestaat uit de inrichting van de openbare ruimte op het binnenterrein van het huizenblok van een grote architecturale kwaliteit, voorbehouden aan voetgangers en fietsers voor de verbetering van het plaatselijk netwerk van de zachte mobiliteit, bijdragen tot levendigheid en gezelligheid in de wijk en de versterking van het gewestelijk project van groen netwerk; dat de verwezenlijking van deze operatie de afbraak impliceert van de gebouwen gelegen op de percelen gekadastraerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943x29 et nr.943y32;

Overwegende dat vanuit een stedenbouwkundig oogpunt, de inrichting van de openbare ruimte in het binnenterrein van het huizenblok het mogelijk maakt het kader van het plaatselijke leven te verbeteren door de vermindering van de dichtheid van het bouwwerk en de progressieve omvorming van de postindustriële wijk, door te proberen zo goed mogelijk te beantwoorden aan de behoeften van de plaatselijke bevolking;

Overwegende dat de operaties 1. A1: Wintertuin, 1. A2: Openbare ruimte en 1. A3: Herinrichting nijverheidskaai, deel uitmaken van het "kernproject" van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" en bijdragen tot de goede werking van het geheel van de operaties die deze vormt;

Overwegende dat het perceel nr.943x29 het mogelijk maakt een verband te maken tussen dit kernproject, de Heyvaertstraat en het lineair park van Zinneke, door de Heyvaertwijk over te steken vanaf de Ninoofsepoort tot aan de Ropsy Chaudronstraat (slachthuizen) die ingericht zal worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het perceel nr.943y32 grenst aan het perceel nr.943y30 gelegen Liverpoolstraat 24 aangeworven door Gemeente Sint-Jans-Molenbeek op 23 november 2015; dat deze aanwerving nodig is voor de verwezenlijking en de goede werking van

de operatie 1.F2: Kinderdagverblijf dat de toegang voorziet voor ouders en kinderen aan de kant van de openbare ruimte in het binnenterrein van het huizenblok en niet aan de kant van de Liverpoolstraat waar een project zal ontwikkeld worden van geconventioneerde woningen (operatie 1.F1); dat, bovendien, de enige toegang voor de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH) gelegen is langs het perceel nr.943y32;

Overwegende dat de gemeente dus dient eigenaar te worden van de percelen gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943x29 en nr.943y32, gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel);

Overwegende bijgevolg, dat er moet overgegaan worden tot het verzoeken van de toelating van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening van de bovenvermelde percelen;

Overwegende dat deze onteigening moet uitgevoerd worden binnen de kortste termijnen omdat de gemeente slecht over een termijn van 4 jaar beschikt, te tellen vanaf de begindatum van het programma (22 december 2014), voor de verwezenlijking van de operaties of de bestelling van de nodige werken voor de operaties bedoeld in het programma; dat deze termijn wordt opgelegd bij artikel 14 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat, voor de uitwerking van het gedetailleerd programma van de operatie 1. A2: openbare ruimte, voorbereidende studies (bodemanalyse, asbestinventaris, structurele analyse, enz.) gerealiseerd moeten worden; dat deze studies een overdracht van eigendom vereisen binnen de kortste termijnen, met als risico tot nadelige achterstand te leiden op de rest van de procedure; dat het dus past dat de gemeente zo snel mogelijk het eigendom verwerft van de bovenvermelde percelen teneinde de operatie 1.A2: openbare ruimte geleid kan worden;

Overwegende dat er dus eveneens overgegaan moet worden tot het verzoeken van de Gewestregering voor de toelating om beroep te doen op de procedure voor hoogdringende onteigening;

Op voorstel van het Schepencollege van 13 juni 2016;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het onteigeningsplan hierbij gevoegd goed te keuren, dat de percelen herneemt gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nr.943x29 en nr.943y32, gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel).

Artikel 2 :

De toelating te verzoeken van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening wegens openbaar nut volgens de hoogdringende procedure van de percelen gekadastreerd 3^{de} afdeling sectie B, nr.943x29 en nr.943y32, gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), zoals hernomen op het onteigeningsplan.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

Pierre Vermeulen entre en séance / treedt in zitting

Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting

Saint-Jean et la société anonyme Brussels Event Brewery, « BEB » - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 135§2 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que cette convention de collaboration a pour objectif de permettre à la Commune d'exercer efficacement ses missions de tranquillité, sécurité et salubrité publiques et à l'exploitant de pouvoir exercer pleinement son activité, le tout en respectant les droits, libertés et devoirs de tous, en ce compris des riverains ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le projet de convention de collaboration entre la Commune et la BEB ci-annexé ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 11 avril 2016;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de collaboration, ci-annexée, entre la Commune et la société anonyme Brussels Event Brewery.

Une copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B19 (PRD – 2016 -002)

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische dienst - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Brussels Event Brewery nv - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 135§2 van de nieuwe Gemeentewet;

Overwogen dat de doelstelling van deze overeenkomst is overigens om het voor de gemeentelijke overheid mogelijk te maken op een efficiënte manier haar taken inzake rust, veiligheid en openbare netheid uit te voeren en voor de uitbater om zijn activiteit ten volle te kunnen uitoefenen, met eerbied voor de rechten, vrijheden en plichten van eenieder, met inbegrip van de omwonenden van de vestiging.

Overwegende dat het nodig is om de overeenkomst tussen de Gemeente en BEB goed te keuren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen zoals geformuleerd in haar zitting van 11 april 2016;

BESLIST :

Enkel artikel :

De samenwerkingsovereenkomst, in bijlage, tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Brussels Event Brewery nv goed te keuren.

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten: B19 (PRD-2016-002).

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0012 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement communal - Approbation d'une convention entre l'Administration communale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, d'une action de formation en « Techniques de vente et néerlandais commercial», à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle. Formations subventionnées et à charge de Bruxelles Formation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- «concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels»

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en vente et conseil clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue : néerlandais en situation – UF3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes) ;

Considérant que cette formation aura lieu du 15 février 2016 au 22 mai 2016 pour la 1ère session et du 12 septembre 2016 au 13 décembre 2016 pour la 2ème session, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que les périodes d'unité de formation sont cofinancées par Bruxelles Formation;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle

(80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue : néerlandais en situation – UF3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes).

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation », voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in het nederlands.

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in de klantenraad (160 lestijden), initiatie in de professionele communicatie technieken (80 lestijden), beroepen in de verkoop en in het onthaal van het publiek : mondelingse vaardigheid (80 lestijden), initiatie in het taal : Nederlands in situatie UF3 (80 lestijden) en UF4 (80 lestijden), van 15 februari 2016 tot en met 22 mei 2016 en van 12 september 2016 tot en met 13 december 2016.

De kosten vallen ten laste van het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0013 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement fondamental francophone - Appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole n°15 - les Lutins du petit Bois - Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 23 mai 2016 :
« Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de direction tel que repris en annexe de la présente.

Article 2 :

De lancer un appel à candidatures pour l'admission au stage, dans les meilleurs délais, dans une fonction de direction à l'Ecole maternelle n°15 en application de l'article 57 du décret du 02 février 2007 précité. »;

DECIDE :

Article 1 :

De confirmer le profil de fonction de directeur tel que repris en annexe de la présente.

Article 2 :

De confirmer l'appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole maternelle n°15 – les Lutins du petit Bois en application de l'article 57 du décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalige onderwijs - Oproep tot kandidatuurstelling voor de toelating tot de stage van directeurfunctie van de « Ecole n°15 - les Lutins du petit Bois » - Bevestiging.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0014 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement fondamental francophone - Approbation du nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale n° 10 - La Cité des enfants.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1^{er} du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose :

« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en oeuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en oeuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les

objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été soumis à l'approbation du Conseil de participation de l'Ecole n°10 en sa séance du 17 mai 2016 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°10 – la Cité des enfants ci-joint.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Franstalig basisonderwijs - Goedkeuring van het nieuw
schoolproject van “Ecole n°10 - La Cité des enfants”.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

22.06.2016/A/0015 **Département des Ressources Humaines
GRH - Cellule incivilités - Indemnités - Entretien de l'uniforme.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 26102015 par laquelle le collège échevinal décide de transférer la cellule Incivilités du Département développement durable et propreté publique, vers le Département prévention et vie sociale – division prévention et d'adapter l'organigramme des services communaux;

Considérant que la fonction de surveillant du service incivilités prévoit, entre autres, qu'il doit veiller à la sensibilisation du citoyen en matière de propreté et de l'environnement;

Considérant que les membres du personnel surveillant du service incivilités, sont astreints au port constant de l'uniforme ; qu'il y a lieu dès lors de prévoir une indemnité pour entretien de leur uniforme ;

Sur proposition du collège échevinal du 23112015;

Vu le protocole d'accord n°426 du comité de négociation du 11032016;

DECIDE :

Article unique :

De compléter le statut pécuniaire du personnel communal comme suit :

Le surveillant de la Cellule incivilités astreint au port constant de l'uniforme a droit à une indemnité pour entretien de l'uniforme sous les conditions suivantes :

a)

§1.L'indemnité pour entretien de l'uniforme est due à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on peut y prétendre et cesse de l'être à partir du premier jour du

mois qui suit la date à laquelle on cesse de pouvoir y prétendre.

Si ces dates coïncident avec le premier d'un mois, le droit naît et s'éteint immédiatement.

§2.L'indemnité est due dans toutes les positions administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, elle est réduite suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

L'allocation est payée en même temps que le traitement.

b)

L'indemnité pour entretien de l'uniforme est accordée à tous les membres du personnel astreints au port constant de l'uniforme

c)

Le montant mensuel de l'indemnité s'élève à € 6,73 (100%).

L'indemnité est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation; elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Human Resources

HRM - Dienst overlast - Vergoedingen - Onderhoud van het uniform.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 26102015 waarbij het schepencollege besloten heeft de cel Overlast over te plaatsen van het Departement duurzame ontwikkeling en openbare reinheid, naar het Departement preventie en sociaal leven - afdeling preventie en het organigram van de gemeentediensten aan te passen ;

Overwegende dat de functie van toezichter van de cel overlast voorziet o.a. dat hij moet toezien op de sensibilisering van de burger inzake netheid en leefmilieu ;

Overwegende dat de toezichthoudende personeelsleden van de dienst overlast gehouden zijn aan het constant dragen van het uniform; dat het dus nodig is een toelage te voorzien voor het onderhoud van hun uniform ;

Op voorstel van het schepencollege van 23112015;

Gelet op het protokoolakkoord nr 426 van het onderhandelingscomité van 11032016;

BESLUIT :

Enig artikel :

het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt aan te vullen :

de toezichter van de cel overlast die een uniform moet dragen heeft recht op een toelage voor het onderhoud van dit uniform onder volgende voorwaarden :

a)

§1.De vergoeding voor het onderhoud van het uniform is verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop men er aanspraak kan maken en is niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop men er geen aanspraak meer kan maken

Wanneer deze dagen samenvallen met de eerste van een maand ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk.

§2.De toelage is verschuldigd voor alle administratieve posities waarin de volledige wedde verschuldigd is.

Zonder afbreuk te doen aan alinea 1, wanneer de wedde niet verschuldigd is voor de volledige maand, wordt de toelage verminderd volgens dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde.

De toelage wordt uitbetaald tesamen met de wedde.

b)

De toelage voor het onderhoud van het uniform wordt toegekend aan de personeelsleden die verplicht zijn tot het constant dragen ervan

c)

De maandelijkse toelage bedraagt € 6,73 (100%).

De toelage wordt onderworpen aan de schommelingen van de verbruikersindex ;
spilindex 138,01

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0016 **Receveur Communal**

Recette communale - Marché de services pour la conclusion d'emprunts destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2016 et antérieurs - Cahier spécial des charges.

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2016 et antérieurs est financé, en partie, par des emprunts communaux ;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 234, al.1 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses arrêtés modificatifs;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ainsi que ses arrêtés modificatifs.

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le cahier spécial des charges pour le marché de services relatif à la conclusion d'emprunts pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2016 et antérieurs.

Article 2 :

d'approuver la dépense globale du marché estimée à 38.149.100 euros .

Article 3 :

de recourir à la procédure négociée européenne avec publicité, en consultant au minimum 3 et au maximum 10 prestataires de services.

Article 4 :

de fixer les critères de sélection qualitative comme suit

:

- délivrance de la preuve que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi ;
- capacité technique du soumissionnaire qui sera évaluée en fonction de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité.

A cet effet, les candidats doivent démontrer cette capacité technique en décrivant dans un document de format A4 de 8 pages au maximum, les mesures prises pour s'assurer de la qualité de l'exécution du marché.

Ce document sera signé et annexé à l'offre.

La présente délibération est soumise à l'approbation de l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeente ontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2016 en vorige - Bijzonder bestek.

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2016 en vorige, onder andere, wordt gefinancierd door gemeenteleningen

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 234,al.1 ;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten evenals de wijzigende besluiten;

Gezien de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren alsmede de wijzigende besluiten;

BESLUIT :

Artikel 1 :

het bijzonder bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2016 en vorige;

Artikel 2 :

de globale uitgave geraamd op 38.149.100 euro goed te keuren.

Artikel 3 :

de Europese onderhandelingsprocedure met bekendmaking toe te passen en minstens 3 en maximum 10 dienstverleners aan te spreken.

Artikel 4 :

de kwalitatieve selectiecriteria als volgt vast te stellen :

- afgifte van het bewijs dat de inschrijver in orde is met zijn verplichtingen betreffende het betalen van zijn belastingen en taksen volgens de Belgische wetgeving of deze van het land waarvan hij afkomstig is;

- de technische bekwaamheid van de inschrijver die zal geëvalueerd worden volgens zijn kunnen, zijn doeltreffendheid, zijn ervaring en zijn betrouwbaarheid. Te dien einde worden de kandidaten verzocht hun technische bekwaamheid te tonen in een document van A4 formaat van maximum 8 pagina's die beschrijft welke maatregelen ze gaan nemen om de kwaliteit van de uitvoering van de opdracht te verzekeren. Dit document dient getekend en bijgevoegd bij de offerte te worden.

De huidige beraadslaging zal opgestuurd worden aan de Toezichthoudende overheid voor goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Economat - Nouvelle loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26 par. 1^{er}, 1^oa) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 23 mai 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour Bergendal. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 1.800,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
- 30 mai 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour les écoles francophones. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 3.900,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
- 6 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour le service de la Propreté publique. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 102.799,99 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
- 6 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour divers services communaux. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 23.400,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
- 6 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour le service des Plantations. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 46.500,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
- 13 juin 2016 – Achat de GSM. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 1.200,00 EUR TVAC – 1040/742/54 - fonds d'emprunts
- 13 juin 2016 – Achat d'un audiomètre pour le centre de Promotion de la Santé à l'Ecole. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 1.600,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
- 13 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour l'Académie de dessin et des arts visuels. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 16.000,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 par. 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26 par. 1, 1^oa) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 23 mei 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor Bergendal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 1.800,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen
- 30 mei 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor Franstalige scholen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 3.900,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen
- 6 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Openbare reinheid. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 102.799,99 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen
- 6 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor verschillende Gemeentediensten. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 23.400,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen
- 6 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Beplantingen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 46.500,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

- 13 juni 2016 – Aankoop van GSM. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 1.200,00 euro BTW inbegrepen – 1040/742/54 – leningsfondsen
- 13 juni 2016 – Aankoop van een audiometer voor het centrum voor gezondheidspromotie. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 1.600,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen
- 13 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor het Academie voor tekenkunsten en visuele kunsten. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 16.000,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

EN BESLUIT :

Enige artikel :

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0018 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Cellule logement - Immeubles inoccupés - Rapport annuel sur la lutte contre les logements inoccupés.

E CONSEIL,

vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013, modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement ;

considérant que la Cellule Logement de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est chargée, entre autres, de la lutte contre les immeubles inoccupés ;

considérant que l'article 15, § 6 de l'ordonnance du 11 juillet 2013, impose aux communes et à leur C.P.A.S., la publication annuelle, avant le 1^{er} juillet, d'un rapport sur la politique de lutte contre les logements inoccupés, qui inclut une évaluation chiffrée des effets de recours au droit de gestion publique, à l'action comme en référé et à la plainte du Collège des Bourgmestre et Echevins à la Cellule régionale de lutte contre les logements inoccupés ;

vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.06.2016 ;

DÉCIDE :

Article 1 :

de prendre acte du rapport annuel 2015 sur la politique de lutte contre les logements inoccupés menée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et par son C.P.A.S.;

Article 2 :

Le présent rapport sera communiqué en copie au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 15, § 6 de l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Huisvestingscel - Leegstand - Jaarverslag over de bestrijding van leegstaande woningen.

DE RAAD,

Beleefd op de ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse huisvestingscode ;

Overwegende dat de Huisvestingscel van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek onder andere belast is met de bestrijding van leegstaande gebouwen ;

Overwegende dat artikel 15, § 6, van de ordonnantie van 11 juli 2013, de jaarlijkse eekendmaking vóór 1 juli oplegt van een verslag inzake het beleid met betrekking tot de bestrijding van leegstaande woningen, dat een becijferde evaluatie inhoudt van de gevolgen van de aanwending van het openbaar beheerrecht, van het kortgeding en van de klacht van het College van Burgemeester en Schepenen bij de Gewestelijke cel voor de bestrijding van leegstand ;

Beleefd op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juni 2016:

ESLIST :

Artikel 1 :

Beleefd te nemen van het jaarverslag 2015 over het door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en zijn O.C.M.W. gevoerde beleid inzake de bestrijding van leegstaande woningen;

Artikel 2 :

Beleefd een kopie van dit verslag medelen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig artikel 15, § 6, van de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode.

De onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0019 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Contrat de Quartier Durable Petite Senne - Quai de

l'industrie 77 - Fin anticipé du bail et autorisation d'occupation précaire et à titre gratuit des lieux par la S.P.R.L. Les Délices de la Paix

LE CONSEIL,

Vu le Conseil communal du 2 septembre 2015 qui décide entre autre :

- D'approuver l'acquisition du bien, sis Quai de l'Industrie n°77 cadastré 3ème division, section B, n°943/K/30 et 943/N/26, appartenant à la société IMMONOE dont le siège social est établi au n°77 quai de l'Industrie, 1080 Molenbeek-Saint-Jean pour la mise en œuvre des opérations 1C Projet mixte habitat, travail et culture et SU1.J Espace public repris dans le programme de base du contrat de quartier durable « Petite Senne »
- De charger la Division Développement Urbain de négocier l'acquisition du bien, sis Quai de l'Industrie n°77 cadastré 3ème division, section B, n°943/K/30 et 943/N/26, pour un montant maximum de 545.000,00€ correspondant au montant de l'estimation de Bruxelles Fiscalité ;
- D'approuver le mode de financement de la dépense de 545.000,00 €, à savoir 95% via les subsides de la Région de Bruxelles Capitale octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne » et 5% en fonds propres;

Considérant qu'en application de l'article 7 de l'ordonnance organique du 28 janvier 2010 de la revitalisation des quartiers, toute acquisition d'immeuble nécessaire à la réalisation d'un programme de revitalisation peut être réalisée par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que dans la section III de la circulaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, il est autorisé d'inclure dans le prix une indemnité de emploi si le bien est « expropriable » ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/712/60 (bâtiment) du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte pour 100% sur fonds d'emprunt;

Considérant que le bien fera l'objet de travaux importants de rénovation et qu'il est prévu la création d'un immeuble de logements sociaux;

Considérant que ces travaux ne seront pas exécutés directement ;

Considérant l'existence d'un bail commercial entre les vendeurs (La société IMMONOE) et la S.P.R.L. LES DELICES DE LA PAIX valable jusqu'au 31.05.2018 ;

Considérant que le preneur peut demander le renouvellement du bail aux conditions stipulées par la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de mettre un terme à ce bail commercial au moment de la signature de l'acte d'acquisition;

Considérant que le vendeur (La société IMMONOE) et le preneur, la S.P.R.L. LES DELICES DE LA PAIX, acceptent de mettre fin au bail commercial de commun accord au moment de la signature de l'acte d'acquisition;

Considérant que pour la période entre la signature de l'acte d'acquisition et le début des travaux il est dans l'intérêt de la Commune de maintenir une certaine préservation du bien ;

DECIDE:

Article 1 :

De marquer son accord sur la fin anticipée du bail commercial avec prise d'effet de la résiliation au jour de l'acte authentique constatant la vente ;

Article 2 :

D'autoriser la S.P.R.L. Les Délices de la Paix à occuper les lieux de manière précaire et à titre gratuit, dès le lendemain de la signature de l'acte authentique jusqu'au 31 mai 2018 au plus tard, moyennant :

- la prise en charge par l'occupant de tous les impôts et charges établis sur le bien
- la prise en charge par l'occupant des factures d'eau, de gaz, d'électricité et généralement de toutes les factures inhérentes à son occupation
- la souscription d'une assurance de type « risques locatifs »

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Nijverheidskaai 77 - Het voortijdige eind van de handelshuurovereenkomst en LES DELICES DE LA PAIX bvba te machtigen om het goed op een preciaire en gratis manier te bezetten.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 2 september 2016 dat beslist:

- De aankoop van het vastgoed, gelegen te 1080 Brussel, Nijverheidskaai 77, gekadastréerd in afdeling 3, sectie B, nr 943K30 en 943N26, in eigendom van de vennootschap IMMONOE, waarvan het hoofdkantoor aan de Nijverheidskaai 77, 1080 Brussel is opgesteld, voor een maximumbedrag van 545.000,00 € goed te keuren, voor de uitvoering van de Op.1C Mix wonen, werken en cultuur en Op. SU1J Openbare ruimte;
- De Afdeling Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen voor de aankoop van het vastgoed, gelegen te 1080 Brussel, Nijverheidskaai 77, gekadastréerd in afdeling 3, sectie B, nr 943/K/30 en 943/N/26, voor een maximumbedrag van 545.000,00 €, wat overeenkomt met het door Brussel Fiscaliteit geraamde bedrag;
- De financieringswijze goed te keuren van deze uitgave van 545.000,00€, te weten voor 95% door de in het kader van het duurzaam wijkcontract « Zinneke » toegekende subsidies en voor 5% via eigen middelen.

Overwegende dat in toepassing van artikel 7 van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, elke verwerving van onroerende goederen vereist voor de uitvoering van een stedelijk herwaarderingsprogramma door onteigening ten algemenen nutte tot stand kan worden gebracht;

Overwegende dat in afdeling III van de omzendbrief van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 het toegelaten is om een hergebruiksvergoeding bij de prijs te voegen, als het goed "onteigenbaar" is;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 9301/712/60 (Gebouw) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 en dat de uitgave voor 100% wordt gedekt door leningsgelden;

Overwegende dat het goed het voorwerp van belangrijke renovatiewerkzaamheden zal uitmaken en dat er de oprichting van een flatgebouw van sociale huisvesting is voorzien;

Overwegende dat de werkzaamheden niet onmiddellijk zullen uitgevoerd worden;

Overwegende dat er een handelshuurovereenkomst bestaat tussen de verkoper (IMMONOE) en de huurder (LES DELICES DE LA PAIX bvba) die geldt tot 31.05.2018;

Overwegende dat de huurder de vernieuwing van de handelshuurovereenkomst kan vragen door de wet van 30 april 1951 op regels betreffende de handelshuur in het bijzonder;

Overwegende dat het in het belang van de Gemeente is om een einde aan de handelshuurovereenkomst te maken op het moment van de handtekening van de akte van aankoop;

Overwegende dat verkoper (IMMONOE) en de huurder (LES DELICES DE LA PAIX bvba) ermee instemmen om aan de handelshuurovereenkomst in onderlinge overeenstemming een eind te maken op het moment van de handtekening van de akte van aankoop;

Overwegende dat, voor de periode tussen de handtekening van de akte van aankoop en het begin van de werkzaamheden, het in het belang van de Gemeente is om een zekere bescherming van het goed te handhaven;

BESLIST:

Artikel 1 :

Zijn goedkeuring te geven voor het voortijdig beëindigen van de handelshuurovereenkomst met inwerkingtreding van de ontbinding op de dag van de authentieke akte die de verkoop vaststelt;

Artikel 2 :

De huidige uitbater (LES DELICES DE LA PAIX bvba) te machtigen om het goed op een precaire en gratis manier te bezetten vanaf de dag volgend op de handtekening van de authentieke akte tot uiterlijk 31 mei 2018, mits:

- de tenlasteneming door de bewoner van alle belastingen en lasten die op het goed van toepassing zijn ten gevolge van zijn gebruik van het goed
- de tenlasteneming door de bewoner van de rekeningen van water, gas, elektriciteit en over het algemeen van alle rekeningen volgend op zijn gebruik
- de afsluiting van een verzekering type “huur risico's“.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0020 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés Communales - Maison Maritime - rue Vandenboogaerde, 89 - rue Ulens,
89-93 - Location des locaux par le Centre d'Entreprises de Molenbeek.

LE CONSEIL,

Considérant que depuis le 14 mai 2004 la Commune est copropriétaire avec la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB) et l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi (ORBEM), d'un bien sis à 1080 Bruxelles, rue Vandenboogaerde, 89, Section A, Parcelle 130 C (superficie 17a43ca) et rue Ulens, 89/93, Section A, parcelle 130 G6 (superficie 07a62 ca) afin d'y installer la Maison Maritime ;

Considérant que la SDRB avait vocation de développer dans sa partie de bâtiment, en collaboration avec le Centre d'Entreprises de Molenbeek, la Maison de l'Initiative, d'une superficie de 1.200 m², destinée à héberger des micro-entreprises dans 28 modules ;

Vu la délibération du Conseil communal du 16 décembre 2015 décidant e.a. :

Article 1 :

De conclure l'acquisition de la partie des locaux de la Maison Maritime, sise rue Vandenboogaerde, 89-91 à 1080 Bruxelles, appartenant à City Dev (ex-SDRB) pour un montant de 30.000,00 EUR ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 9300/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 et de le couvrir par fonds d'emprunt.

Article 3 :

D'entamer des négociations avec le Centre d'Entreprises de Molenbeek-Saint-Jean en vue de le maintenir dans les locaux sis rue Vandenboogaerde, 89-91 et de conclure un bail avec ce dernier ;

Considérant que ces locaux continueront à être utilisés par le Centre d'entreprises de Molenbeek et pour l'hébergement de micro-entreprises ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et le Centre d'entreprise de Molenbeek pour une période de 9 ans ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation et que les que la provision mensuelle de charges (eau, électricité, mazout pour le chauffage, entretien de la chaudière et frais divers) s'élèvera à la somme de 3.000,00 EUR ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13 juin 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période de 9 ans par le Centre d'Entreprise de Molenbeek des locaux du sous-sol, du rez-de-chaussée, du 1^{er} étage et 2^{ème} étage du bâtiment communal sis rue de Vandenboogaerde, 89 et rue Ulens 89-93 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation et une provision mensuelle des charges s'élevant à 3.000,00 EUR.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke eigendommen - Maritiemhuis - Vandenboogaerdestraat 89 - Ulenstraat 89-93 - Verhuur van de lokalen dor het Ondernemingscentrum van Molenbeek.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente sinds 14 mei 2014 mede-eigenaar is, met de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (GOMB) en de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (RVA), van een goed gelegen te 1080 Brussel, Vandenboogaerdestraat 89, Sectie A, Perceel 130C (oppervlakte 17a43ca) en Ulenstraat 89/93, Sectie A, perceel 130 G6 (oppervlakte 07a62ca) teneinde er het Maritiemhuis te vestigen;

Overwegende dat de GOMB een roeping had om in zijn deel van het gebouw, in samenwerking met het Ondernemingscentrum van Molenbeek, het Initiatievenhuis te ontwikkelen, met een oppervlakte van 1.200 m², bestemd om er micro-ondernemingen in 28 modules onder te brengen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16 december 2015 tot beslissing o.a.:

Artikel 1:

De aankoop van het deel van de lokalen van het Maritiemhuis, Vandenboogaerdestraat 89-31 te 1080 Brussel, behorend tot City Dev (vroegere GOMB) af te sluiten, voor een bedrag van 30.000,00 EUR;

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 9300/712/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en deze te dekken door leningsgelden.

Artikel 3:

Onderhandelingen te starten met het Ondernemingscentrum van Sint-Jans-Molenbeek om het te behouden in de lokalen gelegen Vandenboogaerdestraat 89-91 en een overeenkomst af te sluiten met dit laatste;

Overwegende dat deze lokalen blijven gebruikt worden door het Ondernemingscentrum van Molenbeek en voor het onderbrengen van micro-ondernemingen;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek en het Ondernemingscentrum van Molenbeek voor een periode van 9 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst het gratis karakter voorziet van het gebruik en dat het maandelijks voorschot voor de lasten (water, elektriciteit, stookolie voor de verwarming, onderhoud van de verwarmingsketel en diverse onkosten) 3.000,00 EUR bedraagt;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken; Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juni 2016;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor een periode van 9 jaar, door het Ondernemingscentrum van Molenbeek, van de lokalen op de kelderverdieping, benedenverdieping, 1^{ste} en 2^{de} verdieping van het gemeentelijk gebouw Vandenboogaerdestraat 89 en Ulenstraat 89-93.

Artikel 2 :

Het gratis karakter van het gebruik en een maandelijks voorschot van de lasten van 3.000,00 EUR goed te keuren.

Deze beraadslagingmoet aan de Toezichthoudende overheid worden overgemaakt overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0021 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Rue du Comte de Flandre, 47/RD - Location du rez-de-chaussée commercial - Avenant n°1 au bail commercial.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal du 20 avril 2016 décidant :

Article 1 :

D'approuver le projet de bail commercial entre la Commune et le locataire en vue de l'installation d'une boutique de cartouches d'imprimantes, de photocopies, d'impressions et de reliure dans les locaux commerciaux du rez-de-chaussée droit situés à la rue du Comte de Flandre, 47 à 1080 Bruxelles.

Article 2 :

De fixer le montant du loyer mensuel à la somme de 1.200 EUR, le montant de la provision des charges (eau, chauffage) à la somme mensuelle de 120 EUR et la reprise des compteurs d'électricité au nom du futur locataire.

Considérant que les nuisances sonores liées à l'activité du commerce pourraient gêner les locataires des logements situés aux étages supérieurs;

Considérant que ces nuisances peuvent être évitées par l'isolation acoustique du plafond;

Considérant que ces travaux ont été demandés par la Commune;

Considérant que le preneur fera appel à une société pour réaliser les travaux d'isolation acoustique par le plafond;

Considérant que ces travaux s'élèvent à 5.697,55 EUR HTVA soit 6.894,03 EUR TVAC (21% 1.196,48 EUR) ;

Considérant qu'une réduction temporaire du loyer, à concurrence du montant des travaux peut se calculer comme suit :

Mois	Loyer mensuel (€)	Loyer après réduction (€)	Montant de la réduction (€)
Mai 2016	1200	0	1.200
Juin 2016	1200	0	1.200
Juillet 2016	1200	0	1.200
Aout 2016	1200	0	1.200
Septembre 2016	1200	0	1.200
Octobre 2016	1200	306	894
TOTAL DE LA REDUCTION :			6.894

Prend connaissance du projet d'avenant n°1;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 mai 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder une réduction temporaire du loyer, à concurrence du montant des travaux

d'isolation acoustique, pour l'occupation des locaux commerciaux du rez-de-chaussée droit situés à la rue du Comte de Flandre, 47 à 1080 Bruxelles.

Article 2 :

D'approuver le projet d'avenant n°1 au bail commercial pour l'occupation des locaux commerciaux du rez-de-chaussée droit situés à la rue du Comte de Flandre, 47 à 1080 Bruxelles.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Graaf van Vlaanderenstraat 47/Benedenverdieping - Verhuur van de commerciële benedenverdieping - Aanhangsel nr. 1 van de handelshuurovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 april 2016 tot beslissing:

Artikel 1:

Het project van de handelshuurovereenkomst tussen de Gemeente en de huurder voor de vestiging van een zaak voor printer cartridges, fotokopieën, printerafdrukken en boekbinden in de commerciële lokalen op de benedenverdieping aan de rechterkant gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 47 te 1080 Brussel, goed te keuren.

Artikel 2:

Het bedrag van de maandelijkse huurprijs vast te stellen op 1.200 EUR, het bedrag van de voorschotten voor de lasten (water, verwarming) op het maandelijks bedrag van 120 EUR, en de herneming van de elektriciteitstellers op naam van de toekomstige huurder. Overwegende dat de geluidsoverlast verbonden aan de activiteiten van de handelszaak de huurders van de woningen op de hogere verdiepingen zou kunnen storen;

Overwegende dat deze overlast kan verminderd worden via de akoestische isolatie van het plafond;

Overwegende dat deze werken gevraagd werden door de Gemeente;

Overwegende dat de huurder een beroep zal doen op een maatschappij om de werken uit te voeren voor de akoestische isolatie via het plafond;

Overwegende dat deze werken 5.697,55 EUR excl. BTW bedragen hetzij 6.894,03 EUR incl. BTW (21%, 1.196,48 EUR);

Overwegende dat een tijdelijke vermindering van de huurprijs, ten bedrage van de kosten van de werken, zoals volgt kan berekend worden:

Maand	Maandelijke huurprijs (€)	Huurprijs na vermindering (€)	Bedrag van de vermindering (€)
Mei 2016	1200	0	1.200
Juni 2016	1200	0	1.200
Juli 2016	1200	0	1.200
Augustus 2016	1200	0	1.200
September 2016	1200	0	1.200
Oktober 2016	1200	306	894
TOTAAL VAN DE VERMINDERING:			6.894

Neemt kennis van het ontwerp van aanhangsel nr. 1;
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 mei 2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een tijdelijke vermindering van de huurprijs toe te kennen, ten bedrage van de kosten van de werken voor de akoestische isolatie, voor het gebruik van de commerciële lokalen op de benedenverdieping rechts, gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 47 te 1080 Brussel.

Artikel 2 :

Het project van aanhangsel nr.1 van de handelshuurovereenkomst goed te keuren voor het gebruik van de commerciële lokalen op de benedenverdieping rechts, gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 47 te 1080 Brussel.

Deze beraadslaging moet aan de Toezichthoudende overheid worden overgemaakt overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0022 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés Communales - Rue de Liverpool, 24 - Occupation temporaire d'un bien acquis dans le cadre du contrat de quartier « Petite Senne » par la SPRL
ENTRAKT.

LE CONSEIL,

Considérant que l' immeuble communal sis rue de Liverpool, 24 est vide et qu'il fait l'objet d'un projet de création d'une crèche et de logements dans le cadre du Contrat de quartier durable « Petite Senne » ;

Considérant que la SPRL ENTRAKT sollicite l'occupation des locaux du bâtiment (sous-sol, rez-de-chaussée, 1^{er} étage et 2^{ème} étage) pour une réaffectation temporaire dans le cadre de prestations artistiques et culturelles;

Considérant que la SPRL ENTRAKT va effectuer des travaux, à raison de 28.600 EUR HTVA, afin de mettre le bien en conformité préalablement aux occupations artistiques;

Considérant que cette occupation temporaire assure une présence sociale dans l'immeuble, ce qui permet d'éviter le vandalisme et le squattage ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la SPRL ENTRAKT pour une période allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 novembre 2018 ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation en raison des travaux à réaliser par la SPRL et que les consommations en eau et énergies seront prises en charge par la SPRL ENTRAKT ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13 juin 2016 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période allant du 1er juillet 2016 au 31 novembre 2018 par la SPRL ENTRAKT des locaux du sous-sol, du rez-de-chaussée, du 1^{er} étage et 2^{ème} étage du bâtiment communal sis rue de Liverpool, 24 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation, en raison des travaux à réaliser par la SPRL ENTRAKT, et la prise en charge par la SPRL des consommations en eau et énergies.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Liverpoolstraat, 24 - Tijdelijk gebruik van een goed aangekocht in het kader van het wijkcontract "Zinneke" door de BVBA ENTRAKT.

DE RAAD,

Overwegende dat het gebouw gelegen Liverpoolstraat 24 leegstaat en het voorwerp uitmaakt van een project van oprichting van een kinderdagverblijf en woningen in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Overwegende dat de BVBA ENTRAKT het gebruik verzoekt van de lokalen van het gebouw (kelderverdieping, benedenverdieping, 1^{ste} en 2^{de} verdieping) voor een tijdelijke herbestemming in het kader van artistieke en culturele prestaties;

Overwegende dat de BVBA ENTRAKT werken gaat uitvoeren, voor een bedrag van 28.600 EUR excl. BT, teneinde het goed op voorhand conform te stellen aan artistieke bezigheden;

Overwegende dat dit tijdelijk gebruik een sociale aanwezigheid verzekert in het gebouw, waardoor vandalisme en kraken vermeden kunnen worden;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek en de BVBA ENTRAKT voor de periode van 1 juli 2016 tot 30 november 2018;

Overwegende dat deze overeenkomst een gratis karakter voorziet van het gebruik en dat water- en energieverbruik ten laste genomen worden door de BVBA ENTRAKT;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken; Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juni 2016;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor de periode van 1 juli 2016 tot 30 november 2018, door de BVBA ENTRAKT, van de lokalen op de kelderverdieping, de benedenverdieping en de 1^{ste} en 2^{de} verdieping van het gemeentelijk gebouw gelegen Liverpoolstraat 24.

Artikel 2 :

Het gratis karakter van het gebruik, vanwege de uit te voeren werken door de BVBA ENTRAKT, en de tenlasteneming door de BVBA ENTRAKT van water- en energieverbruik goed te keuren.

Deze beraadslagingmoet aan de Toezichthoudende overheid worden overgemaakt overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0023 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Travaux divers de rafraîchissement (peintures, revêtements de sol, ...) dans différentes propriétés communales sises à Molenbeek-Saint-Jean - Projet.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est régulièrement nécessaire de procéder à divers travaux de rafraîchissement (remises en peinture, renouvellement de revêtements de sol, ...) dans les propriétés communales, notamment suite à des mutations de locataires, et qu'il y a donc lieu de prévoir un marché de travaux, à cet égard ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Propriétés communales, ainsi que du cahier spécial des charges, du métré et de l'avis de marché ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 268.595,00HTVA ou 325.000 EUR TVAC (21% TVA = 56.405, 00 EUR) ;

Considérant que certaines interventions seront facturées à 6 % et d'autres à 21% compte tenu de l'âge des bâtiments ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que ce marché est soumis à la publicité belge ;

Vu l'article 5 § 2 de l'A.R. du 14.01.2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'article 26, § 2, 1° de la Loi du 15 juin 2006 et les articles 105 à 110 de l'A.R. du 15.07.2011 relatifs aux marchés publics ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13 juin 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet relatif aux travaux divers de rafraîchissement (peinture, revêtements de sol, ...) à effectuer dans différentes propriétés communales sises à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré et l'avis de marché établis à cet effet par le service des Propriétés communales ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale estimée à 268.595,00HTVA ou 325.000 EUR TVAC (21% TVA = 56.405, 00 EUR) ;

Article 4 :

De réserver cette dépense à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et de la couvrir par fonds d'emprunts ;

Article 5 :

De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Verschillende opfrissingwerken (schilderwerk, vloerbekleding, ...) in verscheidene gemeentelijke eigendommen gelegen te Sint-Jans-Molenbeek - Ontwerp.

DE RAAD,

Overwegende dat het regelmatig nodig is om over te gaan tot verschillende opfrissingswerken (herschilderen, renovatie van vloerbekleding, ...) in de gemeentelijke eigendommen, vooral als gevolg van veranderingen van huurders, en dat er hiervoor een opdracht voor werken moet voorzien worden;

Neemt kennis van het ontwerp hiervoor opgesteld door de dienst Gemeentelijke eigendommen, alsook van het bestek, de meetstaten en de opdrachtaankondiging;

Overwegende dat de uitgaven geraamd kan worden op 268.595,00 EUR excl. BTW of 325.000 EUR incl. BTW (21% BTW = 56.405,00 EUR);

Overwegende dat sommige interventies worden berekend met 6% BTW en andere met 21% BTW rekening houdend met de leeftijd van de gebouwen;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat deze werken toevertrouwd kunnen worden aan de privésector via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Gelet op artikel 5 § 2 van het K.B. van 14.01.2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° van de Wet van 15.06.2006 en op artikels 105 tot 110 van het K.B. van 15.07.2011 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juni 2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het ontwerp betreffende de verschillende opfrissingwerken (schilderwerk, vloerbekleding, ...) in verscheidene gemeentelijke eigendommen gelegen te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bestek, de meetstaten en de opdrachtaankondiging hiervoor opgesteld door de dienst Gemeentelijke Eigendommen goed te keuren;

Artikel 3 :

De globale uitgave, geraamd 268.595,00 EUR excl. BTW of 325.000,00 EUR incl. BTW (21% BTW = 56.405,00 EUR), goed te keuren;

Artikel 4 :

Deze uitgave te reserveren op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 en deze te dekken door leningsgelden;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0024 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II - Marché de travaux - Construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge situé quai des Charbonnages 86 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation de l'avis de marché, du dossier d'adjudication et fixation des conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;
Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2012 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé définitivement le dossier de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 21 décembre 2012 notifiant à la commune son approbation du programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 22 décembre 2013 approuvant le programme de base modifié du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu la réponse du 4 avril 2014 de la tutelle concernant le programme de base modifié du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 02 juillet 2015 décidant entre autres, sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande au bureau BOGDAN & VAN BROECK ARCHITECTS sprl, quai aux Foin 55, 1000 Bruxelles (TVA : 0893 134 131) pour la mission complète d'architecte - auteur de projet pour la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge sis quai des Charbonnages 86 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 30 novembre 2015 décidant de marquer son accord sur l'avant-projet proposé par le bureau BOGDAN & VAN BROECK ARCHITECTS sprl pour la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de

concierge sis quai des Charbonnages 86 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et d'approuver le budget estimatif des travaux pour ce projet, de 7.626.524,73 EUR TVAC ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché de travaux pour ce projet ;

Prend connaissance du dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et avis de marché, établis en vue de la réalisation de ces travaux ;

Considérant que le présent marché est un marché public de travaux qui a pour objet la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge ;

Considérant que le dossier comprend entre autre un budget d'exécution des travaux estimé à 6.772.701,00 EUR HTVA, soit 8.194.968,21 EUR TVAC ;

Considérant que l'augmentation du budget estimatif à hauteur de 568.443,43 EUR TVAC par rapport au montant approuvé en phase d'avant-projet est justifié par différents facteurs tels que : la prise en compte du coût de dépollution suite aux études détaillées réalisées, l'affinement du budget stabilité étant donné la complexité du système constructif, les choix opérés en matière de performance des équipements techniques dans le respect des exigences liées au bâtiment passif, la nécessité de prévoir une série d'équipements et mobiliers intégrés, le choix d'un système d'alarme approprié à la mixité de fonctions au sein du bâtiment et autres mises à jour jugées nécessaires lors des études de manière à assurer la bonne conception du projet ;

Considérant que le financement envisagé des travaux se répartira entre les subsides CQD (Part régionale : 1.421.217,78 EUR), FEDER 2014-2020 (Frais d'investissement : 786.363,00 EUR), FEDER (Greenfield 45.759,78 EUR), BELIRIS (3.125.000,00 EUR) ; PGV 2016 (370.200,00 EUR) et Plan Pluriannuel d'Investissement Régional en Infrastructures Sportives Communales Période 2014-2018 (1.634.266,08 EUR) ;

Considérant que, suite à l'abandon du logement de concierge du projet Ulens (opération 5.3 du CQD), un transfert de subside CQD est envisagé (Part régionale : 131.946,64 EUR) ;

Considérant que le solde sera couvert par des fonds d'emprunt d'un montant de 680.214,93 EUR (Part communale CQD Opération Charbonnage : 74.798,08 EUR + Part communale CQD Opération Ulens : 6.944,56 EUR + Part communale hors CQD 598.472,29 EUR) ;

Considérant, qu'en vue de réduire le fond d'emprunt hors CQD (598.472,29 EUR), une demande de subside complémentaire peut être envisagée auprès de PGV pour le financement de la partie équipement sportif ;

Considérant le plan financier prévisionnel de ce projet fourni par la division technique du département infrastructures et développement urbain ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles 9301/731/60, 9302/731/60 et 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II », de la Politique des Grandes Villes 2016, de la convention BELIRIS, du Plan Pluriannuel d'Investissement Régional en Infrastructures Sportives Communales Période 2014-2018, de FEDER 2014-2020 et le solde pars des fonds d'emprunt ;

Considérant que le montant estimé pour ce marché s'élève à 6.772.701,00 EUR hors TVA (8.194.968,21 EUR TVAC) ; que les règles de la publicité européenne sont alors d'application, conformément à l'article 34 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ;

Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés ainsi que l'avis de marché en vue de la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et une salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge sis quai des Charbonnages 86, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense estimée à 6.772.701,00 EUR HTVA, soit 8.194.968,21 EUR TVAC (tva 21%) et de financer la dépense par le subside CQD pour un montant de 1.553.164,42 EUR, par le subside FEDER pour un montant de 786.363 EUR, par le subside Greenfield pour un montant de 45.759,78 EUR, par le subside BELIRIS d'un montant de 3.125.000 EUR, par le subside PGV 2016 pour un montant de 370.200 EUR, par le subside PPIIS pour un montant de 1.634.266,08 EUR ainsi que par fonds d'emprunt pour un montant de 680.214,93 EUR.

Article 3 :

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Une copie de la présente délibération ainsi que des pièces annexes sera transmise aux autorités de Tutelle générale et subsidiante, B4 et B6.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II - Opdracht voor werken - Bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard met een omnisporthal, een bokszaal en een polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de aankondiging van de opdracht, het aanbestedingsdossier en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook de in uitvoering van deze wet genomen besluiten;

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien het besluit van 13 december 2012 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" definitief heeft goedgekeurd;

Gezien de brief van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 die de gemeente officieel haar goedkeuring van het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" meedeelt;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 december 2013 houdende goedkeuring van het gewijzigde basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Gezien het antwoord van 4 april 2014 van de voordij betreffende het gewijzigde basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2015 houdende beslissing onder andere op basis van het analyserapport het bureau BOGDAN & VAN BROECK ARCHITECTS sprl (BTW: 0893 134 131), 55 Hooikaai, 1000 Brussel, aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor de volledige opdracht van een architect-projectontwerper voor de bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard, met een omnisporthal, een bokszaal en polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 30 november 2015 houdende beslissing zijn akkoord te geven voor het door het bureau BOGDAN & VAN BROECK ARCHITECTS voorgestelde voorontwerp voor de bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard, met een omnisporthal, een bokszaal en polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en het geraamde budget van de werken voor dit project van 7.626.524,73 EUR btw incl. goed te keuren;

Overwegende dat de opdracht voor werken voor dit project moet worden opgestart;

Neemt kennis van het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingen en de aankondiging van de opdracht bevat, opgesteld met het oog op de uitvoering van deze werken;

Overwegende dat deze opdracht een overheidsopdracht voor werken is die als voorwerp de bouw heeft van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard met een omnisporthal, een bokszaal en polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning;

Overwegende dat het dossier onder andere een budget bevat voor de uitvoering van de werken dat geraamd is op 6.772.701,00 EUR btw excl. hetzij 8.194.968,21 EUR btw incl.;

Overwegende dat de verhoging van het geraamde budget ten bedrage van 568.443,43 EUR btw incl. ten opzichte van het in de fase van het voorontwerp goedgekeurde bedrag gerechtvaardigd is door verschillende factoren zoals : het mee in rekening brengen van de kosten voor de sanering tengevolge van de uitgevoerde gedetailleerde studies, de verfijning van het budget voor de stabiliteit gezien het ingewikkelde karakter van het constructiesysteem, de keuzes op het vlak van de prestaties van de technische uitrustingen in naleving van de vereisten die gekoppeld zijn aan de passiefbouw, de noodzaak om een reeks uitrustingen en geïntegreerd meubilair te voorzien, de keuze van een alarmsysteem dat is aangepast aan de mix aan functies binnen het gebouw en andere updates die tijdens de studies noodzakelijk beoordeeld werden om een goed ontwerp van het project te verzekeren;

Overwegende dat de beoogde financiering van de werken verdeeld zal worden tussen de subsidies Duurzaam Wijkcontract (Gewestelijk deel: 1.421.217,78 EUR), EFRO 2014-2020 (Investeringskosten: 786.363,00 EUR), EFRO (greenfield 45.759,78 EUR), BELIRIS (3.125.000,00 EUR) ; Grootstedenbeleid 2016 (370.200,00 EUR) en Gewestelijk Meerjaren-investeringsplan voor de Gemeentelijke Sportinfrastructuur Periode 2014-2018 (1.634.266,08 EUR);

Overwegende dat ten gevolge van het afzien van de conciërgewoning van het Ulensproject (ingreep 5.3 van Duurzaam wijkcontract), een subsidietransfert van het Duurzaam wijkcontract beoogd wordt (Gewestelijk gedeelte: 131.946,64 EUR);

Overwegende dat het saldo zal gedekt worden door leningsgelden voor een bedrag van 680.214,93 EUR (Gemeentelijk gedeelte Duurzaam wijkcontract Ingreep Koolmijnenkaai: 74.798,08 EUR + Gemeentelijk gedeelte Duurzaam wijkcontract Ingreep Ulens : 6.944,56 EUR + Gemeentelijk gedeelte buiten Duurzaam

wijkcontract 598.472,29 EUR);

Overwegende dat met het oog op het verminderen van de leningsgelden buiten het Duurzaam wijkcontract (598.472,29 EUR), een bijkomende subsidie kan worden beoogd bij het Grootstedenbeleid voor de financiering van het gedeelte sportuitrusting; Gezien het voorziene financiële plan van dit ontwerp dat door de technische afdeling van het departement infrastructuur en stedelijke ontwikkeling is geleverd;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikelen 9301/731/60, 9302 /731/60 en 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2016 en dat de uitgave zal worden gedekt door de in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II» toegekende subsidies, van het Grootstedenbeleid 2016, van de BELIRIS-overeenkomst, van het Gewestelijk Meerjaren-investeringsplan voor de Gemeentelijke Sportinfrastructuur Periode 2014-2018, het EFRO 2014-2020 en het saldo door leningsgelden;

Overwegende dat het geraamde bedrag voor deze opdracht 6.772.701,00 EUR btw excl. is (8.194.968,21 EUR btw incl.) en dus de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn overeenkomstig artikel 34 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011;

Overwegende dat de werken kunnen worden uitbesteed aan de private sector door middel van een open aanbesteding;

Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;

Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingen alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard, met een omnisporthal, een bokszaal en polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 2 :

De uitgave geraamd op 6.772.701,00 EUR excl. btw, hetzij 8.194.968,21 EUR incl. btw (btw 21%) goed te keuren en de uitgave te financieren met de subsidies toegekend door het Gewest in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II voor een bedrag van 1.553.164,42 EUR, de subsidies van EFRO voor een bedrag van 786.363 EUR, de subsidies van Greenfield voor een bedrag van 45.759,78 EUR, de subsidie van BELIRIS voor een bedrag van 3.125.000 EUR, de subsidie van het Grootstedenbeleid voor een bedrag van 370.200 EUR, de subsidie voor sportinfrastructuur voor een bedrag van 1.634.266,08 EUR en met leningsgelden voor een bedrag van 680.214,93 EUR.

Artikel 3 :

Over te gaan tot de procedure van de open aanbesteding.

Kopie van deze beraadslaging met bijlagen wordt overgedragen aan de volgende diensten: B4, B6 en de algemene en subsidiërende voogdij.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Département Infrastructures et Développement urbain

Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II - Marché de travaux - Construction d'un immeuble de logements (opération RI.1b/2.2) et aménagement d'un espace vert (Opération RI.1c/2.1) - Rue de Mexico 13/15 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation de l'avis de marché, du dossier d'adjudication et fixation des conditions du marché - Révision de la délibération du Conseil communal du 20 avril 2016.

LE CONSEIL,

Revu la délibération du Conseil communal en date du 20 avril 2016 décidant entre autres :

-D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en vue de la construction de 3 logements et d'un espace vert sis rue de Mexico 13-15, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2012 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé définitivement le dossier de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 21 décembre 2012 notifiant à la commune son approbation du programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 22 décembre 2013 approuvant le programme de base modifié du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu la réponse du 4 avril 2014 de la tutelle concernant le programme de base modifié du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Considérant que les opérations 'RI.1c/2.1 "création d'un espace vert" et RI.1b/2.2 " construction de 3 logements" sont reprises dans la première modification du programme de base du contrat de quartier durable Autour de Léopold II;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22 décembre 2014 décidant entre autres, sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande à l'architecte Guillaume BECKER (VERSA), avenue Louise 405, 1050 Bruxelles pour la mission complète d'auteur de projet en vue de construire un immeuble de logements et d'aménager un espace vert sis rue de Mexico n° 13-15 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2014 décidant entre autres sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande au bureau ENESTA SPRL, rue Fernand Bernier 15, 1060 Bruxelles pour la mission complète d'ingénieur en techniques spéciales et de conseiller en PEB en vue de construire un immeuble de logements et d'aménager un espace vert sis rue de Mexico n° 13- 15 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27 avril 2015 décidant de marquer son accord sur l'avant-projet proposé par l'architecte Guillaume BECKER (VERSA) et le bureau ENESTA pour la construction d'un immeuble de

logements et l'aménagement d'un espace vert sis rue de Mexico n°13-15 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et d'approuver le budget estimatif des travaux pour ce projet, de 936.341,09 EUR TVAC;

Considérant que le permis d'urbanisme du présent dossier a été délivré à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en date du 6 avril 2016 ;

Considérant que le marché est soumis à la publicité belge;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2016 (réf. 2975792165) de non-approbation relatif à la délibération du 20 avril 2016 par laquelle le conseil communal a choisi le mode de passation et a fixé les conditions du marché public de travaux relatif à la construction d'un immeuble de logements et à l'aménagement d'un espace vert sis rue de Mexico 13-15, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Prend connaissance du dossier d'adjudication modifié, suivant les remarques formulées dans l'arrêt ministériel de non-approbation du 26 mai 2016, comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et avis de marché, établi en vue de la réalisation de ces travaux;

Considérant que le dossier comprend entre autre un budget d'exécution des travaux estimé à 892.527,89 EUR HTVA, soit 1.009.847,01 EUR TVAC qui se répartit de la manière suivante : 779.019,29 € HTVA (872.501,60 € TVAC) pour la partie logement, 102.945,60 € HTVA (124.564,18 € TVAC) pour la partie parc et 10.563,00 € HTVA (12.781,23 € TVAC) pour les options obligatoires (aménagement en voirie);

Considérant que le dépassement de 73.505,92 EUR TVAC par rapport au montant approuvé en phase d'avant-projet est justifié par différents postes complémentaires indispensables au projet mais difficilement estimables au moment de l'avant-projet (traitement des terres polluées, postes en QP pour les reprises en sous oeuvre du mur mitoyen et pour les massifs enterrés chiffrés par précaution) ainsi que par les options obligatoires qui concernent un réaménagement partiel de la voirie devant le parc;

Considérant que le financement envisagé des travaux se répartira entre les subsides contrat de quartier durable part régionale : 734.479,72 EUR et part communale : 155.367,29 EUR;

Considérant en outre que, suite au bilan financier du projet Parc Saint-Rémy (opération 5.3 du CQD), un transfert de subside contrat de quartier est envisagé selon la répartition suivante : part régionale : 99.048,00 EUR et part communale : 20.952,00 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » et le solde par des fonds d'emprunt;

Considérant le plan financier prévisionnel de ce projet fourni par la division technique du département infrastructures et développement urbain;

Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 10 §1er, 1° de l'A.R. du 15 juillet 2011 en ce qui concerne les options obligatoires;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication modifié, comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en

vue de la construction de 3 logements et d'un espace vert sis rue de Mexico 13-15, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense estimée à 892.527,89 EUR HTVA, soit 1.009.847,01 EUR TVAC qui se répartit de la manière suivante : 779.019,29 € HTVA (872.501,60 EUR TVAC) pour la partie logement, 102.945,60 EUR HTVA (124.564,18 EUR TVAC) pour la partie parc et 10.563,00 EUR HTVA (12.781,23 EUR TVAC) pour les options obligatoires (aménagement en voirie);

Article 3 :

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte belge.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II - Opdracht voor werken - Bouw van een woongebouw (ingreep RI.1b/2.2) en inrichting van een groene ruimte (Ingreep RI.1c/2.1) in de Mexicostraat 13/15 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de aankondiging van de opdracht, het aanbestedingsdossier en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Herziening van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 april 2016.

DE RAAD,

In herziening van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 april 2016 beslissend onder andere:

-Het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen en de opmetingen die door de architect opgesteld zijn, alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de bouw van 3 woningen en de inrichting van een groene ruimte gelegen in de Mexicostraat 13-15, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken; Gezien de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook de in uitvoering van deze wet genomen besluiten;

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien het besluit van 13 december 2012 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" definitief heeft goedgekeurd;

Gezien de brief van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 die de gemeente officieel haar goedkeuring van het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" meedeelt;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 december 2013 houdende goedkeuring van het gewijzigde basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Gezien het antwoord van 4 april 2014 van de voogdij betreffende het gewijzigde basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Overwegende dat de ingrepen 'RI.1c/2.1 "aanleg van een groene ruimte" en RI.1b/2.2 " bouw van 3 woningen" vermeld staan in de eerste programmawijziging van het basiscontract van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II;

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2014 houdende beslissing onder andere op basis van het analyserapport de

architect Guillaume BECKER (VERSA), Louizalaan 405, 1050 Brussel, aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor de volledige opdracht van een projectontwerper met het oog op de bouw van een woongebouw en de inrichting van een groene ruimte in de Mexicostraat nr.13-15 te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II;

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2014 houdende beslissing onder andere op basis van het analyserapport het bureau ENESTA SPRL, Fernand Bernierstraat 15, 1060 Brussel aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor de volledige opdracht van ingenieur speciale technieken en adviseur energieprestaties binnenklimaat met het oog op de bouw van een woongebouw en de inrichting van een groene ruimte in de Mexicostraat nr.13-15 te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II;

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 27 april 2015 houdende beslissing zijn akkoord te geven voor het door architect Guillaume BECKER (VERSA) en het bureau ENESTA voorgestelde voorontwerp voor de bouw van een woongebouw en de inrichting van een groene ruimte in de Mexicostraat nr.13-15 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en het geraamde budget van de werken voor dit project van 936.341,09 EUR btw incl. goed te keuren;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning van dit dossier aan het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek werd afgeleverd op 6 april 2016;

Overwegende dat deze opdracht onderworpen is aan de Belgische bekendmaking;

Gezien het ministerieel besluit van 26 mei 2016 (ref. 2975792165) betreffende de beraadslaging van 20 april 2016 waarmee de gemeenteraad de gunningswijze heeft gekozen en de voorwaarden heeft vastgelegd van de overheidsopdracht voor werken met betrekking tot de oprichting van een woongebouw en de inrichting van een groene ruimte in de Mexicostraat 13/15 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat deze opdracht onderworpen is aan de Belgische bekendmaking;

Neemt kennis van de gewijzigde versie van het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingen en de aankondiging van de opdracht bevat, en dat is opgesteld met het oog op de uitvoering van deze werken;

Overwegende dat het dossier onder andere een budget bevat voor de uitvoering van de werken dat geraamd is op 892.527,89 EUR btw excl. hetzij 1.009.847,01 EUR btw incl. en dat op de volgende manier is opgedeeld: 779.019,29 EUR btw excl. (872.501,60 EUR btw incl.) voor het deel woningen, 102.945,60 EUR btw excl. (124.564,18 EUR btw incl.) voor het deel park en 10.563,00 EUR btw excl. (12.781,23 EUR btw incl.) voor de verplichte opties (inrichting van de weg);

Overwegende dat het overschrijden met 73.505,92 EUR btw incl. ten opzichte van het bedrag dat is goedgekeurd in de fase van het voorontwerp gerechtvaardigd is door verschillende voor het project onontbeerlijke bijkomende posten die echter moeilijk op het ogenblik van het voorontwerp konden worden ingeschat (behandeling van de verontreinigde grond, posten in VH voor de onderschoeiingen van de gemene muur en voor de ondergrondse massieven die uit voorzorg zijn berekend) alsook door de verplichte opties die een gedeeltelijke herinrichting van de weg voor het park betreffen ;

Overwegende dat de beoogde financiering van de werken moet verdeeld worden tussen de subsidies van het duurzaam wijkcontract: gewestelijk aandeel: 734.479,72 EUR en gemeentelijk aandeel: 155.367,29 EUR ;

Overwegende daarenboven dat, ten gevolge van de financiële balans van het project Sint-Remipark (ingreep 5.3 van het duurzaam wijkcontract), een transfer van de subsidie van het duurzaam wijkcontract beoogd wordt volgens de volgende verdeling: gewestelijk aandeel: 99.048,00 EUR en gemeentelijk aandeel: 20.952,00 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2016 en dat de uitgave zal worden gedekt door de in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II» toegekende subsidies

en het saldo door leningsgelden;
Gezien het voorziene financiële plan van dit ontwerp dat door de technische afdeling van het departement infrastructures en stedelijke ontwikkeling is geleverd;
Overwegende dat de werken kunnen worden uitbesteed aan de private sector door middel van een open aanbesteding;
Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;
Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gezien artikel 10 §1, 1° van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de verplichte opties;
Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het gewijzigde aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen en de opmetingen die door de architect opgesteld zijn, alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de bouw van 3 woningen en de inrichting van een groene ruimte gelegen in de Mexicostraat 13-15, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 2 :

De op 892.527,89 EUR btw excl. hetzij 1.009.847,01 EUR btw incl. geraamde uitgave goed te keuren; deze uitgave is als volgt verdeeld: 779.019,29 EUR btw excl. (872.501,60 EUR btw incl.) voor het deel woningen, 102.945,60 EUR btw excl. (124.564,18 EUR btw incl.) voor het deel park en 10.563,00 EUR btw excl. (12.781,23 EUR btw incl.) voor de verplichte opties (inrichting van de weg);

Artikel 3 :

De procedure van de Belgische open aanbesteding aan te wenden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0026 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier durable Petite Senne - Projet 8.C Communication / Participation - Contrat de Quartier durable Autour de Léopold II - FEDER - Marché de service - Approbation de la fiche technique "16.006 - B40 - EJ - Graphisme".

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution du 27 mai 2010;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2014 qui approuve le dossier de base du contrat de quartier durable "Petite Senne";

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 8.C "Communication / Participation";

Considérant que pour la réussite de ce projet il y a lieu de lancer un marché de service pour le graphisme des imprimés et des newsletters, et ceci pour une période jusqu'à la fin du contrat de quartier, c.-à.-d. jusqu'à fin décembre 2018;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2012 qui approuve le programme de base du Contrat de quartier durable "Autour de Léopold II;

Vu les courriers du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2015 dans lesquels sont accordés à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean des subsides européens pour les projets suivants "crèche Charbonnages" (896.671,00 EUR), "crèche Ulens" (1.957.391,00 EUR), "crèche Liverpool" (2.060.573,00 EUR) et "le jardin d'hiver" (1.370.892,79 EUR);

Considérant que le budget pour ce marché est estimé à maximum 22.000,00 EURO HTVA sur les 3 années;

Prend connaissance de la fiche technique "16.006 - B40 - EJ - Graphisme", réalisé par le service "financier, administratif, socio-économique" du département Infrastructures et Développement Urbain;

Considérant que le marché peut être lancé par une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 26, §1, 1°, a) de la Loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits relatifs à la dépense sont prévus aux articles 9301/124-48 et 9302/124-48 du budget ordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense est couverte à 100% par les subsides octroyés dans le cadre des contrats de quartier durables Petite Senne et Autour de Léopold II et du programme FEDER ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de la fiche technique "16.006 - B40 - EJ - Graphisme" et de l'approuver;

Article 2 :

De lancer un marché de service par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 26, §1, 1°, a) de la Loi du 15 juin 2006, dont le budget est estimé à maximum 22.000,00 EUR HTVA sur 3 années, et de contacter les bureaux de graphisme suivants:

- Atelier Per Twee
- Big trees - visuele communicatie west
- Something Els

Article 3 :

D'approuver le mode de financement de cette dépense, à savoir à 100% via les subsides octroyés dans le cadre des Contrats de quartier durables Petite Senne et Autour de Léopold II et du FEDER.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Project 8.C Communicatie / Participatie - Duurzaam wijkcontract Rond Leopold II - EFRO - Dienstenopdracht - Goedkeuring van de technische fiche "16.006 - B40 - EJ - Grafisch Ontwerp".

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit van 27 mei 2010;

Gezien de bekendmaking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 2014 die het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" goedkeurt;

Overwegende dat het bovengenoemde basisprogramma het project 8.C "Communicatie

/ Participatie" voorziet;

Overwegende dat voor het welslagen van dit project een dienstenopdracht gelanceerd dient te worden voor het grafisch ontwerp voor drukwerk en voor nieuwsbrieven en dit voor een periode lopende tot het einde van het wijkcontract, nl tot eind december 2018; Gezien de bekendmaking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2012 die het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" goedkeurt;

Gezien de brieven van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juli 2015 waarin aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek de toekenning wordt gedaan van Europese subsidies aan de volgende projecten "crèche Charbonnages" (896.671,00 EUR), "crèche Ulens" (1.957.391,00 EUR), "crèche Liverpool" (2.060.573,00 EUR) en "de wintertuin" (1.370.892,79 EUR);

Overwegende dat het budget voor deze opdracht geschat wordt op maximaal 22.000,00 EUR zonder BTW, gespreid over 3 jaar;

Neemt kennis van de technische fiche "16.006 - B.40 - EJ - Grafisch ontwerp", gerealiseerd door de dienst "financieel, administratief en socio-economie" van de afdeling Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de opdracht gelanceerd kan worden via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 26, §1, 1°, a) van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op de artikels 9301/124-48 en 9302/124-48 van de gewone begroting van het dienstjaar 2016 en dat de uitgave voor 100% wordt gedekt door de in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke", het Duurzaam Wijkcontract "Rond Leopold II" en EFRO 2020 toegekende subsidies;

BESLIST :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de technische fiche "16.006 - B40 - EJ - Grafisch ontwerp" betreffende de dienstenopdracht voor het grafisch ontwerp voor drukwerk en voor nieuwsbrieven, en het goed te keuren;

Artikel 2 :

Een dienstenopdracht te lanceren via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15 juni 2006, waarvan het budget geschat wordt op maximaal 22.000,00 EUR zonder BTW gespreid over 3 jaar, en de volgende grafische bureaus te contacteren:

- Atelier Per Twee
- Big trees - visuele communicatie west
- Something Els

Artikel 3 :

De financieringswijze goed te keuren van deze uitgave, zijnde voor 100% via de in het kader van het duurzaam wijkcontract "Zinneke", het Duurzaam Wijkcontract "Rond Leopold II" en EFRO 2020 toegekende subsidies.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0027 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics - Marché de travaux
relatif au renouvellement des installations techniques des vestiaires existants entre
les terrains 1 et 2 du complexe sportif du Sippelberg - Approbation du dossier
d'adjudication et ses annexes - CC16.012.

LE CONSEIL,

Considérant que les installations techniques des vestiaires existants entre les terrains 1 et 2 du complexe sportif du Sippelberg sont en très mauvais état ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement desdites installations techniques ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges et du métré établis à cet effet par le département Infrastructures et Développement Urbain;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet établi par le service des Marchés Publics;

Considérant que la dépense peut être estimée à 384.297,52 EUR HTVA (TVA 21% soit 80.702,48 EUR), soit 465.000,00 EUR TVAC (montant arrondi);

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges et le métré établis par le département Infrastructures et Développement Urbain pour le renouvellement des installations techniques des vestiaires existants entre les terrains 1 et 2 du complexe sportif du Sippelberg ;

Article 2 :

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Marchés Publics ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale estimée à 384.297,52 EUR HTVA (TVA 21% soit 80.702,48 EUR), soit 465.000,00 EUR TVAC (montant arrondi);

Article 4 :

De couvrir la dépense par fonds d'emprunt;

Article 5 :

De recourir à la procédure d'adjudication ouverte.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Opdracht van werken betreffende de vernieuwing van de technische installaties van de bestaande kleedkamers tussen de velden 1 en 2 van het sportcomplex Sippelberg - Goedkeuring van het aanbestedingdossier en zijn bijlagen - GR16.012.

DE RAAD,

Overwegende dat de technische installaties van de bestaande kleedkamers tussen de velden 1 en 2 van het sportcomplex Sippelberg zich in een zeer slechte staat bevinden;

Overwegende dat men dient over te gaan tot de vernieuwing van de bovenvermelde technische installaties;

Neemt kennis van het bestek en de opmeting die hiertoe zijn opgesteld door het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht dat hiervoor is opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden op 384.297,52 EUR btw niet inbegrepen (btw 21% ad. 80.702,48 EUR) ofwel 465.000,00 EUR btw inbegrepen (afgerond bedrag);

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat de werken kunnen worden uitbesteed aan de private sector door middel van een open aanbesteding;

Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;

Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het bestek en de opmeting die door het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling werden opgesteld met betrekking tot de vernieuwing van de technische installaties van de bestaande kleedkamers tussen de velden 1 en 2 van het sportcomplex Sippelberg, goed te keuren;

Artikel 2 :

Het ontwerp van aankondiging van opdracht dat hiertoe is opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten goed te keuren;

Artikel 3 :

De globale uitgave geraamd op 384.297,52 EUR btw niet inbegrepen (btw 21% ad. 80.702,48 EUR), ofwel 465.000,00 EUR btw inbegrepen (afgerond bedrag) goed te keuren;

Artikel 4 :

De uitgave te financieren met leningsgelden;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van een open aanbesteding.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Sarah Turine quitte la séance / verlaat de zitting

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting

22.06.2016/A/0028 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics - Marché de travaux
relatif au placement d'un nouvel éclairage sur le terrain de football C du stade
Edmond Machtens - Approbation du dossier d'adjudication et ses annexes -
CC16.017.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au placement d'un nouvel éclairage sur le terrain de football C du stade Edmond Machtens ;
Prend connaissance du cahier spécial des charges, du métré et des plans ;
Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Marchés Publics ;
Considérant que la dépense peut être estimée à 206.611,57 EUR HTVA (TVA 21% soit 43.388,43 EUR) soit 250.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;
Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;
Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;
Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré et les plans établis dans le cadre du placement d'un nouvel éclairage sur le terrain de football C du stade Edmond Machtens ;

Article 2 :

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Marchés publics ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale estimée à 206.611,57 EUR HTVA (TVA 21% soit 43.388,43 EUR), soit 250.000,00 EUR TVAC (montant arrondi);

Article 4 :

De couvrir la dépense par fonds d'emprunt;

Article 5 :

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Opdracht van werken betreffende de plaatsing van een nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion - Goedkeuring van het aanbestedingsdossier en zijn bijlagen - GR16.017.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is om over te gaan tot de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion;

Neemt kennis van het bestek, de opmeting en de plannen;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht dat hiervoor is opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden op 206.611,57 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 43.388,43 EUR) ad. 250.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag);

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;
Overwegende dat de werken kunnen worden uitbesteed aan de private sector door middel van een open aanbesteding;
Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;
Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestek, de opmeting en de plannen die zijn opgesteld in het kader van de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion goed te keuren;

Artikel 2 :

Het ontwerp van aankondiging van opdracht dat hiervoor is opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten goed te keuren;

Artikel 3 :

De globale uitgave geraamd ad. 206.611,57 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 43.388,43 EUR), ofwel 250.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) goed te keuren;

Artikel 4 :

De uitgave te financieren met leningsgelden;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van de open aanbesteding.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0029 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics - Marché de travaux
relatif à la rénovation des vestiaires existants entre les terrains 1 et 2 du complexe
sportif du Sippelberg - Approbation du dossier d'adjudication et ses annexes -
CC16.011.

LE CONSEIL,

Considérant que les vestiaires existants entre les terrains 1 et 2 du complexe sportif du Sippelberg, sont en très mauvais état ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la rénovation desdits vestiaires ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges et du métré établis à cet effet par le département Infrastructures et Développement Urbain;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet établi par le service des Marchés Publics;

Considérant que la dépense peut être estimée à 435.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 91.350,00 EUR), soit 530.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges et le métré établis par le département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif à la rénovation des vestiaires existants entre les terrains 1 et 2 du complexe sportif du Sippelberg ;

Article 2 :

D'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Marchés Publics ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale estimée à 435.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 91.350,00 EUR), soit 530.000,00 EUR TVAC (montant arrondi);

Article 4 :

De couvrir la dépense par fonds d'emprunt;

Article 5 :

De recourir à la procédure d'adjudication ouverte.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Opdracht van werken betreffende de renovatie van de bestaande kleedkamers tussen de velden 1 en 2 van het sportcomplex Sippelberg - Goedkeuring van het aanbestedingdossier en zijn bijlagen - GR16.011.

DE RAAD,

Overwegende dat de bestaande kleedkamers tussen de velden 1 en 2 van het sportcomplex Sippelberg zich in een zeer slechte staat bevinden;

Overwegende dat men dient over te gaan tot de renovatie van de bovenvermelde kleedkamers;

Neemt kennis van het bestek en de meetstaat die hiertoe zijn opgesteld door het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht dat hiervoor is opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden op 435.000,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 91.350,00 EUR) ofwel 530.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag);

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat de werken kunnen worden uitbesteed aan de private sector door middel van een open aanbesteding;

Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;

Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing

overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien artikel 234 van de de Nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het bestek en de meetstaat die door het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling werden opgesteld voor de overheidsopdracht van werken betreffende de renovatie van de bestaande kleedkamers tussen de velden 1 en 2 van het sportcomplex Sippelberg, goed te keuren;

Artikel 2 :

Het ontwerp van aankondiging van opdracht dat hiertoe is opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten goed te keuren;

Artikel 3 :

De globale uitgave geraamd op 435.000,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 91.350,00 EUR), ofwel 530.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) goed te keuren;

Artikel 4 :

De uitgave te dekken met leningsgelden;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van een open aanbesteding.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting

22.06.2016/A/0030 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics - Caméras de vidéosurveillance placées dans un lieu ouvert - Avis du Conseil communal - CC16.015.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a installé deux caméras pour lesquelles Monsieur Johan BERCKMANS, commissaire Divisionnaire de Police, Chef de Corps de la zone de police Bruxelles-Ouest 5340 a donné un avis positif, dans le 'lieu ouvert' suivant :

- Stade Sippelberg sis avenue Mahatma Gandhi, 5 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Considérant que le placement de ces caméras de surveillance est réglementé par la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Considérant que cette Loi est entrée en vigueur le 10 juin 2007 ;

Vu l'article 5 § 2 de la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 juillet 2008 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu l'arrêté Royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra ;

Considérant qu'il est interdit de produire par ces caméras de surveillance des images sur base de la Loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête, la loi dite MPR ;

Considérant que pour éviter que la Police, en tant qu'utilisateur exclusif des images de ces caméras de surveillance, puisse produire des images pour lesquelles les dispositions de la Loi MPR sont applicables, le Conseil communal doit donner un avis positif pour le placement de caméras de vidéosurveillance dans le lieu ouvert susmentionné ;

DECIDE :

Article unique :

De donner un avis positif pour le placement de caméras de vidéosurveillance dans le lieu ouvert repris ci-dessous :

- Stade Sippelberg sis avenue Mahatma Gandhi, 5 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Overheidsopdrachten -
Telebewakingscamera's geplaatst in een niet besloten plaats - Advies van de
Gemeenteraad - GR16.015.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek twee bewakingscamera's heeft geïnstalleerd waarvoor de heer Johan BERCKMANS, Politieafdelingscommissaris, Korpschef van de Politiezone Brussel-West 5340 een positief advies heeft gegeven, in de volgende 'niet besloten' plaats:

- Sippelbergstadium in de Mahatma Gandhistraat 5, 1080 Sint-Jans-Molenbeek

Overwegende dat de plaatsing van deze bewakingscamera's gereguleerd is door de Wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Overwegende dat deze Wet in werking is getreden op 1 juni 2007;

Gezien artikel 5 § 2 van de Wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's ;

Gezien het Koninklijk besluit van 2 juli 2008 betreffende de aangiften van plaatsing en gebruik van bewakingscamera's;

Gezien het Koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt;

Overwegende dat het verboden is om via de bewakingscamera's beelden te maken op basis van de Wet van 6 januari 2003 aangaande de bijzondere opsporingsmethoden en enkele andere onderzoeksmethoden, de zogenaamde BOM-wet;

Overwegende dat om te vermijden dat de Politie, als exclusieve gebruiker van de beelden van deze bewakingscamera's, beelden kan produceren waarop de bepalingen van de BOM-wet van toepassing zijn, de Gemeenteraad een positief advies moet geven voor de plaatsing van bewakingscamera's in de hiervoor vermelde niet besloten plaats;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een positief advies te geven voor de plaatsing van bewakingscamera's in de hierna vermelde niet besloten plaats:

- Sippelbergstadium in de Mahatma Gandhistraat 5 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0031 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marché de travaux relatifs à la
construction d'une nouvelle bibliothèque francophone sise rue des Béguines, 103 -
Approbation du dossier d'adjudication et ses annexes - CC16.006.

LE CONSEIL,

Considérant la nécessité de construire de nouveaux locaux en vue d'accueillir l'ancienne bibliothèque francophone sise rue des Béguines, 103 ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges, du métré et du projet d'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain;

Prend connaissance des plans établis à cet effet par l'auteur de projet;

Considérant que la dépense peut être estimée à 2.694.283,71 EUR HTVA (TVA 21% soit 565.799,58 EUR) soit 3.260.083,29 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7670/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2013 ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré et le projet d'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain;

Article 2 :

D'approuver les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale estimée à 2.694.283,71 EUR HTVA (TVA 21% soit 565.799,58 EUR) soit 3.260.083,29 EUR TVAC ;

Article 4 :

De couvrir la dépense estimée à 3.400.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) par les subsides octroyés par la Direction des Infrastructures Culturelles pour un montant de 894.788,51 EUR TVAC et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 5 :

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructures en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht van werken betreffende de bouw van een nieuwe Franstalige bibliotheek in de Begijnenstraat 103 - Goedkeuring van het aanbestedingsdossier en zijn annexen - GR16.006.

DE RAAD,

Gezien de noodzaak om nieuwe lokalen te bouwen voor de opvang van de voormalige Franstalige bibliotheek gelegen in de Begijnenstraat 103;

Neemt kennis van het bestek, de opmeting en het ontwerp van aankondiging van opdracht die hiertoe zijn opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van de plannen die hiertoe zijn opgesteld door de projectontwerper;

Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden ad. 2.694.283,71 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 565.799,58 EUR), ad. 3.260.083,29 EUR BTW inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7670/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij open aanbesteding;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, het K.B. van 15 juli 2011 en het K.B. van 14 januari 2013;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestek, de meetstaat en het ontwerp van aankondiging van opdracht die hiertoe zijn opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 2 :

De plannen die hiertoe zijn opgesteld door de projectontwerper goed te keuren;

Artikel 3 :

De globale uitgave geraamd ad. 2.694.283,71 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 565.799,58 EUR), ad. 3.260.083,29 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 4 :

De uitgave voor een geschat bedrag van 3.400.000 EUR BTW inclusief (afgerond bedrag) te dekken met de subsidies toegekend door de « Directie van de Culturele Infrastructures » voor een bedrag van 894.788,51 EUR BTW inbegrepen en het saldo met leningsgelden;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van de procedure van open aanbesteding.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Chèques-taxi à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention chèques taxis 2016.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que cette convention prévoit que la Région de Bruxelles-Capitale organise un service de chèque-taxi applicable sur tout le territoire de la Région; Considérant que dans ce cadre la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle et permettant aux personnes à mobilité réduite ou à faible revenu de les utiliser tel que défini à l'article 1 de cette convention;

Considérant que le montant de la subvention est estimé à 29.615,00 EUR;

Considérant que la subvention de 29.615,00 EUR sera liquidée en deux tranches. Une première tranche de 26.653,50 EUR (90%) sera liquidée sur la base d'une déclaration de créance accompagnée du budget prévisionnel, après la notification du présent arrêté à la commune bénéficiaire;

Considérant que le solde correspondant à 2.961,50 EUR (10%) sera liquidé sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée de la preuve du paiement des chèques-taxis à la société responsable de ces chèques et de la preuve de l'utilisation effective des chèques-taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques-taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés;

Considérant quand à la date du 22 février 2016, la Région de Bruxelles Capitale a envoyé un projet de convention vu que le montant du subside alloué à notre commune est supérieur à 12.500,00 EUR et qu'il est obligatoire, en vertu des articles 12 et 13 de l'Ordonnance du 21 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale que les nouvelles modalités d'octroi du subside soient approuvées par le Conseil communal.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver et de signer la convention réglant l'octroi d'une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle et de transmettre un dossier complet à l'autorité subsidiant, c'est-à-dire le Région Bruxelles Capitale;

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Taxicheque met universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk - Overeenkomst voor het jaar 2016.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een dienstverlening voor taxicheques organiseert die van toepassing is op het ganse grondgebied van het Gewest;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit kader een bijzondere toelage toekent tot de verdeling van taxicheques met universele waarde door de Gemeente, opdat personen met een beperkte mobiliteit of met een laag inkomen deze effectief kunnen gebruiken zoals bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie geraamd is op 29.615,00 EUR;

Overwegende dat de subsidie van 29.615,00 EUR in twee schijven zal uitbetaald worden. Een eerste schijf van 26.653,50 EUR (90%) wordt uitbetaald op basis van een schuldvordering vergezeld van de begrotingsraming en dit na kennisgeving van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de begunstigde;

Overwegende dat het saldo dat overeenstemt aan een bedrag van 2.961,50 (10%) maximum van het bedrag van de subsidie betaald zal worden na het indienen van een schuldvordering vergezeld van het betalingsbewijs van de taxicheques die effectief werden gebruikt door de eindbegunstigden op basis van een verslag dat opgesteld wordt door de verantwoordelijke firma van de taxicheques en die deze recupereert na hun gebruik. Het bedrag van de tweede schijf wordt bepaald op basis van de effectief gebruikte taxicheques;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 22 februari 2016 een ontwerp van overeenkomst heeft opgestuurd, vermits het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidie meer bedraagt dan 12.500,00 EUR en dat het verplicht is, zoals bepaald in de artikels 12 en 13 van de Ordonnantie van 21 december 2007 met betrekking tot de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om aan de Gemeenteraad de goedkeuring te vragen voor het toepassen van de modaliteiten betreffende de toekenning van subsidies;

BESLUIT :

Enig Artikel :

De overeenkomst goed te keuren en te handtekenen die de toekenning van een bijzondere toelage regelt tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde door de Gemeente en een compleet dossier over te maken aan de subsidiërende overheid, namelijk het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

22.06.2016/A/0033 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Urbanisme - Approbation du projet de Protocole d'accord relatif au
réaménagement de la Porte de Ninove.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la loi communale ;

Vu l'Accord de Coopération du 15.09.1993 entre l'Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles;

Considérant que la Direction Infrastructure de Transport (Beliris) est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives;

Vu l'initiative 1.10 relative au réaménagement de la Petite ceinture Ouest, y compris la Porte de Ninove ;

Vu le Permis d'urbanisme portant le numéro 12/PFD/285327, délivré le 15/10/2014 et modifié par le Permis portant le numéro 12/PFD/556353 le 22/05/2015 portant sur le réaménagement des voiries (petite ceinture Ouest) au niveau de la Porte de Ninove ;

Considérant qu'à présent, il convient de définir les droits et obligations des Parties intervenantes dans la mise en œuvre des permis délivrés ;

Considérant qu'un projet de protocole (annexé à la présente délibération) a en conséquence été négocié à cet effet entre l'Etat fédéral, la Région et les communes concernées, à savoir Bruxelles-Ville et Molenbeek ;

Que celui-ci a pour objet de déterminer les droits et obligations de chacun dans le cadre des études et des travaux de réaménagement des espaces publics de la Porte de Ninove, notamment quant à leur financement, mais également quant à leur gestion et entretien à l'issue des travaux (à l'exception du financement des travaux relatifs aux voies de tram et de la signalisation de ces travaux, réalisés par la STIB, qui font l'objet d'autres protocoles) ;

Que les travaux de réaménagement de la Porte de Ninove comprennent le réaménagement des espaces publics de façade à façade, de la Porte de Ninove, sis sur le territoire des communes de Bruxelles-Ville et Molenbeek-St-Jean, à savoir, le Boulevard de l'Abattoir et le Square Auguste Smets (la « Petite Ceinture »), la Chaussée de Ninove, le Quai de Matériaux, la Rue Heyvaert, le Quai des charbonnages et la Place de Ninove, ainsi que la première phase d'aménagement d'un parc régional, à hauteur de la Rue du Rectangle ;

Considérant que le contenu de ce projet de protocole d'accord ci-annexé prévoit :

Que cette première phase d'aménagement d'un parc régional rue du rectangle sera conditionnée à la consultation des communes de Molenbeek et Bruxelles-Ville ; que le permis d'urbanisme modificatif y relatif sera déposé au plus tard le 30 juin 2017 par Bxl-Environnement et que tout supplément de travaux serait à charge de Bxl-Environnement ;

Que d'une façon plus globale, l'Etat fédéral est pilote dudit réaménagement via Beliris et est par conséquent Pouvoir Adjudicateur ; qu'il désignera le bureau d'études et soumettra celui-ci pour visa et observations aux Parties (Régions, Communes concernées) ; Que les parties seront invitées aux réunions hebdomadaires et participeront aux réceptions provisoires et définitives ;

Que la Région sera quant à elle Pouvoir Adjudicateur pour la signalisation et l'éclairage public ;

Que le financement des études et des travaux sera assuré dans sa totalité par l'Etat à hauteur de 7,3 M euros pour les voies STIB, 1,2 M euros pour les feux et l'éclairage public et 15.123.221,9 euros pour le réaménagement global proprement dit, soit un total de 23.623.221,9 euros (passerelles piétonnes sur le canal non comprises) ;

Que toute modification de planning, programme, méthode d'exécution ou autre qui serait demandée à l'Etat par une partie serait à charge de celle-ci (révisions, intérêts et indemnités éventuelles pour ralentissement du chantier comprises) et payable dans les 30 jours calendrier ;

Que la gestion des aménagements sera transférée à chacune des parties pour ce qui la concerne lors de la réception provisoire ;

Qu'à l'issue du projet, les communes et la Région prendront les dispositions nécessaires pour les éventuelles modifications juridiques et/ou administratives du réseau viaire ;

Que les parties garantiront à l'état la pérennité de l'investissement en y affectant les moyens nécessaires et en garantissant un entretien en bon père de famille des ouvrages ;

Que la Région prendra en charge la communication aux riverains et commerçants dans les alentours du projet ;

Considérant en conclusion que les implications pour la commune porteront uniquement sur la gestion et l'entretien futur des aménagements réalisés par Beliris dont la gestion lui revient dans le cadre de ce projet (conformément au plan ci-annexé) ;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver les termes du projet de protocole d'accord ci-annexé tel qu'il lui a été

soumis par Beliris après négociation.

Article 2 :

De charger la Bourgmestre et le Secrétaire Communal de la signature dudit Protocole.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Stedenbouw - Goedkeuring van het project van protocolakkoord betreffende de heraanleg van de Ninoofsepoort.

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de gemeentewet;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol en de functie van hoofdstad van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat de Directie Vervoersinfrastructuur (Beliris) belast is met de studie, de uitvoering en de controle op deze initiatieven;

Gelet op het initiatief 1.10 met betrekking tot de heraanleg van de Kleine Ring West, met inbegrip van de Ninoofsepoort;

Gelet op de Stedenbouwkundige vergunning met nummer 12/PFD/285327, afgeleverd op 15/10/2014 en gewijzigd door de Stedenbouwkundige vergunning met nummer 12/PFD/556353 op 22/05/2015 betreffende de heraanleg van wegen (Kleine Ring West) ter hoogte van de Ninoofsepoort;

Overwegende dat het heden past om de rechten en verplichtingen vast te leggen van de Tussenkomen Partijen in de uitvoering van de afgeleverde vergunningen;

Overwegende dat bijgevolg over een ontwerp van protocol gesproken werd (bijgevoegd aan deze beraadslaging) tussen de federale Staat, het Gewest en de betrokken gemeenten, te weten Stad Brussel en Molenbeek;

Dat dit als doel heeft de rechten en verplichtingen van ieder vast te leggen in het kader van studies en werkzaamheden van de heraanleg van de openbare ruimten van de Ninoofsepoort, met name wat betreft hun financiering, maar eveneens wat betreft hun beheer en onderhoud na de werken (uitgezonderd de financiering van de werken betreffende de tramsporen en de signalisatie van deze werken, gerealiseerd door de MIVB, die het voorwerp uitmaken van andere protocollen);

Dat de werken voor de heraanleg van de Ninoofsepoort de heraanleg van de openbare ruimten van gevel tot gevel van de Ninoofsepoort, omvatten, gelegen op het grondgebied van de gemeenten Stad Brussel en Sint-Jans-Molenbeek, te weten, de Slachthuislaan en de Auguste Smetssquare (de "Kleine Ring"), de Ninoofsesteenweg, de Materialenkaai, de Heyvaertstraat, de Koolmijnenkaai en het Ninoofseplein, alsook de eerste fase van de aanleg van een gewestpark, ter hoogte van de Rechthoekstraat;

Overwegende dat de inhoud van dit ontwerp van hierbij gevoegd protocolakkoord voorziet:

- Dat deze eerste fase van aanleg van een gewestpark in de Rechthoekstraat het voorwerp dient uit te maken van overleg met de gemeenten Molenbeek en Stad Brussel; dat de gewijzigde stedenbouwkundige vergunning met betrekking hierop ten laatste op 30 juni 2017 voorgelegd moet worden door Leefmilieu Brussel en dat alle supplementen van werken ten laste van Leefmilieu Brussel zouden zijn;

- Dat op een meer algemene manier, de Federale Staat de aanvoerder is van de voornoemde heraanleg via Beliris en bijgevolg de aanbestedende overheid is; dat zij het studiebureau aanwijst en dit ter goedkeuring voorlegt aan de Partijen (Gewesten, betrokken gemeenten); dat de Partijen worden uitgenodigd naar de wekelijkse vergaderingen en deelnemen aan de voorlopige en definitieve opleveringen;

- Dat het Gewest op zijn beurt de Aanbestedende Overheid zal zijn voor de signalisatie en de openbare verlichting;
 - Dat de financiering van de studies en de werkzaamheden in het geheel verzekerd wordt door de Staat tot een bedrag van 7,3 M euro voor de MIVB-sporen, 1,2 M euro voor de verkeerslichten en de openbare verlichting en 15.123.221,9 euro voor de eigenlijke algemene herinrichting, hetzij een totaalbedrag van 23.623.221,9 euro (voetgangersbruggen boven het kanaal niet inbegrepen);
 - Dat alle wijzigingen van planning, programma, uitvoeringsmethode of andere die door een partij gevraagd zou worden aan de Staat, ten laste van deze partij zou zijn (herzieningen, interesten en eventuele vergoedingen voor de vertraging van de werken inbegrepen) en te betalen binnen de 30 kalenderdagen;
 - Dat het beheer van de inrichtingen overgedragen wordt aan de partij aan wie dit toekomt, bij de voorlopige oplevering;
 - Dat aan het einde van het project, de gemeenten en het Gewest de nodige beschikkingen zullen nemen voor de eventuele juridische en/of administratieve wijzigingen van het wegennet;
 - Dat de partijen de duurzaamheid van de investering aan de Staat garanderen door er de noodzakelijke middelen voor aan te wenden en door een onderhoud van de werken als goede huisvader te waarborgen;
 - Dat het Gewest de communicatie aan buurtbewoners en handelaars in de omgeving van het project ten laste neemt;
- Overwegende als conclusie dat de implicaties voor de gemeente enkel zullen gaan over het toekomstige beheer en onderhoud van de inrichtingen verwezenlijkt door Beliris waarvan het beheer hem toekomt in het kader van dit project (conform het hierbij gevoegde plan):

BESLIST :

Artikel 1 :

De termen van het ontwerp van het hierbij gevoegde protocolakkoord goed te keuren, zoals dit door Beliris werd voorgelegd na besprekingen.

Artikel 2 :

De Burgemeester en de Gemeentesecretaris te belasten met de ondertekening van het voornoemde Protocol.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0034 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Mobilité - Journée sans voiture du 18/09/2016 - Règlement d'administration
intérieure.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 20 avril 2016 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 18 septembre 2016 aura lieu la « journée sans voiture » ;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une

autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'accord conclu le 20 avril 2016 entre Madame la bourgmestre de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Zonder auto mobiel in de stad op 18/09/2016 - Intern administratief
reglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117 ;

Gelet op het akkoord gesloten op 20 april 2016 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad ;

Overwegende dat op 18 september 2016 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt ;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten ;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten ;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen ;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afracend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT :

Enig artikel :

Om het akkoord dat op 20 april 2016 gesloten werd tussen Mevrouw de burgemeester van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0035 **Département Services généraux et Démographie**
Relations internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Atouts Jeunes.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité

économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale; Vu le dossier introduit par l'asbl Atouts Jeunes relatif à un soutien financier dans le cadre d'un voyage éducatif prévu à Mbour au Sénégal organisé pour la Toussaint 2016.

Considérant que l'asbl Atout Jeunes poursuit des objectifs afin de promouvoir la solidarité internationale, renforcer l'éthique du travail et le goût de l'effort;

Considérant que cette asbl vise un public constitué de jeunes issus de quartiers défavorisés, en manque de repères et de perspectives, en proie à l'oisiveté et au repli sur soi;

Considérant que l'évènement aura lieu à la Toussaint 2016;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl Atouts Jeunes (n° 461641311), sise Avenue de Karreveld 26, 1080 Brussel, afin de les aider à organiser leur voyage éducatif à Mbour au Sénégal.

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE82 0013 1098 1268 de l'association.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Atouts Jeunes.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale oriëntatienota bedoeld voor de bevordering van partnerschappen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de interdependentie van de wereldstreken en de economische, maatschappelijke, culturele, milieuverbonden realiteit van de zogeheten "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale oriëntatienota bedoeld voor de ondersteuning van plaatselijke verenigingen die werken in het voordeel van de mensenrechten en de internationale solidariteit;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw Atouts Jeunes betreffende een financiële ondersteuning in het kader van een educatieve reis voorzien in Mbour in Senegal georganiseerd voor Allerheiligen 2016.

Overwegende dat de vzw Atout Jeunes haar doelstellingen voortzet teneinde de internationale solidariteit te promoten, de werkethiek en de smaak van de inspanning te versterken;

Overwegende dat deze vzw een doelgroep beoogt die bestaat uit jongeren afkomstig uit benadeelde wijken, die geen houvast en perspectieven hebben, en die een prooi zijn voor het nietsdoen en het in zichzelf gekeerd zijn;

Overwegende dat het evenement plaats zal vinden op Allerheiligen 2016;

Overwegende de beschikbare kredieten in het artikel 1500/332/32 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Atouts Jeunes (nr. 461641311), gelegen Karreveldlaan 25, 1080 Brussel, teneinde deze te helpen haar educatieve reis naar Mbour in Senegal te organiseren.

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren in het artikel 1500/332/32 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE82 0013 1098 1268 van de vereniging.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0036 **Département Services généraux et Démographie**
Relations internationales - Octroi d'un subside à La compagnie des Nouveaux Disparus.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu le dossier introduit par la compagnie des Nouveaux Disparus relatif à un soutien financier dans le cadre d'un évènement prévu pour la jeunesse molenbeekoise organisé à partir du 23 mars au 03 avril 2016.

Considérant que la compagnie des Nouveaux Disparus asbl poursuit des objectifs favorisant l'inclusion sociale, le vivre ensemble et la cohésion sociale à Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que c'est une compagnie de théâtre semi-foraine qui a pour mission de développer la démocratie culturelle en favorisant l'accessibilité culturelle des personnes éloignées de l'offre ou peu initiées à la démarche culturelle;

Considérant que l'évènement aura lieu du 23 mars au 03 avril 2016;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1500,00 EUR à la compagnie des Nouveaux Disparus asbl (n°456569397), sise Rue de Liedekerke, 9 - 1210 BRUXELLES, afin de les aider à financer leur évènement sur la Place Saint-Jean-Baptiste – 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE44 0682 2155 9545 de

l'association.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan La Compagnie des Nouveaux Disparus.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale oriëntatienota bedoeld voor de bevordering van partnerschappen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de interdependentie van de wereldstreken en de economische, maatschappelijke, culturele, milieuverbonden realiteit van de zogeheten "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale oriëntatienota bedoeld voor de ondersteuning van plaatselijke verenigingen die werken in het voordeel van de mensenrechten en de internationale solidariteit;

Gelet op het dossier ingediend door de het gezelschap Nouveaux Disparus betreffende een financiële ondersteuning in het kader van een evenement voorzien voor de Molenbeekse jeugd georganiseerd vanaf 23 maart tot 3 april 2016;

Overwegende dat het gezelschap van de vzw Nouveaux Disparus doelstellingen beoogt ter bevordering van de sociale insluiting, het samenleven en de sociale samenhang in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat dit een semi-kermis theatergezelschap betreft dat als opdracht de ontwikkeling van de culturele democratie heeft via de bevordering van culturele toegankelijkheid van mensen die ver verwijderd van of weinig vertrouwd zijn met het aanbod aan culturele onderneming;

Overwegende dat het evenement plaatsvindt van 23 maart tot 03 april 2016;

Overwegende de beschikbare kredieten in het artikel 1500/332/32 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1.500,00 EUR toe te kennen aan het gezelschap van de vzw Nouveaux Disparus (nr. 456569397), gelegen Liedekerkestraat 9, 1210 Brussel, teneinde deze te helpen haar evenement op het Sint-Jan-Baptistvoorplein - 1080 Sint-Jans-Molenbeek te financieren.

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren in het artikel 1500/332/32 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE44 0682 2155 9545 van de vereniging.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0037 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à l'association Tafersite Solidairty in Europe.

LE CONSEIL,

Considérant le but de cette association de favoriser la coopération au développement de la ville de Tafersite (Maroc) et l'établissement de liens de solidarité avec elle ;
Considérant son objectif d'organiser des rencontres interculturelles et des échanges entre la population de Tafersite et sa diaspora belge et internationale ;
Considérant la volonté de cette asbl de promouvoir des valeurs citoyennes telles que la tolérance et le respect mutuel ;
Considérant son souhait d'organiser un tournoi caritatif de football, le 14 mai 2016 afin de promouvoir l'asbl et de récolter des dons au profit des habitants les plus démunis de Tafersite ;
Considérant qu'il convient de soutenir cette organisation dans ses démarches sportive et citoyenne ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR à l'asbl Tafersite Solidarity in Europe (n° d'entreprise : 0881293993), sise Rue Ulens, 45, 1080 Bruxelles dans le cadre de l'organisation de son tournoi de football ;

Article 2 :

De verser le montant sur le n° de compte BE08 0017 1158 5713 de l'association et de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport -Toekenning van een subsidie aan de vereniging Tafersite Solidairty in Europe.

DE RAAD,

Overwegende het doel van deze vereniging voor de bevordering van de samenwerking voor de ontwikkeling van de stad Tafersite (Marokko) en het scheppen van solidariteitsbanden met deze stad;

Overwegende haar doelstelling om interculturele ontmoetingen en uitwisselingen te organiseren tussen de bevolking van Tafersite en haar Belgische en internationale gemeenschap;

Overwegende de wil van deze vzw om burgerwaarden zoals tolerantie en wederzijds respect te promoten;

Overwegende haar wens om een voetbalwedstrijd van liefdadigheid te organiseren op 14 mei 2016 teneinde de vzw te promoten en giften te verzamelen ten voordele van de meest benadeelde bewoners van Tafersite;

Overwegende dat het past om deze organisatie te ondersteunen in haar sportieve en burgerlijke ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Tafersite Solidairty in Europe (ondernemingsnummer: 0881293993), gelegen Ulenstraat 45, 1080 Brussel in het kader van de organisatie van haar voetbalwedstrijd;

Artikel 2 :

Het bedrag te storten op het rekeningnummer BE08 0017 1158 5713 van de vereniging en de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0038 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside au club de basket Royal Anciens 13.

LE CONSEIL,

Considérant que le club organise ses tournois de fin de saison les 22, 28 et 29 mai 2016, dans les catégories U16, U12 et U14 ;

Considérant que le club organise un match P3 contre Great Garlic Bruxelles le 27 mai 2016 ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR au club de basket Royal Anciens 13, sis rue de Koninck, 63 à 1080 Molenbeek-St-Jean dans le cadre de la mise en place de ces activités ;

Article 2 :

De verser le montant sur le n° de compte BE45 0013 4843 5089 de l'association (n°0816.749.205) et de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de basketbalclub Royal Anciens 13.

DE RAAD,

Overwegende dat de club zijn toernooien van einde seizoen organiseert op 22, 28 en 29 mei 2016, in de categorieën U16, U12 en U14;

Overwegende dat de club een P3-match organiseert tegen Great Garlic Bruxelles op 27 mei 2016;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 500,00 EUR toe te kennen aan de basketbalploeg Royal Anciens 13, gelegen de Koninckstraat 63 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de invoering van deze activiteiten;

Artikel 2 :

Het bedrag te storten op het rekeningnummer BE45 0013 4843 5089 van de vereniging (nr. 0816.749.205) en de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0039 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'association Baleng du Benelux asbl.

LE CONSEIL,

Considérant l'objectif de cette association de promouvoir le développement du village Baleng (Cameroun) ;

Considérant le caractère apolitique, culturel, éducatif et associatif de cette organisation ;

Considérant la volonté de ses membres de promouvoir l'art, la mode, la coiffure, la cuisine, les us et coutumes de l'Afrique dans toute l'Europe ;

Considérant son action d'intégration des membres de cette communauté au tissu socioculturel européen par la formation aux nouvelles technologies ;

Considérant son objectif de promouvoir des valeurs citoyennes telles que la solidarité mutuelle et l'égalité des chances et des genres ;

Considérant la volonté de cette association à encourager la cohésion sociale et le « vivre heureux ensemble » ;

Considérant son objectif de véhiculer une image positive de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant son souhait d'organiser sur la commune un tournoi mixte de football, le 13 août 2016 afin de promouvoir les valeurs et les principes citoyens qui inspirent ses membres ;

Considérant qu'il convient de soutenir cette organisation dans ses démarches sportive et citoyenne ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl Baleng du Benelux (n° d'entreprise : 0843.589.303), sise Chaussée de Mons, 5, 1070 Bruxelles dans le cadre de l'organisation de son tournoi de football ;

Article 2 :

De verser le montant sur le n° de compte BE63 0016 7807 1708 de l'association et de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sport - Toekenning van een subsidie aan de vereniging vzw Baleng du Benelux.

DE RAAD,

Overwegende de doelstelling van deze vereniging om de ontwikkeling van het dorp Baleng (Kameroen) te promoten;

Overwegende de apolitieke, culturele, educatieve en associatieve aard van deze organisatie;

Overwegende de wens van haar leden voor het promoten van kunst, mode, kappersvak, kookkunsten, de Afrikaanse zeden en gewoonten in heel Europa;

Overwegende haar actie voor de integratie van leden in deze gemeenschap van het Europees sociocultureel weefsel door opleidingen in nieuwe technologieën;

Overwegende haar doelstelling om de burgerwaarden zoals wederzijdse solidariteit en gelijkheid van kansen en geslachten te promoten;

Overwegende de wens van deze vereniging om de sociale samenhang en het "gelukkig samenleven" aan te moedigen;

Overwegende haar doelstelling om een positief beeld van Sint-Jans-Molenbeek weer te geven;

Overwegende haar wens om in de gemeente een gemengde voetbalwedstrijd te organiseren, op 13 augustus, teneinde de burgerwaarden en -principes te promoten die haar leden inspireren;

Overwegende dat het past om deze organisatie te ondersteunen bij haar sportieve en burgerlijke ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 1.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Baleng du Benelux (ondernemingsnummer: 0843.589.303), gelegen Bergensesteenweg 5, 1070 Brussel in het kader van de organisatie van haar voetbalwedstrijd;

Artikel 2 :

Het bedrag te storten op het rekeningnummer BE63 0016 7807 1708 van de vereniging en de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid

overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0040 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'association Event's Soccer Academy.

LE CONSEIL,

Considérant l'objectif de cette association de promouvoir le sport en général et du football en particulier ;

Considérant sa volonté de lutter contre l'oisiveté, la délinquance et le vagabondage chez les jeunes et d'encourager l'intégration, l'éducation, la culture et le sport pour tous ;

Considérant son souhait d'organiser un tournoi multiculturel de football, les 03 et 04 juin 2016 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'objectif de cette asbl de promouvoir ses activités, le vivre-ensemble et la diversité à travers la pratique du football ;

Considérant sa volonté de favoriser l'accessibilité aux femmes aux activités physiques et sportives

Considérant le but de cette association de créer lors de cet évènement une ambiance conviviale et festive ;

Considérant qu'il convient de soutenir cette organisation dans ses démarches sportive et citoyenne ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl Event's Soccer Academy (n° d'entreprise : BE0 537.375.446), sise Rue Adolphe Demeur, 10, 1060 Bruxelles dans le cadre de l'organisation de son tournoi de football ;

Article 2 :

De verser le montant sur le n° de compte BE75 0017 2585 8251 de l'association et de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vereniging Event's Soccer Academy.

DE RAAD,

Overwegende de doelstelling van deze vereniging om de sport in het algemeen en het

voetbal in het bijzonder te promoten;
Overwegende haar wil om te strijden tegen leegloperij, misdaad en ronddwalen bij jongeren en om integratie, opvoeding, cultuur en sport voor iedereen aan te moedigen;
Overwegende haar wens om een multiculturele voetbalwedstrijd te organiseren op 03 en 04 juni 2016 in Sint-Jans-Molenbeek;
Overwegende de doelstelling van deze vzw voor het promoten van haar activiteiten, het samenleven en de diversiteit via het voetbal;
Overwegende haar wil voor de bevordering van de toegankelijkheid voor vrouwen tot lichamelijke en sportieve activiteiten;
Overwegende het doel van deze vereniging om bij dit evenement een gezellige en feestelijke sfeer te creëren;
Overwegende dat het past om deze organisatie te ondersteunen in haar sportieve en burgerlijke ondernemingen;
Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 1.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Event's Soccer Academy (ondernemingsnummer: BE0 537.375.446), gelegen Adolphe Demeurlaan 10, 1060 Brussel, in het kader van de organisatie van haar voetbalwedstrijd;

Artikel 2 :

Het bedrag te storten op het rekeningnummer BE75 0017 2585 8251 van de vereniging en de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0041 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à l'asbl Final Fx Dance School.

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl Final Fx Dance School est une académie de danse urbaine molenbeekoise, active depuis 2014 ;

Considérant qu'elle organise et participe à des spectacles de danse et autres activités culturelles ;

Considérant son objectif de promouvoir la culture artistique urbaine en Belgique et à l'étranger afin de favoriser les échanges ethniques et sociaux ;

Considérant sa participation au championnat du monde de Hip Hop à Las Vegas, du 08 au 13 août 2016 ;

Considérant sa participation à l'une des plus grandes compétitions de danse urbaine au monde à Glasgow, du 18 au 21 août 2016 ;

Considérant que lors de ces compétitions internationales, Final FX représente la Belgique ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche artistique et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl Final Fx Dance School (n°0560 719 287), sise Avenue Jean Dubrucq, 120 à 1080 Bruxelles, pour l'aider à participer à la compétition de Glasgow, du 18 au 21 août 2016 ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE22 3631 3976 8047 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Final Fx Dance School.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw Final Ex Dance School een Molenbeekse stedelijke dansacademie is, actief sinds 2014;

Overwegende dat ze dansoptredens en andere culturele activiteiten organiseert en eraan deelneemt;

Overwegende haar doelstelling voor het promoten van de stedelijke artistieke cultuur in België en in het buitenland voor de bevordering van etnische en maatschappelijke uitwisselingen;

Overwegende haar deelname aan het wereldkampioenschap van Hip Hop in Las Vegas, van 08 tot 13 augustus 2016;

Overwegende haar deelname aan één van de grootste competities ter wereld van de stedelijke dans in Glasgow, van 18 tot 21 augustus 2016;

Overwegende dat Final Ex België vertegenwoordigt bij internationale competities;

Overwegende dat het past om deze vereniging aan te moedigen in haar artistieke en sportieve onderneming;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 1.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Final Ex Dance School (nr. 0560 719 287), gelegen Jean Dubrucq laan 120 te 1080 Brussel, om haar te helpen deel te nemen aan de competitie van Glasgow, van 18 tot 21 augustus 2016;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE22 3631 3976 8047 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0042 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl Friendly Foot.

LE CONSEIL,

Considérant les objectifs de l'asbl d'organiser des évènements culturels et sportifs ;
Considérant son but d'œuvrer en faveur du développement social et culturel ainsi que de la préservation de la faune et de l'environnement ;
Considérant sa volonté de lutter contre la mendicité ;
Considérant le souhait de cette association d'organiser un tournoi de quartier pour les jeunes Molenbeekois qui aura lieu le dimanche 15 mai 2016 ;
Considérant l'objectif de cette manifestation de venir en aide enfants défavorisés partout dans le monde via le sport ;
Considérant son but de rassembler les quartiers des communes bruxelloises dans un esprit de convivialité et de bien vivre ensemble ;
Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 400,00 EUR à l'asbl Friendly Foot (n°0888.302.046), sise Boulevard De Smet De Naeyer, 39 à 1090 Bruxelles, pour l'aider à organiser son tournoi le 15 mai 2016 ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE93 3630 3201 2767 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Friendly Foot.

DE RAAD,

Overwegende de doelstellingen van de vzw om culturele en sportevenementen te organiseren;

Overwegende haar doel om te werken in het voordeel van de maatschappelijke en culturele ontwikkeling alsook het behoud van de fauna en het leefmilieu;
Overwegende haar wil om te strijden tegen de bedelarij;
Overwegende de wens van deze vereniging om een wijktoernooi te organiseren voor de jonge Molenbekenaren, die plaatsvindt op zondag 15 mei 2016;
Overwegende de doelstelling van dit evenement om, via de sport, te hulp te komen bij benadeelde kinderen overal ter wereld;
Overwegende haar doel om de wijken van de Brusselse gemeenten bijeen te brengen in een geest van gezelligheid en goed samenleven;
Overwegende dat het past om deze vereniging aan te moedigen in haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;
Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 400,00 EUR toe te kennen aan de vzw Friendly Foot (nr. 0888.302.046), gelegen De Smet De Naeyerlaan 39 te 1090 Brussel, om haar te helpen haar toernooi te organiseren op 15 mei 2016;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE93 3630 3201 2767 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0043 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl N.S. Jiu-Jitsu « Youz ».

LE CONSEIL,

Considérant que l'association a pour objectif de promouvoir la pratique du sport et la socialisation de jeunes issues de quartiers défavorisés ;
Considérant que l'association organise au un voyage au Maroc afin d'organiser un stage et un partenariat sportifs, du 02 au 09 octobre 2016 ;
Considérant la demande de soutien de l'association ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

De réserver un subside d'un montant de 750,00 EUR à l'asbl N.S. Jiu-Jitsu « Youz », sise rue Le Lorrain, 41 à 1080 Molenbeek-St-Jean afin de l'aider à l'organisation de ce voyage pédagogique ;

Article 2 :

De verser le montant sur le n° de compte BE30 0016 8821 8211 de l'association

(n°844.183.872) et d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw N.S. Jiu-Jitsu "Youz".

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging als doelstelling heeft om de sportpraktijk en socialisering van jongeren uit benadeelde wijken te promoten;
Overwegende dat de vereniging een reis naar Marokko organiseert om een sportstage en -partnerschap te organiseren, van 02 tot 09 oktober 2016;
Overwegende de aanvraag tot ondersteuning van de vereniging;
Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie te reserveren ten bedrage van 750,00 EUR aan de vzw N.S. Jiu-Jitsu "Youz", gelegen Le Lorrainstraat 41 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek teneinde haar te helpen bij de organisatie van deze pedagogische reis;

Artikel 2 :

Het bedrag te storten op het rekeningnummer BE30 0016 8821 8211 van de vereniging (nr. 844.183.872) en de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0044 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Institut des Ursulines - Projet diversité de la pensée religieuse - Octroi d'un subside exceptionnel.

Texte suivra

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Ursulineninstituut - Project diversiteit van de de religieuze gedachte - Toekenning van een buitengewone subsidie.

Tekst zal volgen

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting

22.06.2016/A/0045 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Subside exceptionnel - Paroisse Saint Charles Borromée - Colonie de vacances.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 13 avril 2016 de la Paroisse Saint Charles Borromée, située 13 Avenue du Karreveld à Molenbeek, concernant une demande de subside pour leur colonie de vacances de juillet 2016;

Considérant que durant le séjour une trentaine de jeunes âgés de 5 à 17 ans reçoivent une formation religieuse, civique, morale et intellectuelle;

Considérant qu'un subside de 600,00 EUR pourrait être octroyé pour couvrir une partie des frais de la colonie;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 600,00 EUR à la Paroisse Saint Charles Borromée, située 13 Avenue du Karreveld à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE14 3100 1974 8983 pour la colonie de vacances de juillet 2016.

Article 2 :

De réserver la somme de 600,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie - Paroisse Saint Charles Borromée - Zomerkamp.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 13 april 2016 van de Parochie van Saint-Charles Borromée, gelegen Karreveldlaan 13 te Molenbeek, betreffende een subsidieaanvraag voor hun vakantiekolonie van juli 2016;

Overwegende dat tijdens het verblijf, een dertigtal jongeren van 5 tot 17 jaar een religieuze, burgerlijke, morele en intellectuele opleiding krijgen;

Overwegende dat een subsidie van 600,00 EUR zou kunnen toegekend worden om een deel van de kosten van de kolonie te dekken;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016;

Op voorstel van het college van de Burgemeester en de schepenen.

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toekenning goed te keuren van een subsidie van 600,00 EUR aan Parochie van Saint-Charles Borromée, gelegen Karreveldlaan 13 te Molenbeek, houder van de bankrekening met nr. BE14 310019748983 voor hun vakantiekolonie van juli 2016;

Artikel 2 :

Het bedrag van 600,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

22.06.2016/A/0046 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Projet "S'l'âme fait du bien/quartier vert" - Octroi d'un subside exceptionnel.

Texte suivra

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Project "S'l'âme fait du bien/quartier vert" - Toekenning van een buitengewone subsidie.

Tekst zal volgen

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

22.06.2016/A/0047 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Subside exceptionnel - « Ready or not Lady », projet humanitaire des jeunes de Decock.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 10 mai 2016 de l'association de fait « Ready or not Lady » concernant une demande de subside pour leur projet humanitaire des jeunes de Decock;

Considérant que l'association de fait « Ready or not Lady » est un groupe de jeunes filles entre 16 à 20 ans, toutes étudiantes, investies dans la société et originaires de

Molenbeek-Saint-Jean plus précisément du quartier Decock;
Considérant que leur but est de motiver les femmes à prendre des initiatives et à s'investir au travers de divers projets;
Considérant qu'elles ont pour projet de s'impliquer dans un projet de construction d'un complexe sportif et culturel dans la commune rurale de Tafersit au Maroc en collaboration avec l'asbl « Tafersit Solidarity », œuvrant déjà sur le terrain;
Considérant qu'un groupe de 6 jeunes filles va se rendre à Tafersit au Maroc ce mois d'août 2016 afin de participer à ce projet;
Considérant qu'elles collaborent avec une Maison de Quartier qui soutient leur projet;
Considérant qu'un subside de 1.700,00 EUR pourrait être octroyé pour financer en partie leur voyage et leur frais sur place (à savoir 500,00 EUR pour le projet et 200,00 EUR pour chaque participante);
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 1.700,00 EUR à l'asbl LES, située 15 rue du Comte de Flandre à 1080 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE11 0012 7347 9048, qui s'engage à utiliser cette somme pour le projet «Ready or not Lady»;

Article 2 :

De réserver la somme de 1.700,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie - "Ready or not Lady",
humanitair project jeugd Decock.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 10 mei 2016 van de vereniging "Ready or not Lady" betreffende een subsidieaanvraag voor hun humanitair project van de jongeren van Decock;
Overwegende dat de feitelijke vereniging "Ready or not Lady" een groep van jonge meisjes is tussen 16 en 20 jaar, allemaal studentes, die zich inzetten voor de maatschappij en afkomstig zijn uit Sint-Jans-Molenbeek, meer bepaald uit de Decockwijk;
Overwegende dat hun doel is om de vrouwen te motiveren initiatieven te nemen en zich in te zetten via verschillende projecten;
Overwegende dat ze als project hebben zich in te zetten voor een bouwproject van een sport- en cultuurcomplex in de landelijke gemeente Tafersit in Marokko in samenwerking met de vzw "Tafersit Solidarity", die reeds ter plaatse actief is;
Overwegende dat een groep van 6 jonge meisjes in augustus 2016 naar Tafersit in Marokko gaat om aan dit project deel te nemen;
Overwegende dat ze samenwerken met een Buurthuis dat hun project ondersteunt;

Overwegende dat een subsidie van 1.700,00 EUR zou kunnen toegekend worden om een deel van hun reis en de kosten ter plaatse te financieren (te weten 500,00 voor het project en 200,00 EUR voor iedere deelnemer);

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016;

Op voorstel van het college van de Burgemeester en de schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toekenning van een subsidie van 1.700,00 EUR goed te keuren aan de vzw BSU, gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 15 te 1080 Brussel, titularis van de bankrekening BE11 0012 7347 9048, die zich ertoe verbindt dit bedrag te gebruiken voor het project "Ready or not Lady".

Artikel 2 :

Het bedrag van 1.700,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0048 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Urbanisme - RC - PPAS 6D mod-bis – Demande d’approbation au gouvernement

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (COBAT) notamment les articles 98 et suivants, adopté par l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004 et entré en vigueur le 5 juin 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu le plan particulier d'affection du sol 6 D mod approuvé par arrêté royal le 19.09.1981 ;

Vu le permis de lotir n° 66 adopté en date du 10/02/1987 ;

Vu le permis de lotir n° 39 adopté en date du 7/01/1966 et modifié en date du 20/06/2016 ;

Considérant que l'article 52 du CoBAT permet de procéder à sa modification, dans les conditions qui y sont prévues ;

Considérant que la modification du PPAS 6 D mod a été soumise aux mesures particulières de publicité du 01/02/2016 au 01/03/2016 conformément à l'art. 48 du CoBAT.

Considérant que la zone concernée est délimitée par le boulevard E Machtens, l'avenue du Scheutbosch, la rue de la Belle au Bois Dormant et le boulevard L Mettewie à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que tant Bruxelles Développement Urbain - dans son courrier du 13.03.2015 - que Bruxelles Environnement - dans son courrier du 12.03.2015 - estiment qu'au regard des critères décrits dans l'annexe D et des différents domaines répertoriés dans le CoBAT, et, au vu des éléments développés dans le rapport de décembre 2014 réalisé par le bureau d'études SKOPE, le projet de modification du PPAS 6 D mod-bis ne nécessite pas un rapport d'incidences environnementales.

Considérant l'avis émis par la Commission de Concertation en date du 8/03/2016 :

Considérant que le projet de modification du PPAS 6D mod vise à s'adapter à la conception plus récente du bon aménagement des lieux en révisant tant l'implantation des immeubles que leurs gabarits (dans le respect du RRU) mais surtout en apportant une proposition plus diversifiée au niveau des propositions d'affectations;

Considérant que cette large parcelle non bâtie appartient à un promoteur immobilier et à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ; que dans le cadre de la modification du PPAS un échange de terrain est envisagé afin de regrouper les propriétés de manière à optimiser les possibilités de construction sur les parcelles devenant communales et de rendre le PPAS plus rapidement ou facilement applicable ;

Considérant que les remarques introduites durant l'enquête publique et/ou exprimées oralement en séance de la commission de concertation portent notamment sur les points suivants :

-L'urbanisation, la densité et la répartition du bâti:

- un projet trop dense, nombre de logements trop élevé, perte de vue dégagée vers l'îlot vert pour les habitants de Paradisio ;

- la perte d'ensoleillement dû à des gabarits trop élevés ;

- la mauvaise implantation des fonctions équipements de manière perpendiculaire à la rue de la Belle-au-Bois-Dormant ;

- l'absence de besoin de logements supplémentaires dans ce quartier selon les habitants ;

- Enclavement trop important du parc nuisant à la sécurité future de celui-ci

- Nécessité de prévoir plus d'ouverture à l'accès vers le parc coté avenue du Scheutbosch afin de ne pas gêner le caractère privé des logements existants et à venir ;

- Veiller à l'accès pompiers par l'avenue du scheutbos également ;

- limiter les derniers niveaux « sous corniche » à une valeur d'acrotère de maximum 1m ;

- permettre une plus grande profondeur de construction localement et ou réduire légèrement les ouvertures du front bâti le long de la rue de la Belle au Bois Dormant, tout en respectant une limite de surface globale

- adapter l'angle aigu Belle-au-bois-Dormant/Scheutbos pour une construction plus simple de logements ;

- prolonger sur l'avenue du Scheutbosch la zone de gabarit 6N d'un minimum d'une quinzaine de mètres à partir du point de l'angle intérieur ;

- créer un gabarit intermédiaire 5N le long de l'avenue de Scheutbosch ;

- porter les distances entre les zones de parc public lié à un équipement public et les zones d'habitation à 6m minimum afin d'assurer le caractère privé des logements en intérieur d'îlot ;

Considérant qu'il y a une croissance de la population à Bruxelles et qu'il y a également une demande croissante de logement ; que dans le vieux centre il y a un offre de logements offrant des conditions d'habitabilité parfois insuffisantes et qu'il y a donc une demande pour des logements de qualité ; que la commune, en créant ce plan d'aménagement du site souhaite redonner une impulsion au quartier ;

Considérant qu'il est souhaitable d'empêcher que les gens ne quittent la ville ;

Considérant que l'ancien PPAS, actuellement en vigueur, prévoyait pas de mètres

carrés pour des équipements collectifs ; qu'il y a très peu des équipements, par exemple des lieux de rencontre, des écoles, des crèches,... , dans le quartier ; que le projet actuel augmente le nombre de mètres carrés pour la commune afin de répondre à ses besoins au niveau des logements et d'équipements ;

Considérant que la construction en intérieur d'îlot est limitée ; que l'idée est de cadrer la voirie piétonne d'accès au parc et d'installer des équipements dans l'espace vert pour créer une interaction ;

Considérant qu'il serait quand-même souhaitable de dédensifier quelque peu ce projet ;

Considérant que le parc est globalement conservé à l'identique par rapport au PPAS en vigueur et au PRAS, et que les différents points d'accès sont maintenus ;

Considérant que la distance entre les immeubles existants le long du boulevard Edmond Machtens et les nouvelles constructions de l'avenue du Scheutbosch est de +/- 25m ; que cette distance ressemble à la largeur d'une voirie de façade à façade et que donc les gabarits prévus ont peu d'impact sur les constructions existantes ; qu'il y a quand-même lieu de reculer quelque peu les gabarits prévus le long de l'avenue du Scheutbosch ;

Considérant qu'il est encore possible de revoir l'emprise et les gabarits du projet ;

-La qualité architecturale des logements :

- IFC sollicite la suppression de la prescription littérale 1.6.§2. qui impose de créer des logements traversants (ou des logements d'angle) au-delà d'une superficie de 35m² ;

Considérant que cette suppression est peu adéquate car, outre les faibles conditions d'habitabilité des logements non traversants, elle obligerait le cas échéant à créer un accès SIAMU minéralisé en intérieur d'îlot pour quelques logements arrières mono-orientés ;

Considérant en outre qu'il n'est pas souhaitable de créer une zone d'accès SIAMU en intérieur d'îlot ;

-La mobilité :

- le projet ne tient pas compte des accès au parking et sorties des véhicules, déménagements, livraison des marchandises, ... ;

- augmentation de circulation et donc bruit et pollution ;

- augmentation de la pression de stationnement en voirie ;

-l'implantation de commerces risque de provoquer trop de circulation ainsi qu'un manque de places de stationnement ;

- les nouvelles constructions prévues en intérieur d'îlot offriront moins de parkings en sous-sol ;

- existence déjà actuellement de problèmes de parking (sauvage) dans le quartier d'où la nécessité d'intégrer des mesures et contrôles plus stricts;

- souhaitable de créer des parkings communaux dans d'autres endroits ;

- obliger que chaque parking soit lié à un appartement et d'interdire la location des parkings dans un immeuble ;

- un parking par logement ne suffit pas (beaucoup de ménages possèdent 2 ou 3 voitures) ;

- réduire le nombre d'accès aux garages souterrains et les regrouper tant que possible;

Considérant que les questions de mobilité pratique ne font pas partie intégrante du PPAS mais de la gestion globale de la mobilité à Molenbeek ; qu'il en sera tenu compte ;

Considérant que le RRU préconise pour toute la région bruxelloise 1 parking par logement ce qui représente une moyenne à laquelle il est plus cohérent de se tenir ;

Considérant des petits commerces et/ou équipements de quartier sont fréquentés par les habitants du quartier et ne doivent pas générer de circulation supplémentaire;

- Envisager une liaison souterraine entre les immeubles créés dans la rue de la Belle au Bois Dormant ;

- envisager la possibilité de construire en souterrain 5 m au-delà de la limite extrême des front bâtis, dans la surface cours et jardins ; envisager également de pouvoir construire en sous-sol dans la zone de parc ;

- ne pas définir sur plan « l'extension maximum des garages souterrains » ou la positionner à 6m ou 10m de la limite extrême des fronts bâtis ;

Considérant que la demande d'IFC, de créer une liaison souterraine et d'élargir la zone constructible en sous-sol, permet de répondre à la possibilité de créer un parking souterrain et de s'inscrire dans l'idée d'un parking d'un seul tenant à sens unique ; que cette remarque semble raisonnable mais que l'entrée du parc côté Belle au Bois Dormant se situe en zone de parc au PRAS ; que cette demande a été étudiée par BDU ; qu'après l'analyse de BDU il a été constaté que cette demande est en dérogation au PRAS étant donné que les affectations du plan concernent d'ailleurs tant la surface que le sous-sol et que des infrastructures supposent la plupart du temps une phase de destruction de la surface ; qu'en l'espèce, il s'agit uniquement de liaisonner les deux espaces parking en sous-sol en limitant cette traversée à 3m de large ; qu'il ne faut pas que les travaux induisent des abattages et des travaux de terrassement au niveau de la surface ; qu'il ne faut pas que des ouvrages d'art émergent en surface (cheminée, édicule, ventilation, accès, trémie...) ; qu'une profondeur de terre de 1m minimum doit être conservée à cet endroit pour permettre les plantations ; qu'il peut être considéré comme raisonnable de solliciter une dérogation de faible ampleur à ce niveau qui soit limitée à la seule liaison entre les 2 parkings ;

Considérant qu'il est préférable de construire en sous-sol, pas dans la surface cours et jardins, mais sous la zone de recul en façade avant ;

-Le nouveau parc :

- risque d'engendrer des nuisances de bruit et de drogues ; nécessité de sécuriser/surveiller le nouveau parc et de fermer cette zone à partir d'une certaine heure ;

- souhaitable de créer un jardin sauvage et pas un jardin urbain ;

- préserver la valeur du site comme site semi-naturel, prévoir une gestion future optimisant son potentiel en termes de patrimoine naturel, protéger et valoriser le développement en termes de biodiversité, rendre la pénétration par le public naturellement difficile grâce à la densité de la végétation, conserver les grands arbres, conserver les essences fruitières existantes et proposer de nouvelles plantations de variétés à hautes tiges, lutter contre l'envahissement par la renouée du Japon ;

- réserver un endroit spécifique pour les chiens ;

- expliciter le souhait de création d'un parc semi-public en partie ;

- pas besoin d'un nouveau parc car déjà un parc de plus de 6 hectares à 100 m ;

- supprimer les 2 accès au parc par la rue de la Belle au Bois Dormant afin de garantir la sécurité et le calme de ce parc ;

- transformer les 2 bandes de zones de parc liées à un équipement public en zone de cours et jardins pour permettre des accès aisés aux immeubles ;

Considérant que cet espace vert est prévu dans le PPAS actuel et dans le PRAS et qu'on ne peut pas le supprimer ; que le parc est globalement conservé à l'identique et que les différents points d'accès sont maintenus ; que ce parc est une donnée importante en termes de gestion des eaux mais aussi en bien être pour les riverains et les promeneurs ; que lors de l'aménagement de ce parc les riverains seront consultés ; que la création d'un parc n'est pas synonyme de délinquance ; que ces remarques ne relèvent pas du PPAS mais de son type d'aménagement, de fonctionnement et de surveillance, qui seront réglées dans le permis d'urbanisme voire après ;

-Les problèmes d'infiltrations et d'inondations :

- que ce terrain est marécageux ce qui implique que si on construit tout l'écoulement risque d'être rendu plus difficile ; que le niveau de la nappe phréatique est à -3m ; que l'ancien lit du cours d'eau le Leybeek ne passe plus par ce terrain (il a été canalisé) ; que le cœur de l'îlot est le point le plus bas de la région environnante ; que cet îlot agit

comme une éponge qui absorbe l'excédent d'eau provenant de ces deux sommets ; qu'il existe déjà des problèmes d'inondations et d'infiltrations dans les immeubles existants ; que ce genre de problèmes va s'aggraver avec le nouveau projet ; que ces problèmes d'infiltration rencontrés sont dus à des problèmes de construction (rapport relatif à la détermination de la présence ou l'absence d'incidences sur l'environnement) ;

- qu'il n'est pas souhaitable de remplir les intérieurs d'îlots avec des nouvelles constructions ni des garages souterrains ; que construire en intérieur d'îlot est une mauvaise idée étant donné que le poids de nouvelles constructions ne ferait que presser cette éponge davantage et ferait remonter par ce biais des quantités d'eau importantes ; qu'il est nécessaire de vérifier le réseau d'égouttage existant pour s'assurer de sa non saturation ;

- qu'il est nécessaire de réaliser une deuxième étude hydrologique afin d'étudier la faisabilité d'une nouvelle construction R+6 avec présence d'un deuxième sous-sol ;

Considérant qu'il existe un rapport hydrologique dressé par Pirnay SA en date du 17/10/2010 qui conclut que vu la situation géotechnique, l'implantation des bâtiments sur les sites n'a pas d'influence sur les bâtiments voisins, et que les nouveaux bâtiments devront être étudiés en conséquence en tenant compte des remarques émises et dans l'objectif d'une exécution de qualité et de durabilité face à l'équation hydrologique du site ;

Considérant que la qualité du terrain est connue dès le début ; qu'il sera nécessaire de tenir compte de ces données dans des projets futurs ; que ces données, similaires à tout Bruxelles, ne peuvent bloquer le potentiel de développement de ce projet ; qu'il sera nécessaire, dans chaque projet de permis d'urbanisme de tenir compte de ces données ;

Considérant que Bruxelles Environnement n'a pas estimé qu'il fallait apporter une attention particulière ; que l'eau s'évapore vite par beau temps et que grâce à la végétation il ne s'agit pas d'une zone réellement 'humide' ;

-L'assainissement des eaux usées domestiques :

-le terme « épuration locale » n'est pas clair ;

-la réalisation d'un système d'épandage ou des noues drainantes est matériellement impossible à cet endroit ;

-la réalisation des réseaux « eaux grises » et « eaux noires » est très contraignante pour des immeubles de logements de peu d'unités ;

-le traitement par épuration locale des « eaux grises » n'est pas réaliste pour chaque immeuble ;

Considérant que cet aspect des futurs projets peut être évalué lors de la délivrance du permis d'urbanisme en veillant au respect du bon aménagement des lieux ;

-Les commerces et les équipements :

- pas de demande de commerce dans ce quartier

- si une supérette s'implante, elle nécessite un parking associé

Considérant qu'une demande d'une plus grande offre de commerce dans le quartier est une constante actuelle; que toute demande de permis d'urbanisme est analysée et que toutes nuisances éventuelles doivent être évitées ;

- Donner la priorité aux équipements plutôt que commerces

Considérant que, en parallèle avec l'augmentation de la demande pour du logement, la commune veille constamment à la réalisation de plus de places pour les écoles et les crèches ;

-La procédure :

- nécessaire de respecter le PRAS au niveau de la verdurisation en intérieur d'îlot et de ne pas construire vers l'intérieur d'îlot ;

Considérant que le parc est globalement conservé à l'identique en ce qui concerne les superficies et que les différents points d'accès sont maintenus avec un léger décalage afin d'aligner un accès en prolongation de la rue Van Wambecke par rapport au PRAS

; que l'extension de la maison de repos prévu en intérieur d'îlot se situe dans un endroit actuellement bâti (boxes de garages) ;

-Les prescriptions :

- certaines définitions sont susceptibles de créer des contradictions ou des difficultés de lecture ;

- l'article concernant les emplacements réservés aux vélos ne semble pas correspondre au RRU ni aux demandes actuelles de Bruxelles Environnement ;

- ajouter les définitions relatives à la légende Niveau de recul (N) et Toiture Plate (P) dans les cercles dans les prescriptions;

- la valeur de 3m maximum de hauteur pour les niveaux au-delà de 2 niveaux pourrait être faible compte tenu des nécessités techniques ; prévoir une valeur de max 3,10m ;

- il existe des matériaux imitant les matériaux naturels qui répondent parfaitement aux objectifs de la règle générale du §1 ; intéressant de ne pas les interdire ;

- prendre la même valeur que le RRU concernant les terrasses et saillies en façades ;

-ajouter « dans la mesure où cette obligation respecte la réglementation de prévention incendie » à l'article 12 « traitement des toitures et matériaux de toiture » ;

-la notion de toiture intensive est incompatible avec la hauteur de niveaux autorisée ;

-la notion « encastré » concernant les lucarnes et fenêtres de toiture est floue ;

-la limitation de la taille à 80x100cm pour les lucarnes est trop restrictive notamment dans le respect des valeurs d'éclairement du RRU ;

- l'aluminium doit pouvoir être autorisé pour les menuiseries ; qu'il peut être spécifié d'utiliser un % majoritaire d'aluminium recyclé ;

- la prescription concernant les zones de cours et jardins semble interdire toute terrasse en façade avant ; il est nécessaire d'implanter les terrasses selon la position future des séjours et de l'orientation du site ;

-Les nuisances :

- il est souhaitable d'imposer une réglementation par rapport aux heures de sorties des poubelles et du ramassage de celles-ci ;

- le périmètre jouit d'une qualité sonore exceptionnelle que les habitants souhaitent conserver; les nouvelles constructions seraient une atteinte grave à la qualité sonore ;

Considérant que ces remarques ne relèvent pas du PPAS ;

Considérant que le Collège a sollicité l'avis du conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale, de la Direction Etudes et Planification de Bruxelles Développement Urbain, de la Commission Régionale de la Mobilité de la Région de Bruxelles-Capitale, du Conseil Consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission royale des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale, de Bruxelles-Environnement et du Collège du Bourgmestre et des Echevins de la Commune d'Anderlecht ;

Considérant les recommandations émises en date du 1/03/2016 par la Direction Etudes et Planification pour Bruxelles Développement Urbain (BDU), à savoir :

Le projet de modification totale du PPAS est conçu dans une optique de :

Maintenir la fonction logement initialement prévue, en créant un potentiel de développement tant pour le propriétaire privé que pour la commune ;

Permettre l'implantation d'équipements comme complément indispensable à la création de logements.

Créer un espace vert de quartier qui permettrait de garantir un maillage vert de qualité mais aussi de répondre à un besoin de convivialité du quartier, tout en maintenant les caractéristiques biologiques de ce lieu.

Garantir une meilleure intégration de l'ensemble avec le bâti existant, que ce soit par rapport aux immeubles de la rue de la Belle au Bois Dormant qu'au niveau des vis-à-vis avec les maisons et immeubles de l'avenue du Scheutbosch. Il s'agit donc de proposer des gabarits moins élevés (4 à 6 niveaux) et moins monolithiques que les immeubles construits boulevard Mettwie (R+8+étage technique).

Prévoir la disparition de box de garages abandonnés au profit de l'extension de la maison de repos de la rue de la Belle au Bois Dormant.

Les prescriptions proposées dans le projet de modification totale du PPAS rencontrent ces objectifs.

Bien que proposant des gabarits moins élevés et moins monolithiques (R + 4 à 5 + étage technique) que les immeubles construits bd Louis Mettwie (R+8+étage technique) ou bien encore ceux qui pourraient être construits au regard du PPAS actuel en vigueur, les immeubles proposés par le présent projet de modification du PPAS, le long de la rue de la Belle-au-Bois-Dormant et de l'avenue du Scheutbosch, développent un gabarit plus élevé que ceux des immeubles des îlots mitoyens existants (R+2 à 4+Tplat ou étage technique), notamment en ce qui concerne les deux immeubles amorçant la pénétrante du projet de PPAS en intérieur d'îlot, rue de la Belle-au-Bois-Dormant.

Ces immeubles prolongés jusqu'à l'alignement créeront potentiellement des zones d'ombre sur leur propre promotion (immeubles de logements mitoyens et équipements en intérieur d'îlot) et resserreront le carrefour dont la moitié déjà aménagée (angle de la rue Van Wanbeke) exprime aujourd'hui une volonté de dilatation.

En effet, les immeubles sis sur l'autre rive de la rue de la Belle-au-Bois-Dormant, à l'angle de la rue Van Wanbeke, présentent des gabarits inférieurs, ainsi qu'un recul au niveau de la voirie, afin de dégager le carrefour. Il conviendrait de veiller à une meilleure intégration de la volumétrie projetée dans les gabarits existants afin de permettre un espace plus cohérent.

Conformité du projet de modification du PPAS par rapport aux plans qui s'appliquent sur le territoire du PPAS :

PRAS

Nous relevons d'abord que la modification du PPAS déroge au PRAS (consistant principalement au décalement d'une zone de cheminement vert afin de la placer dans le prolongement de la rue Van Wanbeke) selon l'article 42 du CoBAT.

Les conditions cumulatives de cette demande de dérogation doivent être motivées par la commune.

A cet effet, en annexe au rapport qui présente la modification du PPAS figure une note motivant les dérogations au PRAS en respect des conditions fixées à l'article 42 du CoBAT.

L'implantation d'une partie de la zone de parc du PRAS est modifiée mais la surface est inchangée.

Le projet de modification et l'avis de la Commission de concertation seront soumis à la Commission Régionale de Développement (CRD) qui devra remettre un avis dans les 30 jours sur l'opportunité de la dérogation au PRAS que contient le projet.

Les affectations prévues au projet de modification du PPAS sont conformes aux affectations du PRAS.

Une bande de zone de parc du PRAS face à la rue des Bougainvilliers est reprise en zone de cours et jardins au PPAS. Afin d'éviter la confusion, BDU recommande que cette zone soit clairement délimitée dans le plan des affectations et reçoive une dénomination distincte. Toute prescription relative à cette zone devra être conforme à la zone de parc définie au PRAS.

Permis de Lotir

Les permis de lotir 68 (10/02/1987) et 27 (01/06/1973) se trouvent dans le périmètre du PPAS à modifier totalement.

Le PPAS doit être compatible avec les permis de lotir concernés.

Protection du patrimoine immobilier :

Le site ne comprend pas de patrimoine protégé ou de patrimoine inscrit sur la liste de sauvegarde.

Aucun des bâtiments situés en bordure du site n'est repris dans l'inventaire légal selon la mesure de transition (art. 333 CoBAT, monuments et ensembles construits avant

1932). La proposition d'inventaire légal ne fait pas non plus mention de ces bâtiments. Le terrain vague ne renferme pas d'arbres ou de végétation remarquables, il s'agit d'une végétation qui a poussé spontanément, comprenant quelques grands saules ordinaires (*Salix alba*), typiques des environnements ouverts et légèrement humides. Ce terrain n'a pas une valeur patrimoniale particulière. Aucun élément du site n'est repris dans l'inventaire des arbres remarquables (<http://arbres-inventaire.irisnet.be/>).

Le site ne renferme pas de sites archéologiques (Atlas du sous-sol archéologique).

Il ne renferme donc pas d'éléments d'une valeur patrimoniale.

En ce qui concerne l'intérieur de l'îlot, la plus grande partie de la zone verte est conservée et il est prévu d'aménager une partie de la zone en parc public. La DMS souhaiterait être impliquée dans la création de ce parc afin de veiller à la bonne qualité de celui-ci.

Prescriptions littérales :

La dénomination « servitude de maintien d'arbres de première grandeur » doit être précisée (exemple : arbre à haute tige...)

Prescriptions graphiques :

Concernant les prescriptions graphiques, l'Administration formule les remarques suivantes :

De manière générale il faudrait prévoir un espace d'environ 10 cm de hauteur sous le cartouche de chaque plan, afin que le ministre puisse y apposer sa signature.

Plan de localisation

En ce qui concerne le plan de localisation, certains problèmes résident dans la représentation (style de trait et/ou épaisseur) des éléments repris sur le plan et ceux repris dans la légende en particulier au niveau des périmètres des PPAS existants.

Plan de la situation existante de droit

En ce qui concerne le plan de la situation existante de droit :

Les éléments du fond de plan (voiries, parcelle, limite du bâti, ...) devraient également être repris au-delà du périmètre de 50 mètres à partir du PPAS. La limite du bâti doit également figurer dans le périmètre de 50 mètres et dans le périmètre du PPAS ;

Certaines parcelles ne sont pas référencées, ou sont incorrectement délimitées.

Plan du schéma des affectations

En ce qui concerne le plan des affectations :

Des aplats d'un vert un peu plus foncé que celui des « zones de cours et jardin » sont représentés sur le plan au niveau du boulevard Mettwie, boulevard Machtens et de l'avenue du Scheutbosch, ce type de zone n'est pas repris dans la légende ;

La nuance des aplats jaunes représentant les « espaces publics » sur le plan n'est pas la même que celle reprise dans la légende ;

Le fond de plan du plan reprend : les trottoirs, les taques d'égouttage, les fosses de plantations et des aplats gris foncés, ces éléments devraient être repris dans la légende au niveau des généralités ;

Les différentes nuances d'espaces verts sont peu perceptibles à l'impression ;

Les échelles graphiques varient entre légende et plans ;

Rapports :

L'historique des PPAS figurant au plan de situation ainsi que dans le carnet « Rapport » est incomplet et présente quelques erreurs ;

La liste des événements soumis à signature des autorités communales ne répond pas à l'organisation de la procédure prescrite dans le CoBAT : il n'existe notamment plus d'adoption provisoire mais une décision du Conseil communal de mise à l'enquête publique.

L'Administration se réserve toutefois une appréciation définitive du projet de modification totale du PPA N° 6D - QUARTIER ED. MACHTENS après avoir pris connaissance des avis et observations qui seront émis lors de l'enquête publique et lors de la séance de la commission de concertation.

Considérant que l'avis de Bruxellois Environnement, émis le 01/03/2016, rappelle que

les installations classées, au sens de l'ordonnance relative aux permis d'environnement du 5/06/1997, font actuellement l'objet d'un rapport d'incidences (pour les installations de classe 1B) ou d'une étude d'incidences « allégée » (pour les installations de classe 1A) qu'elles soient ou non comprises dans le périmètre d'un PPAS ayant fait l'objet d'un RIE ;

Considérant que Bruxelles Environnement attire l'attention sur le fait qu'au niveau des prescriptions, « article 5 traitement des eaux », le terme « parcelle » n'est pas adéquat et qu'il s'agit plutôt « dans le périmètre du PPAS » ; que Bruxelles Environnement relève qu'il est nécessaire d'adapter « l'article 5 traitement des eaux de pluie » étant donné que les intentions semblent confuses et qu'il faut réécrire ces intentions de manière plus claire et cadrée ; qu'il est nécessaire d'adapter « l'article 8 garages collectifs » parce que la partie de la rue de la Belle au Bois Dormant, côté boulevard Mettwie, n'est pas représentée avec le liseré de triangles (zone pour des garages collectifs en sous-sol autorisé), or il faut aussi définir une limite en sous-sol en cas de démolition/reconstruction ; qu'il est nécessaire d'adapter « l'article 8 emplacements réservés aux vélos » car les logements de moins de 50m² sont dispensés d'emplacement de voiture et il est important de compenser cela par un emplacement vélo ; que Bruxelles Environnement relève qu'il est nécessaire d'obliger de réaliser des toitures vertes extensives pour les volumes qui comportent plus de 4 niveaux ; qu'il est nécessaire, au niveau de « l'article 15 traitement des espaces libres et plantations » d'interdire toutes les espèces invasives ; que, finalement, Bruxelles Environnement attire l'attention de la commune sur le fait qu'il faut faire attention à des types de revêtements pour les sentiers, comme le tapis d'écorce, étant donné qu'il ne sont pas praticables par les PMR ;

Considérant que l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, émis le 10/02/2016, constate tout d'abord que le projet tient compte des remarques des riverains et qu'il s'agit d'un bon projet ; que néanmoins, il tient à attirer l'attention des auteurs du texte sur la nécessité de préserver un espace tampon végétalisé entre les bâtiments existants et les nouveaux immeubles qui viendront s'implanter dans la zone ; que par conséquent, le Conseil recommande qu'un espace tampon végétalisé soit préservé entre les bâtiments existants et à venir ;

Considérant que le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale a émis un avis le 18/02/2016 ; que le Conseil souligne positivement la volonté de la commune de favoriser la création de logement sur le site du PPAS 6D ; que comme déjà prévu dans les objectifs, le Conseil insiste pour que la création de ces logements soit accompagnée par l'implantation d'équipements collectifs, en particulier d'une école ; que la place réservée aux équipements collectifs doit donc être suffisamment grande pour permettre, notamment, l'implantation d'un établissement scolaire et ainsi répondre aux besoins, actuels et futurs, dans ce domaine ; qu'en outre, le Conseil souligne positivement l'effort de la commune afin de préserver le massif végétal entre la nouvelle zone d'habitation et le bâti existant et d'ainsi avoir une zone tampon ;

Considérant que la Commission Régionale de la Mobilité de la Région de Bruxelles-Capitale a émis un avis le 22/02/2016 ; que la Commission soutient le développement de logements et d'équipements aux piétons dans cette zone bien accessible en transport publics ; que la commission appuie la création d'une desserte destinée exclusivement aux piétons et aux cyclistes à travers l'îlot depuis la rue Van Wambeek vers le boulevard Machtens ; que dans cet îlot de grande taille, une liaison cyclo-piétonne permettra un raccourci de qualité ; que la largeur minimale de l'assiette de ce passage doit être de 3 mètres soit une largeur effective, dégagée de plantations ; si le chemin est bordé de haies, il est préférable de prévoir une largeur minimale de 4 mètres ;

Considérant que le Conseil Consultatif du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission royale des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège du Bourgmestre et des Echevins de la Commune d'Anderlecht n'ont pas répondu dans les délais impartis et que leur avis est dès lors réputé

*favorable, en vertu de l'article 49 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire ;
Vu les avis émis par les habitants durant l'enquête publique ou exprimés oralement
lors de la séance de la commission de concertation;*

*Vu les avis remis par BDU, Bruxelles Environnement, le Conseil de l'Environnement de
la Région de Bruxelles-Capitale, le Conseil économique et social de la Région de
Bruxelles-Capitale, la Commission Régionale de la Mobilité de la Région de Bruxelles-
Capitale ;*

*Considérant que le PPAS 6 D mod en vigueur prévoit des zones de constructions
ponctuelles destinées à développer des immeubles isolés de grande hauteur ; que ce
type de construction, développé à front de rue du boulevard Machtens a montré ses
limites et ses inconvénients ; que l'option d'aujourd'hui qui vise à contrer les effets
négatifs de telles constructions en reprenant un schéma plus traditionnel, à savoir de
construire un front bâti continu, avec des zones de sous-sol limitées s'adapte mieux à
la typologie du quartier ;*

*Considérant que le PPAS à l'étude permet de garantir une meilleure intégration de
l'ensemble avec le bâti existant, que ce soit par rapport aux immeubles de la rue de la
Belle au Bois Dormant qu'au niveau des vis-à-vis avec les maisons et immeubles de
l'avenue du Scheutbosch ;*

*Considérant que la proposition de gabarits moins élevés (4 à 6 niveaux) et moins
monolithiques que les immeubles construits boulevard Mettewie (R+8+étage technique)
répond correctement au Titre I du RRU ;*

*Considérant qu'en plus la commission de concertation demande de constituer une
limite maximale, exprimée en mètres carrés de surface de plancher totale, pour le
projet de 17,200m² (logement et équipement); que cette diminution peut être réalisée
soit en limitant les gabarits en hauteur soit en limitant l'emprise au sol du projet ;*

*Considérant que BDU demande, dans son avis émis le 01/03/2016, de veiller à une
meilleure intégration de la volumétrie projetée dans les gabarits existants au niveau
des immeubles sis au carrefour de la rue de la Belle au Bois Dormant et la rue Van
Wambeke ; que la commission de concertation appuie cette demande ;*

*Considérant que la commission de concertation s'est exprimée en faveur d'un maintien
de la prescription 1.6.§2 prévoyant un seuil de surface pour des logements traversants
ou d'angle. Ceci répond d'un part à la nécessité de favoriser de bonnes conditions
d'habitabilité des logements et d'autre part ne pas prévoir à de logements mono-
orientés en façade arrière afin d'éviter la réalisation d'un accès SIAMU à cet endroit
en intérieur d'îlot ;*

*Considérant qu'il est nécessaire d'introduire une demande de permis d'environnement
pour les parkings à partir de 25 places de parking ;*

*Considérant que la commission de concertation propose de prévoir une nouvelle étude
hydrogéologique en 2017-2018 (actualisation) ;*

*Considérant que la demande d'IFC de créer une liaison souterraine entre les volumes
le long de la rue de la Belle au Bois Dormant afin de créer un seul parking avec un
seul accès semble raisonnable mais que cette liaison se situe sous l'entrée du parc qui
se trouve en zone de parc au PRAS ; que cette demande a été étudiée par BDU et
qu'après analyse il a été constaté que cette demande est en dérogation au PRAS étant
donné que les affectations du plan concernent d'ailleurs tant la surface que le sous-
sol ; que des infrastructures supposent la plupart du temps une phase de destruction de
la surface ; il ne faut pas que ces travaux induisent des abattages et des travaux de
terrassement au niveau de la surface ; qu'en l'espèce, il s'agit uniquement de
liaisonner les deux espaces parking en sous-sol en limitant cette traversée à 3m de
large ; qu'il ne faut pas que les travaux induisent des abattages et des travaux de
terrassement au niveau de la surface ; qu'il ne faut pas que des ouvrages d'art
émergent en surface (cheminée, édicule, ventilation, accès, trémie...) ; qu'une
profondeur de terre de 1m minimum doit être conservée à cet endroit pour permettre*

les plantations ; qu'il peut être considéré comme raisonnable de solliciter une dérogation de faible ampleur à ce niveau qui soit limitée à la seule liaison entre les 2 parkings ;

Considérant que le PPAS permet l'implantation d'équipements comme complément indispensable à la création des logements ; que, en effet, la modification du PPAS 6 D mod est l'occasion, dans sa nouvelle version, d'intégrer une fonction absente du PPAS initial : l'équipement d'intérêt collectif ; que ces affectations sont indispensables au développement de larges zones de logements ; qu'il s'agit donc ici de combler un manquement au plan initial en permettant, dans le périmètre du PPAS, un panel plus large d'affectations ;

Considérant que la commission de concertation demande de diminuer l'emprise des équipements en intérieur d'îlot ; que la partie réservée aux équipements collectifs (hors maison de repos) devrait être supprimée et doit être intégrée dans les volumes adjacents ;

Considérant que la commission de concertation a exprimé son souhait de ne pas réaliser des logements au niveau du rez-de-chaussée le long de la rue de la Belle au Bois Dormant dans la partie à urbaniser ;

Considérant que la modification du PPAS permet également de créer un espace vert de quartier qui permet de garantir un maillage vert de qualité mais aussi de répondre à un besoin de convivialité du quartier, tout en maintenant les caractéristiques biologiques de ce lieu ;

Considérant que la zone de parc tel que dessinée au PRAS est actuellement un terrain en friche ; qu'il n'existe aucune interaction entre les immeubles contigus et l'espace vert ; que de plus, la zone verte, située à ouest est très enclavée et qu'il y a lieu d'optimiser le fonctionnement du parc en intérieur d'îlot ;

Considérant que l'espace vert est envisagé en 2 sous-espaces : l'un entièrement public et l'autre (pour la partie plus enclavée dans du bâti ancien) semi-public et interconnecté avec un équipement développé au sein du PPAS est une perspective intéressante vu sa large dimension ;

Considérant que la commission de concertation souhaite que le nouveau PPAS permette de veiller à sécuriser l'espace vert aussi bien à l'ouest qu'à l'est de la parcelle par l'implantation de fonctions permettant un usage plurifonctionnel et contrôlé du parc de jour pour les équipements et en soirée pour les logements ; que le PPAS permet aussi de créer une utilisation de tout l'espace vert en lien avec les équipements et les logements aux alentours ainsi que de favoriser l'usage quotidien de cet espace vert, notamment par la création de l'axe de mobilité douce ;

Considérant que le projet du PPAS prévoit la disparition de boxes de garages abandonnés en intérieur d'îlot au profit de l'extension de la maison de repos située rue de la Belle au Bois Dormant ; que cette extension améliore le fonctionnement de l'intérieur d'îlot ;

Considérant que le projet de modification maintient presque intégralement le parc à son emplacement initial ; que cela a l'avantage de ne pas modifier la situation actuelle de l'espace vert, de conserver les hautes plantations en état et de jouer le rôle de tampon de verdure pour les immeubles du boulevard Machtens ; que le parc est globalement conservé à l'identique ; que les différents points d'accès au parc sont maintenus et que les modifications envisagées portent sur la position de l'accès, face à la rue Van Wambeek ;

Considérant, enfin, que le PRAS a également fixé un passage entre les 2 immeubles du boulevard Edmond Machtens ; que ce passage permet une division de l'îlot en 2 parties par un chemin dédié aux modes actifs traversant l'espace vert ; que cette traversée réservée à la mobilité douce permet de structurer l'îlot, actuellement, de taille surdimensionnée, et d'organiser une meilleure mobilité dans le quartier et d'améliorer l'accès et la visibilité du parc ;

Article 1

Sans préjudice des avis à intervenir auprès des autres autorités compétentes en la matière, d'émettre un AVIS FAVORABLE sur le projet à condition d'introduire des plans modificatifs tenant compte des remarques suivantes ;

- *constituer une limite maximale, exprimée en mètres carrés de surface de plancher totale, pour le plan de 17,200m², au lieu de 21,000 m² initialement prévus pour la modification du PPAS ;*
- *veiller à une meilleure intégration de la volumétrie projetée dans les gabarits existants au niveau des immeubles sis sur le carrefour de la rue de la Belle au Bois Dormant et la rue Van Wambeke ;*
- *reculer minimum de 3m l'implantation des gabarits prévus le long de l'avenue du Scheutbosch ;*
- *solliciter la dérogation afin de permettre la connexion des parkings entre les nouveaux bâtiments situés rue de la Belle au Bois Dormant au niveau des sous-sols sous la forme d'un passage de 3m de large sans possibilité de parking ni d'ouvrage d'art émergeant et s'assurer d'une profondeur de terre d'1m minimum à cet endroit ;*
- *agrandir la zone constructible en sous-sol côté rue de la Belle au Bois Dormant sous la zone de recul ;*
- *prévoir une actualisation de la précédente étude hydrogéologique en 2017-2018 ;*
- *supprimer les volumes perpendiculaires en intérieur d'îlot (hors maison de repos) ;*
- *supprimer les logements projetés au niveau du rez-de-chaussée le long de la rue de la Belle au Bois Dormant ;*
- *ne pas prévoir de zone d'accès SIAMU en intérieur d'îlot ;*
- *veiller à sécuriser l'espace vert aussi bien à l'ouest qu'à l'est de la parcelle par l'implantation de fonctions permettant un usage plurifonctionnel et contrôlé du parc de jour pour les équipements et de soirée pour les logements ;*
- *adapter les prescriptions littérales et graphiques en tenant compte des remarques exprimés par les instances dans leurs avis respectifs;*

Le projet de modification du PPAS 6D sera soumis à l'avis de la CRD en ce qui concerne la dérogation au PRAS (prescription 12 relative à la zone de parc) ;

Considérant que suite aux remarques émises en commission de concertation, une modification des plans et prescriptions a été proposée par le bureau d'étude en date du 29/04/2016 ;

Considérant qu'une limite maximale de 17,200m² de superficie plancher totale a été reprise dans les prescriptions littérales ;

Considérant que le bureau d'étude a proposé de créer des étages en recul au niveau des immeubles sis au carrefour de la rue de la Belle au Bois Dormant et de la rue Van Wambeke afin de garantir une meilleure intégration ; que les gabarits des bâtiments sur l'angle sont abaissés ;

Considérant que l'implantation des immeubles prévus le long de l'avenue du Scheutbosch a été reculée de 3m ;

Considérant que la dérogation au PRAS concernant la connexion entre les parkings en sous-sol des nouveaux bâtiments situés rue de la Belle au Bois Dormant, sous forme d'un passage de 3m de large, a été sollicitée auprès la CRD ; que le bureau d'étude propose de ne pas représenter cette connexion, mais simplement d'élargir la zone constructible en sous-sol sur le plan et de préciser dans les prescriptions littérales qu'il s'agit uniquement d'un passage de 3m de large sans possibilité de stationnement ;

Considérant que la zone constructible en sous-sol côté rue de la Belle au Bois Dormant sous la zone de recul a été agrandie ;
Considérant qu'une actualisation de la précédente étude hydrogéologique est prévue en 2017-2018 ;
Considérant que les volumes perpendiculaires en intérieur d'îlot ont été supprimés ; que cette solution rencontre les desideratas des riverains ;
Considérant que les logements projetés au niveau du rez-de-chaussée le long de la rue de la Belle au Bois Dormant ont été supprimés ; que ces espaces seront affectés en tant que commerce/équipement ;
Considérant que les zones d'accès SIAMU, situés en façades arrières des bâtiments projetés, ne sont pas représentés sur les plans ;
Considérant que l'implantation de différentes fonctions au niveau du rez-de-chaussée, permettant un usage plurifonctionnel du parc, a été prévue ;
Considérant que les prescriptions littérales et graphiques ont été modifiées conformément aux remarques émises en commission de concertation et suite à l'enquête publique ;
Considérant dès lors que les plans et prescriptions modifiées datant 3/06/2016 du répondent aux remarques émises en commission de concertation, aux remarques des réclamants et aux avis remis par BDU, Bruxelles Environnement et les instances consultées ;
Que conformément à l'article 50 du Cobat, il s'agit de modifications mineures n'ayant pas d'incidences sur l'environnement et ne nécessitant pas de procéder à une nouvelle enquête publique ;
Considérant l'avis favorable de la Commission Régionale du Développement (CRD), en ce qui concerne les dérogations au PRAS, remis en date du 1/06/2016.

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance des résultats de l'enquête publique et de l'avis de la commission de concertation et d'adopter définitivement le PPAS 6D mod bis modifié conformément à l'article 50, §1er du CoBAT.

Article 2 :

De transmettre le PPAS 6D mod bis au Gouvernement en vue de son approbation définitive conformément à l'article 50 du CoBAT.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Stedenbouw - RC - Wijziging bijzonder bodembestemmingsplan 6D mod-bis –
Aanvraag tot goedkeuring door regering**

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op artikel 123, °7 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de artikelen 98 en daarop volgend van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), aangenomen door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 9 april 2004 en in werking getreden op 5 juni 2004;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 november 1993 betreffende de speciale regelen van openbaarmaking en het openbaar onderzoek inzake stedenbouw en milieu, dat gewijzigd werd door het besluit van de

Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 juli 1997;
Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de overlegcommissies van 29 juni 1992;
Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening die op 21 november 2006 goedgekeurd is door de Brusselse Regering, en van kracht geworden is op 3 januari 2007;
Gelet op het Bijzonder Bestemmingsplan 6D mod goedgekeurd door koninklijk besluit op 19 september 1981;
Gelet op de verkavelingsvergunning nr. 66 aangenomen op 10/02/1987 ;
Gelet op de verkavelingsvergunning nr. 39 aangenomen op 7/01/1966 en gewijzigd op 20/06/2016;
Overwegende het artikel 52 van het BWRO waarin haar wijziging mogelijk wordt gemaakt, volgens de voorwaarden die er in werden opgenomen;
Overwegende dat de wijziging van het BBP 6D mod-bis onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking van 01/02/2016 tot en met 01/03/2016 in overeenstemming met het artikel 48 van het BWRO;
Overwegende dat de perimeter van het BBP begrensd wordt door de E Machtenslaan, de Scheutboslaan, de Schoonslaapsterstraat en de L Mettwielaan te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;
Overwegende dat zowel BSO – in zijn schrijven van 13/03/2015 – als het BIM – in zijn schrijven van 12/03/2015 – oordelen op basis van de in annex D beschreven criteria, de verschillende domeinen van het BWRO en in het licht van de, in het rapport van december 2014 opgemaakt door het studie bureau SKOPE, naar voor gebrachte elementen, dat het project van het BBP 6D mod-bis geen milieueffectenrapport vereist. Overwegende het gunstig advies met voorwaarden verstrekt door de overlegcommissie van 8/03/2016:

“Overwegende dat het project tot wijziging van het BBP 6D mod zich richt op een meer recente toepassing van het concept goede aanleg der ruimten en dat de inplanting van de gebouwen en volumes herzien wordt (in overeenstemming met de GSV), maar dat bovenal een meer gediversifieerde ruimtelijke ordening, wat betreft bestemmingen, voorgesteld wordt;

Overwegende dat dit grote niet-bebouwde perceel eigendom is van een vastgoedontwikkelaar en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek; dat in het kader van de wijziging van het BBP een terreinruil voorzien werd teneinde de eigendommen te kunnen groeperen en de mogelijkheden tot bouwen te optimaliseren en het BBP sneller en makkelijker in werking te kunnen doen treden;

Overwegende dat de opmerkingen, die geïntroduceerd werden gedurende het openbaar onderzoek of verbaal uitgedrukt werden gedurende de zitting van de overlegcommissie op 8/03/2016 betrekking hebben op volgende punten:

- *De urbanisatie, de densiteit en de verdeling van het te bouwen volume:*

-het project is te dens, het aantal woningen te hoog, het ongehinderd zicht op het groene binnengebied gaat verloren voor de bewoners van Paradisio;

-door te hoge volumes zal zonlicht verdwijnen;

-de slechte inplanting van functies en voorzieningen die het binnengebied penetreren dwars op de Schoonslaapsterstraat;

-volgens de bewoners is er geen vraag naar extra woningen in de wijk;

-het park zal te sterk ingesloten zijn wat de veiligheid niet ten goede zal komen;

-noodzaak om een grotere opening en toegang tot het park te voorzien in de Scheutboslaan teneinde niet aan de bestaande en toekomstige te raken;

-waken over de toegang voor brandweer via de Scheutboslaan;

-de hoogste niveaus “onder de dakgoot” beperken tot maximum 1m acroterie;

-lokaal een grotere bouwdiepte toestaan en/of de openingen in de bebouwing

langsheen de Schoonslaapsterstraat licht verkleinen, alles in overeenstemming met een globale bouwlimiet;

-de hoek Schoonslaapsterstraat/Scheutbos aanpassen teneinde een eenvoudiger constructie van de woningen toe te laten;

-de bouwzone met volume 6N in de Scheutboslaan verlengen, te vertrekken van de binnenkant van de hoek, met minstens 15 m;

-een tussenvolume 5N creëren in de Scheutboslaan;

-de afstand tussen de publieke parkzones gelieerd aan een voorziening en de woonzones tot 6m brengen teneinde het private karakter van de woningen in het binnengebied te garanderen;

Overwegende dat Brussel een bevolkingstoename kent en dat er een eveneens toenemende vraag naar woningen wordt vastgesteld; dat er in het oude centrum een aanbod van woningen is met een soms onvoldoende kwaliteit en dat er dus een vraag naar meer kwalitatieve woningen is; dat de gemeente, met de opmaak van dit plan, de site en de wijk een nieuwe impuls wil geven;

Overwegende dat het wenselijk is te vermijden dat bewoners de stad verlaten;

Overwegende dat het oude BBP, momenteel van kracht, geen ruimte voorziet voor gemeenschappelijke voorzieningen; dat er heel weinig voorzieningen, zoals ontmoetingsplaatsen, scholen, kinderdagverblijven, ... , in de wijk te vinden zijn; dat het huidige project het aantal vierkante meter bestemd voor de gemeente doet toenemen teneinde te voldoen aan haar behoeften wat betreft woningen en openbare voorzieningen;

Overwegende dat de constructie in het binnengebied gelimiteerd is; dat het idee is de voetgangersverbinding te kaderen en er voorzieningen te installeren in de groene ruimte, en zodoende een interactie te bewerkstelligen;

Overwegende dat het desalniettemin wenselijk is het project te dedensifiëren;

Overwegende dat het park globaal genomen behouden blijft in vergelijking met het BBP dat van kracht is en met het GBP, en dat de verschillende toegangen behouden blijven;

Overwegende dat de afstand tussen de bestaande appartementsgebouwen in de Machtenslaan en de nieuwe constructies in de Scheutboslaan ongeveer 25m uit elkaar liggen; dat deze afstand lijkt op de breedte van een gewone straat en dat de geplande volumes dus weinig impact zullen hebben op de bestaande gebouwen; dat het desondanks wenselijk is de volumes voorzien in de Scheutboslaan enkele meters terug te trekken;

Overwegende dat het nog steeds mogelijk is de nieuwe volumes te herzien;

- *De architecturale kwaliteit van de woningen:*

-IFC vraagt de verwijdering van art. 1.6.§2 uit de schriftelijke voorschriften, waarin gesteld wordt enkel doorlopende woningen te creëren (of hoekwoningen) met een oppervlakte groter dan 35m²;

Overwegende dat deze wijziging weinig adequaat is, naast de zwakke kwalitatieve woningen die dit zou opleveren, verplicht zij ook tot het aanleggen van een verharde toegang voor brandweer en hulpdiensten in het binnengebied voor slechts enkele mono georiënteerde woningen;

Overwegende anderzijds dat het niet wenselijk is een toegang voor brandweer en hulpdiensten te creëren in het binnengebied;

- *Mobiliteit:*

-het project houdt geen rekening met de toegangen tot de garages, noch met de dagelijkse leveringen, ...;

-men vreest een toenemende circulatie en dus ook geluid en vervuiling;

-men vreest dat er meer geparkeerd zal worden op de openbare weg;

-de inplanting van winkels brengt het risico met zich mee op een nog meer toenemende verkeersdruk, alsook een nog groter gebrek aan parkeerplaatsen;

-de voorziene volumes in het binnengebied creëren minder ondergrondse parkeerplaatsen;

-er bestaan reeds problemen rond wild parkeren in de wijk, er is dus nood aan het integreren van striktere maatregelen en controles;

-het is wenselijk gemeentelijke parkeerplaatsen aan te leggen;

-verplichten dat elke parking gelieerd is aan een woning, en het verhuren van parkeerplaatsen aan derden verbieden;

-een parkeerplaats per wooneenheid volstaat niet (veel huishoudens bezitten 2 of meer voertuigen);

-het aantal toegangen tot de ondergrondse parkeerplaatsen beperken en deze zoveel mogelijk groeperen;

Overwegende dat deze praktische bezwaren op de mobiliteit in de wijk geen onderdeel uitmaken van het BBP maar van de globale mobiliteits-politiek van de gemeente; dat er met de bezwaren rekening zal worden gehouden;

Overwegende dat de GSV voor heel het Brussels gewest 1 parkeerplaats per woning als gemiddelde voorziet;

Overwegende dat de kleine handelszaken en/of voorzieningen in de wijk gefrequentieerd zullen worden door mensen uit de wijk zelf en dat deze bewegingen dus niet noodzakelijk extra verkeer zullen genereren;

-een ondergrondse verbinding voorzien tussen de nieuw op te trekken gebouwen in de Schoonslaapsterstraat;

-de mogelijkheid voorzien ondergronds te bouwen 5m verder dan de gevels in de zone voor koeren en tuinen; eveneens voorzien ondergronds te kunnen bouwen in de parkzones;

-op het plan de maximale uitbreiding van de ondergrondse garages niet aanduiden, of deze grens 6m of 10m verder dan de maximale bouwdiepte leggen;

Overwegende dat de vraag van IFC, in verband met de ondergrondse verbinding tussen de verschillende volumes en het uitbreiden van de maximale ondergrondse bouwzone, toe laat één enkele ondergrondse parkeerplaats te creëren die ingericht wordt in een enkele rijrichting; dat dit bezwaar aannemelijk lijkt maar de ingang van het park in de Schoonslaapsterstraat zich situeert in parkgebied op het GBP; dat deze vraag voorgelegd werd aan BSO; dat na analyse BSO constateerde dat deze aanvraag in afwijking is met het GBP aangezien de bestemmingen op het plan niet enkel aan de oppervlakte gelden maar ook onder de grond; dat doorgaans de bouw van dergelijke infrastructuren een fase van graaf- en afbraakwerken veronderstelt; dat het in werkelijkheid enkel gaat om een verbinding van maximaal 3m breedte; dat de werken aan de oppervlakte niet het vellen van bomen en/of nivelleringswerken mogen omvatten; dat er geen bouwwerken noch kunstwerken aan de oppervlakte worden opgetrokken (verluchting, schoorsteen, ventilatie, toegang,...); dat minstens een laag aarde van een 1m dikte bewaard moet blijven en dit om begroeiing toe te laten; dat het aanvaardbaar is een dergelijke afwijking van beperkte grootte aan te vragen en dat de constructie beperkt blijft tot enkel en alleen een verbinding tussen twee ondergrondse parkeerplaatsen;

Overwegende dat het wenselijk is de maximale ondergrondse bouwzone uit te breiden, niet onder de zone voor koeren en tuinen, maar onder de achteruitbouwstrook ter hoogte van de voorgevel;

- Het nieuwe park;

-gevreesd wordt voor hinder in de vorm van lawaaioverlast en drugoverlast; noodzaak tot beveiligen van het nieuwe park en het 's nachts te sluiten;

-wenselijk een wilde tuin te creëren en niet een zoveelste stedelijk park;
-de actuele semi-natuurlijke waarde van de site bewaren alsook een toekomstig onderhoud voorzien om de capaciteit van deze zone ten volle te benutten in termen van natuurlijk patrimonium, beschermen en valoriseren van bio diverse ontwikkelingen, de toegang tot de zone natuurlijk belemmeren mede door een dichte begroeiing, de grote bomen conserveren, de bestaande fruitbomen beschermen en nieuwe gediversifieerde beplanting voorstellen, ook hoogstammig, en strijden tegen de invasieve exoten;
-een zone voorzien specifiek voor honden;
-de wens een gedeeltelijk semipubliek park te creëren;
-geen noodzaak aan een nieuw park, want reeds een bestaand park van 6 hectare op slechts 100m;
-de twee ingangen in de Schoonslaapsterstraat schrappen teneinde de veiligheid en de rust van het park te garanderen;
-de twee zones park gelieerd aan een publieke voorziening omvormen tot zone voor tuinen en koeren teneinde een gemakkelijke toegang tot de woningen te garanderen;
Overwegende dat deze groene ruimte reeds voorzien werd in het BBP dat van kracht is alsook op het GBP en dat het dus onmogelijk is deze te verwijderen; dat het park grotendeels behouden blijft en dat ook de ingangen nagenoeg identiek blijven; dat dit park een belangrijk gegeven is wat betreft de waterhuishouding in de wijk, maar ook voor het welzijn van de bewoners en bezoekers; dat gedurende het ontwerp en de aanleg van dit park de bewoners geconsulteerd zullen worden; dat de creatie van een park niet gelijkstaat aan criminaliteit; dat deze bezwaren niet onder het BBP vallen maar eerder onder de inrichting en de werking hiervan en dat deze aspecten behandeld zullen worden in de stedenbouwkundige vergunningen;

- Infiltratie- en overstromingsproblematiek:

-dat het een drassig terrein betreft en dat iedere nieuwe constructie het gevaar met zich brengt de drainage te bemoeilijken; dat het grondwaterpeil op -3m staat; dat de oude bedding van de Leybeek zich niet langer op het terrein bevindt (de beek werd gekanaliseerd); dat de kern van het binnengebied het laagste punt in de omgeving is; dat het gebied als een spons fungeert voor het water dat van de hoger gelegen gebieden komt; dat er reeds problemen zijn wat betreft infiltratie en overstroming in de bestaande appartementsgebouwen; dat deze problemen zullen verergeren door de aanleg van het nieuwe project; dat de bestaande infiltratieproblemen te wijten zijn aan constructieproblemen (rapport met betrekking tot de vaststelling van het al dan niet aanwezig zijn van milieueffecten);

-dat het niet wenselijk is het binnengebied op te vullen met nieuwe constructies noch met ondergrondse garages; dat bouwen in binnengebied geen goed idee is gezien het negatieve effect het gewicht van deze nieuwe constructies heeft op de sponsfunctie van het terrein en dat het grondwater nog verder zal stijgen; dat het noodzakelijk is het bestaande rioleringsstelsel te verifiëren teneinde zich te verzekeren dat deze niet verzadigd zal raken;

-dat het noodzakelijk is een tweede hydrologische studie te laten uitvoeren teneinde de haalbaarheid van een nieuw volume met 7 bouwlagen en twee ondergrondse verdiepingen te onderzoeken;

Overwegende dat er reeds een hydro-geologische studie bestaat, uitgevoerd door Pirnay SA op 17/10/2010, waarin gesteld wordt dat, gezien de geotechnische situatie, de inplanting van gebouwen op de site geen invloed heeft op de aangrenzende constructies, en dat deze nieuwe volumes onderhavig moeten zijn aan een studie die de geconcludeerde bemerkingen toetst in het licht van een kwalitatieve en duurzame uitvoering alsook in vergelijking met de hydrologische context;

Overwegende dat de kwaliteit van het terrein reeds vanaf het begin gekend is; dat het dus noodzakelijk zal zijn rekening te houden met deze context bij toekomstige

projecten; dat deze context gelijkaardig is voor heel Brussel en dat dit nieuwe ontwikkelingen niet in de weg mag staan; dat het noodzakelijk zal zijn bij iedere stedenbouwkundige vergunning met deze problematiek rekening te houden; Overwegende dat Leefmilieu Brussel niet geoordeeld heeft dat een buitengewone aandacht noodzakelijk is; dat water bij mooi weer snel verdampt en dat dankzij de aanwezige vegetatie het niet een werkelijk vochtige zone betreft;

- *Sanering van het huishoudelijk afvalwater:*

-de term “plaatselijke waterzuivering” is niet duidelijk;
-de realisatie van een vloeiveld of infiltratiegreppels is niet haalbaar in deze zone;
-de realisatie van een gescheiden waterafvoer van het “grijze water” en het “zwarte water” is zeer beperkend voor appartementsgebouwen met een beperkt aantal wooneenheden;
-de plaatselijke zuivering van het “grijze water” is niet realistisch voor elk gebouw;
Overwegende dat dit aspect van toekomstige projecten geëvalueerd kan worden bij het afleveren van een stedenbouwkundige vergunning, waarbij steeds de goede plaatselijke aanleg in het oog zal worden gehouden;

- *De handelszaken en de openbare voorzieningen:*

-geen vraag naar meer handelszaken in de wijk;
-een lokale supermarkt kan mits een gelieerde parking wordt voorzien;
Overwegende dat een vraag naar een uitgebreider aanbod aan handelszaken in de wijk een constante is bij de gemeentelijke diensten; dat elke aanvraag van stedenbouwkundige vergunning geanalyseerd zal worden en dat mogelijke hinder vermeden moet worden;
-Voorrang geven aan openbare voorzieningen eerder dan aan handelszaken;
Overwegende dat, parallel met een toenemende vraag naar woningen, de gemeente een bijkomend aanbod aan scholen en kinderdagverblijven tracht te realiseren;

- *De procedure:*

-noodzakelijk het GBP te respecteren wat betreft de begroeiing in het binnengebied en in deze zone niet te bouwen;
Overwegende dat het park in grote lijnen identiek blijft wat betreft de oppervlaktes en de verschillende toegangen, met slechts een beperkte wijziging teneinde de toegang uit te lijnen ten opzichte van de Van Wambekestraat; dat de uitbreiding van de residentie in het binnengebied zich situeert daar waar momenteel reeds bebouwing aanwezig is (garage boxen);

- *De voorschriften:*

-bepaalde voorschriften kunnen contracties of onduidelijkheden veroorzaken;
-het artikel betreffende stalplaatsen voor fietsen lijkt niet overeen te stemmen met de GSV noch met de actuele eisen van het BIM;
-definities toevoegen aan de legende N niveau in achteruitbouw en P plat dak in de cirkels in de voorschriften;
-de waarde 3m maximale hoogte voor verdiepingen boven 2 verdiepingen kan te weinig blijken rekening houdend met de technische benodigdheden; een waarde van 3,10m voorzien;
-er bestaan materialen die natuurlijke materialen imiteren en die perfect beantwoorden aan de voorwaarden de generale regel van §1; het is interessant deze materialen niet te verbieden;
-betreffende terrassen en uitsprongen in de gevel dezelfde waarden als de GSV

hanteren;

-aan het artikel 12 “behandeling van de daken en het dakmateriaal” toevoegen “in zoverre dat deze maatregel de regelgeving inzake brandpreventie respecteert”;

-het begrip intensief groendak is niet verenigbaar met de toegestane hoogte van de verdiepingen;

-het begrip “ingebouwd” dakvenster is niet duidelijk;

-de begrenzing van de grootte voor dakvensters van 80x100cm is te strikt, zeker gezien binnen de vereisten voor natuurlijke belichting van de GSV;

-aluminium als materiaal voor het schrijnwerk zou moeten worden toegelaten; er kan bovendien gespecificeerd worden hoeveel % gerecycleerd aluminium moet zijn;

-het voorschrift met betrekking tot de zone voor tuinen en koeren lijkt elke vorm van terras te verbieden aan de voorgevel; het is noodzakelijk de terrassen in te planten volgens de toekomstige positie van de woonruimten en de oriëntatie van de site;

- *Hinder:*

-het is wenselijk een reglement op te stellen wat betreft de momenten dat vuilnis buiten mag gezet worden en opgehaald wordt;

-de perimeter bezit een uitzonderlijke sonore kwaliteit die de bewoners graag wensen te behouden; de nieuwe constructies zullen afbreuk doen aan die kwaliteit;

Overwegende dat deze opmerkingen niet het onderwerp zijn van het BBP;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Directie Studies en Planning van Brussel Stedelijke Ontwikkeling, van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Adviesraad voor Huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van Brussel Leefmilieu en van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Anderlecht ingewonnen heeft;

Overwegende de aanbevelingen overgemaakt op 1/03/2016 door de Directie Studies en Planning van Brussel Stedelijke Ontwikkeling, zijnde:

Het voorontwerp van wijziging van het BBP wordt opgevat als middel om:

De oorspronkelijk voorziene woonfunctie te behouden en een ontwikkelingspotentieel te ontwikkelen voor zowel privé investeerders als de gemeente.

De inplanting van openbare voorzieningen als noodzakelijke toevoeging voor de creatie van woningen in te planten.

Een groene ruimte te creëren in de wijk die toelaat een kwalitatief groen netwerk te onderbouwen alsook een zekere gebruiksvriendelijkheid in de wijk te ondersteunen, waarbij steeds de biologische karakteristieken van de plaats gerespecteerd worden.

Een betere garantie om het project te integreren in het bestaande geheel, of het nu is in verhouding tot de appartementsgebouwen in de Schoonslaapsterstraat of tot de woningen en gebouwen in de Scheutboslaan. Er worden minder hoge en monolithische volumes voorgesteld (4 tot 6 verdiepingen) dan de bestaande torens in de Mettwielaan (8 + technische verdieping).

De verwijdering van de verlaten garage boxen te faciliteren ten bate van de uitbreiding van de residentie in de Schoonslaapsterstraat.

De voorschriften voorgesteld in het ontwerp van wijziging van het BBP beantwoorden aan deze doelstellingen.

Niettegenstaande het voorstellen van minder hoge volumes (4 tot 5 + technische verdieping) dan de appartementsgebouwen in de Mettwielaan (8 + technische verdieping) of dan de volumes zoals opgenomen in het originele van kracht zijnde BBP, zijn de voorgestelde appartementsgebouwen door het voorliggende ontwerp van BBP in de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboslaan nog steeds hoger dan de bestaande volumes van de aangrenzende bouwblokken (2 tot 4 plat + technische verdieping), in het bijzonder de twee appartementsgebouwen beginnend aan de volumes die het binnengebied penetreren dwars op de Schoonslaapsterstraat.

Deze appartementsgebouwen kunnen een schaduw creëren op de gebouwen met woningen en openbaren voorzieningen in het binnengebied en zullen het reeds half bebouwde kruispunt (Van Wambeke) dichtsnoeren daar waar deze zone net een ontsluiting vraagt.

De gebouwen aan de overzijde van de Schoonslaapsterstraat op de hoek van de Van Wambekestraat kennen vandaag minder hoge volumes alsook een achteruitbouwstrook teneinde het kruispunt te vrijwaren. Het is noodzakelijk te waken over een betere integratie van de voorgestelde volumes in de bestaande context om tot een meer coherente ruimte te komen.

Betreffende de conformiteit van het voorliggend ontwerp met de plannen die van kracht zijn op de perimeter:

Eerst en vooral dient gesteld te worden dat de wijziging van het BBP afwijkt van het GBP (meer bepaald de verschuiving van een zone bestemd als pad naar het verlengde van de Van Wambekestraat) volgens het artikel 42 van het BWRO.

De cumulatieve voorwaarden van deze aanvraag tot afwijking moeten door de gemeente gemotiveerd worden.

Het voorliggend voorontwerp en het advies van de overlegcommissie worden voorgelegd aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie (GOC) die binnen de 30 een advies moet uitbrengen over de wenselijkheid van de aangevraagde afwijking ten opzichte van het GBP.

De voorziene bestemmingen in het ontwerp van wijziging van het BBP komen overeen met de bestemmingen van het GBP.

Een strook parkgebied op het GBP tegenover de Bougainville's straat werd in het BBP opgenomen als zone voor tuinen en koeren. Teneinde verwarring te vermijden vraagt BSO deze zone duidelijk te begrenzen en te benoemen op het bestemmingsplan. Alle voorschriften met betrekking op deze zone moeten in overeenstemming zijn met de bestemming parkgebied volgens het GBP.

Verkavelingsvergunningen

De verkavelingsvergunningen nr. 68 (10/02/1987) en nr. 27 (01/06/1973) bevinden zich in de perimeter van het te wijzigen BBP.

Het BBP moet in overeenstemming zijn met deze verkavelingsvergunningen.

Bescherming van het onroerend erfgoed:

De site omvat geen beschermd erfgoed of gevrijwaarde monumenten ingeschreven op de bewaarlijst tot bescherming.

Geen enkel bouwwerk dat grenst aan de site is opgenomen in de, als overgangsmaatregel bedoelde, wettelijke lijst voor monumenten en gehelen opgetrokken voor 1932 (art. 333 BWRO). Het ontwerp tot wettelijke inventaris maakt evenmin melding van dergelijke bouwwerken.

*De restruimte bevat geen bomen of planten van opmerkelijk belang, het gaat hier om een beplanting die spontaan gegroeid is, waaronder enkele grote wilgen (*Salix alba*), typisch voor een dergelijke open en licht vochtige omgeving. Het terrein bezit geen bijzonder natuurlijk erfgoed-waarde. Geen enkel element aanwezig op het terrein werd opgenomen in de inventaris voor merkwaardige bomen (<http://arbres-inventaire.irisnet.be/>).*

De perimeter omvat geen archeologische sites (Atlas van de archeologische ondergrond).

Het terrein bevat geen enkel element met een bijzonder erfgoed-waarde.

Wat betreft het binnengebied, het overgrote gedeelte van het groen is bewaard gebleven. Dit gebied zal deels omgevormd worden tot publiek park. De Directie Monumenten en Landschappen wenst betrokken te worden bij de creatie van dit park teneinde te waken over de goede kwaliteit van dit project.

Grafische voorschriften:

Betreffende de grafische voorschriften wenst de administratie de volgende opmerkingen te formuleren:

Algemeen zou een ruimte van ongeveer 10cm onder de cartouche van elk plan voorzien moeten worden zodat de minister zijn handtekening kan aanbrengen.

Liggingsplan

Betreffende het liggingsplan werden enkele problemen vastgesteld wat betreft de representatie (stijl en/of dikte) van een aantal elementen op het plan alsook in de legende, alsook de beschrijving van de perimeter van bestaande BBP's.

Plan van de bestaande rechtstoestand

Betreffende het plan van de bestaande rechtstoestand:

De achtergrond van het plan (straten, percelen, bebouwingsgrens, ...) zouden ook buiten een straal van 50m rond de perimeter van het BBP moeten worden weer gegeven. De bebouwingsgrens moet ook binnen de straal van 50m rond het BBP en binnen de perimeter weergegeven worden;

Bepaalde percelen hebben geen referentie, of zijn foutief begreemd.

Bestemmingsplan

Betreffende het bestemmingsplan:

Een schakering groen, donkerder dan het groen voor de "zone voor tuinen en koeren" is op het plan terug te vinden ter hoogte van de Mettewielaan, de Machtenslaan en de Scheutboslaan, maar niet in de legende;

De verschillende schakeringen geel die de "publieke ruimten" representeren zijn niet dezelfde op het plan en in de legende;

De ondergrond van het plan bevat elementen zoals de voetpaden, riooldeksels, beplantingen en verschillende schakeringen grijs, deze elementen moeten in de legende worden opgenomen onder de titel "Algemeen".

De verschillende groenschakeringen zijn moeilijk van elkaar te onderscheiden bij het afdrukken.

De grafische maatschalen verschillen tussen plan en legende;

Nota's:

De geschiedenis van de BBP's zoals weergegeven op het liggingsplan en het notitieboek "Rapport" is onvolledig en bevat enkele fouten;

De lijst met de aan de gemeentelijke autoriteiten voor handtekening voor te leggen evenementen beantwoord niet aan de organisatie van de procedure zoals voorgeschreven door het BWRO: er bestaat geen voorlopige goedkeuring meer, enkel nog de beslissing tot onderwerping aan openbaar onderzoek door de gemeenteraad.

De administratie behoudt zich het recht een definitieve uitspraak te nemen ten aanzien van het ontwerp van wijziging van het BBP nr. 6D – MACHTENSWIJK, na kennis te hebben genomen van de adviezen en bemerkingen geformuleerd gedurende het openbaar onderzoek en tijdens de zitting van de overlegcommissie.

Overwegende dat het advies van het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM), overgemaakt op 01/03/2016, herinnert aan het feit dat de geklasseerde installaties, in het licht van de ordonnantie met betrekking tot de milieuvergunningen van 5/06/1997, onderwerp uitmaken van de milieueffectenrapportage (voor de installaties van klasse 1B) of van een de milieueffectenstudie (voor de installaties van klasse 1A) of ze al dan niet liggen binnen de perimeter van een BBP met milieueffectenrapportage of niet;

Overwegende dat het BIM de aandacht vestigt op het feit dat de voorschriften "artikel 5 Waterbehandeling en afvalverwerking" de term "perceel" niet adequaat is en dat het eerder gaat om "binnen de perimeter van het BBP"; dat het BIM verzoekt dat het noodzakelijk is het artikel 5 aan te passen aangezien de intenties niet duidelijk zijn; dat het noodzakelijk is het "artikel 8 gemeenschappelijke garages" aan te passen omdat het deel van de Schoonslaapsterstraat, kant Mettewie, niet beschikt over een zone omlijnd met driehoeken (zone voor collectieve ondergrondse garages), of dat men ook in deze zone in geval van afbraak/heropbouw een dergelijke zone voorziet; dat het noodzakelijk is het "artikel 8 fietsenstalling" te wijzigen aangezien de woningen met een oppervlakte kleiner dan 50m² vrijgesteld zijn van een parkeerplaats en dat het belangrijk is dit te compenseren met een fietsenstalling; dat het BIM de noodzaak

onderstreept extensieve groene daken te verplichten voor de volumes die meer dan 4 verdiepingen omvatten; dat het noodzakelijk is in het “artikel 15 inrichting van de open ruimten en beplantingen” op te nemen dat het verboden is invasieve soorten te gebruiken; dat, tenslotte, BIM de aandacht van de gemeente vestigt op het feit dat aandacht moet gaan naar de te gebruiken materialen voor de voetgangerspaden, daar sommige niet handig zijn voor personen met een beperkte mobiliteit;

Overwegende dat het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt op 10/02/2016, vaststelt dat het project rekening houdt met de opmerkingen van de omwonenden en dat het een goed project betreft; desalniettemin wenst het de aandacht van de auteurs van het project te vestigen op de noodzaak een groene bufferzone te behouden tussen de bestaande constructies en de nieuwe appartementsgebouwen die ingeplant zullen worden; dat bijgevolg een dergelijke groene bufferzone gewaarborgd wordt;

Overwegende het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt op 18/02/2016; dat de Raad de wil van de Gemeente verwelkomt om de bouw van woningen op de site van het BBP 6D te bevorderen en aldus een antwoord te bieden op de demografische evolutie die de komende jaren in het Brussels gewest wordt verwacht. Zoals voorzien in de doelstellingen, dringt ook de Raad erop aan dat het scheppen van de ze woongelegenheid met de verwezenlijking van collectieve uitrustingen gepaard zou gaan, en in het bijzonder met de bouw van een school. De ruimte, die aan de collectieve uitrustingen wordt voorbehouden, moet bijgevolg groot genoeg zijn om met name de vestiging van een onderwijsinstelling mogelijk te maken teneinde aan de huidige en toekomstige noden op dit vlak te voldoen. De Raad verwelkomt eveneens de inspanningen van de Gemeente om de groene ruimte tussen de nieuwe woonzone en de bestaande bebouwing te vrijwaren en aldus een bufferzone te creëren;

Overwegende het advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt op 22/02/2016; de commissie ondersteunt de ontwikkeling van woningen en voorzieningen in deze zone, die heel goed bereikbaar is met het openbaar vervoer; dat de commissie de inrichting van een bedieningstraject ondersteunt dat uitsluitend bestemd is voor voetgangers en fietsers via het huizenblok tussen de Van Wambekestraat en de Edmond Machtenslaan. In dit grote huizenblok komt er een voetgangers- en fietsverbinding die een kwaliteitsvolle binnenweg verschaft. De baanbreedte voor deze doorgang moet minimaal drie meter bedragen. De commissie vraagt dat die minimale breedte van drie meter de werkelijke breedte wordt, vrij van beplanting. Als de weg wordt omzoomd door hagen, is het verkieslijk in een minimale breedte van vier meter te voorzien;

Overwegende dat de Adviesraad voor Huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen en het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Anderlecht niet binnen de vooropgestelde termijn hebben geantwoord en dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt te zijn, in het licht van het artikel 49 van het BWRO;

Gelet op de opmerkingen van de omwonenden die geïntroduceerd werden gedurende het openbaar onderzoek of verbaal uitgedrukt werden gedurende de zitting van de overlegcommissie;

Gelet op de adviezen uitgebracht door BSO, het BIM, de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gewestelijke Mobiliteitscommissie voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het BBP 6D mod, dat van kracht is, zeer punctuele zones voor bebouwing voorziet waardoor enkel de ontwikkeling van geïsoleerde woontorens mogelijk is; dat dit type bebouwing, ontwikkeld aan de straatzijde in de Machtenslaan, reeds zijn beperkingen en nadelen getoond heeft; dat het plan dat vandaag voorligt deze zelfde fouten niet wil maken en de negatieve effecten wil tegengaan door een

eerder traditioneel bouwprogramma voor te stellen, zijnde een aaneengesloten bebouwing aan de straatzijde, met gelimiteerde ondergrondse verdiepingen; dat dit soort bebouwing zich beter integreert in de typologie van de wijk;

Overwegende dat het voorliggende BBP toelaat een betere integratie van het programma in de bestaande context te garanderen, of dat nu met de appartementsgebouwen in de Schoonslaapsterstraat is of met de eengezinswoningen en appartementsgebouwen in de Scheutboslaan;

Overwegende dat de minder hoge en minder monolithische volumes (4 tot 6 verdiepingen), dan de appartementsgebouwen in de Mettewielaan (8 + technische verdieping), beantwoorden aan Titel I van de GSV;

Overwegende dat de overlegcommissie vraagt een bovengrens in te stellen, uitgedrukt in vierkante meter voor de totale vloeroppervlakte, voor het ganse project van 17,200m² (woningen en openbare voorzieningen); dat deze vermindering van de vloeroppervlakte gerealiseerd kan worden ofwel via een vermindering van de volumes in de hoogte of via de grondinname;

Overwegende dat BSO vraagt, in zijn advies van 01/03/2016, te waken over een betere integratie van het geprogrammeerde volume ter hoogte van de bestaande appartementsgebouwen op het kruispunt van de Schoonslaapsterstraat en de Van Wambekestraat; dat de overlegcommissie deze zorg onderschrijft;

Overwegende dat de overlegcommissie zich positief uitspreekt ten voordele van het behouden van het artikel 1.6.§2 in de voorschriften, betreffende een minimale vloeroppervlakte voor niet mono georiënteerde- en hoekwoningen; dat dit deels beantwoord aan de noodzaak een kwalitatief woonaanbod te stimuleren, maar evengoed gemotiveerd wordt door het feit dat mono georiënteerde woningen aan de achtergevel een toegangsweg voor brandweer en hulpdiensten vereisen en dat dit te vermeden is;

Overwegende dat het noodzakelijk een milieuvergunning in te dienen voor een parking met 25 plaatsen of meer;

Overwegende dat de overlegcommissie voorstelt een nieuwe hydro geologische studie te laten uitvoeren in 2017-2018, of een actualisatie van de bestaande studie;

Overwegende dat de vraag van IFC om een ondergrondse verbinding tussen de nieuw te bouwen volumes te realiseren langs de Schoonslaapsterstraat, teneinde één grote ondergrondse parkeergarage te bewerkstelligen, aannemelijk klinkt; dat deze ondergrondse verbinding zich onder parkgebied bevindt; dat deze vraag bestudeerd werd door BSO en dat na analyse bleek dat deze aanvraag afwijkt van het GBP aangezien de bestemmingen zoals getekend op het plan niet enkel betrekking het op de bovengrond maar ook onder de grond; dat doorgaans de bouw van dergelijke infrastructures een fase van graaf- en afbraakwerken veronderstelt; dat de werken aan de oppervlakte niet het vellen van bomen en/of nivelleringswerken mogen omvatten; dat het in werkelijkheid enkel gaat om een verbinding van maximaal 3m breedte; dat er geen bouwwerken noch kunstwerken aan de oppervlakte mogen worden opgetrokken (verluchting, schoorsteen, ventilatie, toegang,...) dat minstens een laag aarden van 1m dikte bewaard moet blijven en die om begroeiing toe te laten; dat het aanvaardbaar is een dergelijke afwijking van een beperkte grootte aan te vragen en dat de constructie beperkt blijft tot enkel en alleen een verbinding tussen twee ondergrondse parkeerplaatsen;

Overwegende dat het BBP de inplanting van openbare voorzieningen als onmisbare aanvulling ziet bij het realiseren van woningen; dat de wijziging van het BBP 6D mod een uitgelezen kans is, in haar nieuwe versie, een volledig afwezige functie in het originele BBP te integreren: openbare voorzieningen met een maatschappelijk belang; dat deze bestemming onmisbaar zijn bij het realiseren van een groot woningaanbod; dat het de bedoeling is een ruimer aanbod aan bestemmingen te creëren binnen de perimeter van het BBP, een gegeven wat in het oude BBP over het hoofd werd gezien;

Overwegende dat de overlegcommissie vraagt de zone voor openbare voorzieningen in

het binnengebied te reduceren; dat het gedeelte voorzien voor gemeenschappelijke voorzieningen (buiten de uitbreiding van de residentie) geschrapt moet worden en dat deze openbare voorzieningen geïntegreerd moeten worden in de aangrenzende volumes;

Overwegende dat de overlegcommissie de wens koestert dat er, in het te urbaniseren gebied langsheen de Schoonslaapsterstraat, geen woningen op de gelijkvloerse verdiepingen gerealiseerd worden;

Overwegende dat de wijziging van het BBP eveneens toelaat een groene ruimte in de wijk te creëren die een kwalitatief groen netwerk mee ondersteund, maar evengoed beantwoord aan de nood tot een meer gebruiksvriendelijke wijk; dat bij dit alles de biologische karakteristieken niet uit het oog worden verloren;

Overwegende dat het parkgebied, zoals momenteel getekend op het GBP, een braakliggend terrein is; dat er geen enkele wisselwerking bestaat tussen de omliggende appartementsgebouwen en deze groene ruimte; dat, bovendien, deze groene zone in het westen zeer ingesloten is en dat het wenselijk is het functioneren van dit gebied te optimaliseren;

Overwegende dat het park dat men voor ogen heeft in twee delen uit elkaar te halen valt: één volledig toegankelijk voor het publiek en een tweede deel, het meer ingesloten deel door de reeds bestaande bebouwing, semipubliek en gelieerd aan een nog te ontwikkelen openbare voorziening, voorzien in het voorliggende ontwerp van BBP; dat dit een interessant gegeven is gezien de grote afmetingen van het terrein;

Overwegende dat de overlegcommissie verlangt dat het BBP voorziet in maatregelen die de controle van deze groene ruimte garanderen, zowel in het westen als in het oosten van het terrein, en dit door middel van de goede inplanting van diverse functies die een multifunctioneel gebruik van deze ruimte toestaan, zowel overdag voor de openbare voorzieningen als 's nachts voor de woningen; dat het BBP eveneens toelaat een gebruik van de hele groene ruimte te realiseren en in verbinding met de openbare voorzieningen en de omliggende woningen; dat ook het dagdagelijks gebruik van deze zone wordt bevorderd, onder meer door de aanleg van een zachte verkeersas;

Overwegende dat het ontwerp van BBP het verdwijnen van de verlaten garage boxen in het binnengebied voorziet ten voordele van een uitbreiding van de residentie gelegen in de Schoonslaapsterstraat; dat deze uitbreiding het functioneren van het gebied verbetert;

Overwegende dat het ontwerp van wijziging van het BBP het park haast volledig identiek bewaard; dat dit als voordeel heeft dat de actuele situatie van de groene zone niet gewijzigd dient te worden; dat de hoog stammige begroeiing bewaard kunnen worden en dat deze als bufferzone aangewend kunnen worden voor de bestaande appartementsgebouwen in de Machtenslaan; dat het park in grote lijnen onveranderd blijft; dat de verschillende toegangen tot het park behouden blijven en dat de geplande wijzigingen zich situeren ter hoogte van de ingang tegenover de Van Wambeekstraat;

Overwegende, ten slotte, dat het BBP een doorgang voorziet tussen de twee appartementsgebouwen in de Machtenslaan; dat deze zachte doorgang, voorbehouden voor voetgangers en fietsers, het binnengebied in twee delen verdeeld en toestaat deze over gedimensioneerde ruimte te structureren; dat een kwalitatievere mobiliteit in de wijk georganiseerd kan worden en dat de zichtbaarheid van het park hierdoor toeneemt;

Artikel 1

Onverminderd de adviezen in te winnen bij de bevoegde autoriteiten, een GUNSTIG ADVIES uit te brengen op het project, op voorwaarde volgende opmerkingen te respecteren:

- een bovengrens instellen, uitgedrukt in vierkante meter voor de totale vloeroppervlakte, voor het ganse project van 17,200m² in plaats van 21,000m² origineel voorzien in het BBP;*

- *toezien op een betere integratie van de voorziene volumes binnen de bestaande bebouwde context ter hoogte van de appartementsgebouwen op het kruispunt van de Schoonslaapsterstraat en de Van Wambekestraat;*
- *de geplande constructies in de Scheutboslaan terug trekken over een afstand van 3m;*
- *een afwijking van het GBP aanvragen voor de ondergrondse verbinding tussen de te construeren parkeergarages in de Schoonslaapsterstraat, in de vorm van een verbinding van maximaal 3m breedte zonder de mogelijkheid tot parkeren noch tot de constructie van kunstwerken, waarbij de bedekking van 1m aarde gegarandeerd wordt;*
- *de maximale bouwzone voor ondergrondse garages uitbreiden onder de achteruitbouwstrook in de Schoonslaapsterstraat;*
- *een actualisatie van de reeds bestaande hydro geologische studie voorzien in 2017-2018;*
- *de volumes die het binnengebied penetreren dwars op de Schoonslaapsterstraat verwijderen (met uitzondering van de residentie);*
- *de woningen voorzien op de gelijkvloerse verdiepingen langsheen de Schoonslaapsterstraat schrappen;*
- *geen toegang voor brandweer en hulpdiensten voorzien in het binnengebied;*

toezien op de implementatie van maatregelen die de controle van deze groene ruimte garanderen, zowel in het westen als in het oosten van het terrein, en dit door middel van de goede inplanting van diverse functies die een multifunctioneel gebruik van deze ruimte toestaan, zowel overdag voor de openbare voorzieningen als 's nachts voor de woningen;

- *de schriftelijke en grafische voorschriften aanpassen rekening houdend met de opmerkingen geformuleerd door de bevoegde instanties in hun advies;*

Het ontwerp van wijziging van het BBP 6D zal voorgelegd worden aan het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie (GOC) voor wat betreft de afwijking ten opzichte van het GBP (voorschrift 12 parkgebieden);”

Overwegende dat volgend op de bezwaren en opmerkingen geformuleerd gedurende de overlegcommissie, een wijziging van de plannen en de voorschriften door het studiebureau voorgesteld werd op 4/05/2016;

Overwegende dat een maximale bovengrens, wat betreft de vloeroppervlakte van het ganse project, van 17,200m² vastgelegd werd in de schriftelijke voorschriften;

Overwegende dat het studiebureau een voorstel indiende om de appartementsgebouwen op het kruispunt van de Schoonslaapsterstraat en de Van Wambekestraat te voorzien van etages in achteruitbouw teneinde een betere integratie van de nieuwe volumes in de bestaande context te garanderen; dat de hoekvolumes verlaagd werden;

Overwegende dat de geplande volumes ter hoogte van de Scheutboslaan 3m ingekort werden;

Overwegende dat de afwijking ten opzichte van het GBP betreffende de ondergrondse verbinding tussen de ondergrondse parkeergarages in de Schoonslaapsterstraat, in de vorm van een verbinding van 3m breedte, voorgelegd werd aan de GOC; dat het studiebureau voorstelt deze verbinding niet te tekenen op het grafisch plan, maar de zone voor ondergrondse bebouwing op het plan uit te breiden, en enkel in de schriftelijke voorschriften te preciseren dat het gaat om een verbinding met een maximale breedte van 3m zonder de mogelijkheid tot parkeren;

Overwegende dat de maximale bouwzone voor ondergrondse garages uitgebreid werd

onder de achteruitbouwstrook langsheen de Schoonslaapsterstraat;
Overwegende dat een actualisatie van de voorgaande hydro-geologische studie voorzien zal worden in 2017-2018;
Overwegende dat de geplande volumes die het binnengebied penetreren dwars op de Schoonslaapsterstraat geschraapt werden; dat deze oplossing tegemoet komt aan de wens van de omwonenden;
Overwegende dat de voorziene woningen op de gelijkvloerse verdiepingen langsheen de Schoonslaapsterstraat geschraapt werden; dat de vrijgekomen ruimte bestemd zal worden als handelszaak/openbare voorziening;
Overwegende dat geen toegangen voor brandweer en hulpdiensten, ter hoogte van de achtergevels van de geplande gebouwen, voorzien zullen worden;
Overwegende dat de inplanting van verschillende functies, ter hoogte van de gelijkvloerse verdieping, zorgend voor een multifunctioneel gebruik van het park, voorzien werden;
Overwegende dat het ontwerp van de schriftelijke en grafische voorschriften van het BBP 6 D mod-bis afgeleverd door het studiebureau aangepast werden op 4/05/2016 volgens de voorafgaande opmerkingen geformuleerd gedurende de overlegcommissie en het openbaar onderzoek;
Overwegende dat de gewijzigde plannen en voorschriften bijgevolg beantwoorden aan de opmerkingen geformuleerd door de overlegcommissie, aan de bezwaren van de omwonenden en aan de adviezen van BSO, het BIM en de andere geconsulteerde instanties;
Dat, in overeenstemming met het artikel 50 van het BWRO, het enkel minimale aanpassingen betreft die geen invloed hebben op het milieu en bijgevolg geen opmaak van een nieuw openbaar onderzoek vereisen;
Overwegende het gunstig advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie (GOC), voor wat betreft de afwijkingen ten opzichte van het GGP, overhandig op 1/06/2016.

BESLIST :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de resultaten van het openbaar onderzoek en van het advies van de overlegcommissie en het BBP 6 D mod-bis, gewijzigd in overeenstemming met het artikel 50, §1^e van het BWRO, definitief goed te keuren;

Artikel 2 :

Het BBP 6 D mod-bis te overhandigen aan de Regering met het oog op goedkeuring in overeenstemming met het artikel 50 van het BWRO.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0049 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Urbanisme - RC - Règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ) « Place
Communale » – Demande d'approbation au gouvernement.**

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT), prévoit dans ces articles 91 à 93 la possibilité pour le Conseil Communal d'édicter des règlements

communaux d'urbanisme, pour tout ou partie du territoire communal ; que ces règlements communaux d'urbanisme (RCU) portent sur les mêmes matières que celles régies par le règlement régional d'urbanisme (RRU) et le complètent ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ;

Vu l'article 92 du CoBAT qui précise la procédure d'élaboration des Règlements Communaux d'Urbanisme ;

Considérant que le projet de RCUZ a été approuvé provisoirement par le conseil communal en date du 20/01/2016 ;

Considérant que l'élaboration du RCUZ a été soumise aux mesures particulières de publicité du 01/02/2016 au 01/03/2016 ;

Considérant que le règlement communal d'urbanisme zoné porte sur un périmètre précis, à savoir : la Place Communale, la rue du Prado, la rue Comte de Flandre, la rue Henri Vandermaelen, la rue du Facteur, la rue Bonnevie, le Parvis Saint-Jean Baptiste, la rue Doyen Adriaens, la rue Hélène Ryckmans, la rue de Ribaucourt n° 1 à 11 et n° 2 à 14, la rue Doyen Fierens n° 3 à 29, rue du Chœur n°15, rue du Maroquin n° 27, rue de l'Ecole n° 78, rue du Presbytère n°24, rue de l'Avenir 2, chaussée de Gand n° 43 et 65, quai des charbonnages n°6 à 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis favorable conditionné émis par la Commission de Concertation en date du 8/03/2016 :

« Considérant que le RCUZ se situe au PRAS en zone d'habitation et forte mixité, en zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement (ZICHEE) et dans le périmètre de 2 biens classés, à savoir : l'église Saint-Jean-Baptiste classée en date du 29/02/1984 et la Maison Communale de Molenbeek-Saint-Jean classée en date du 13/04/1995 ;

Considérant que les remarques introduites durant l'enquête publique ou exprimées oralement lors de la séance de la commission de concertation du 8 mars 2016 portent notamment sur les points suivants :

-La faisabilité :

- la traduction de la volonté politique de préserver le patrimoine telle que présenté semble peu réaliste ;

- les normes à respecter sont trop éloignées de la réalité ;

- il est déjà difficile de faire appliquer les réglementations en vigueur ;

- il est à craindre que le nombre de demandes de permis d'urbanisme en dérogation augmente ;

Considérant que la majorité des dossiers traités dans ce périmètre sont déjà situés dans le PPA place communale et/ou dans le périmètre d'un bien classé, engendrant la plupart de temps un passage en commission de concertation ; que la procédure ne sera pas plus alourdie mais que des balises plus précises pourront plus facilement être communiquées permettant la réalisation plus encadrée des projets ;

-Les aides régionales :

- les aides régionales ne sont pas destinées à l'essentiel des travaux envisagés ce qui peut avoir des conséquences financières disproportionnées pour les propriétaires étant donné que leurs revenus sont parfois modestes ;

- les propriétaires s'inquiètent par exemple de la restitution d'éléments d'ornementation disparus non couverts par la prime au petit patrimoine ;

Considérant que la manière d'appliquer le règlement dans le temps reste du cas par cas ; qu'il est possible d'établir un planning de travaux ;

Considérant que la commune a demandé auprès la CRMS et DMS un élargissement de

l'attribution des primes ; qu'elle pourrait être plus largement ouverte, notamment à des éléments qui se retrouvent dans les immeubles voisins composant un ensemble architectural ;

-La communication :

- l'importance d'une communication aux propriétaires est à souligner ;

- une communication adaptée au public concerné est nécessaire ;

Considérant qu'une communication a déjà été faite de manière publique ; qu'il reste bien entendu primordial de communiquer et d'informer en amont ;

Considérant que la Commission de Concertation a sollicité l'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites ;

Considérant les recommandations émises en date du 11/04/2016 par la Commission Royale des Monuments et des Sites (CRMS), à savoir :

Le règlement zoné vise la préservation et la mise en valeur du centre historique de la Commune de Molenbeek. Son périmètre s'articule autour de deux monuments majeurs, qui sont à leur tour bordés d'ensembles bâtis cohérents : la maison communale et l'église Saint-Jean-Baptiste. Le RCUZ s'étend, en outre, aux rues du Comte de Flandre, Prado, Henri Vandermaelen et Bonnevie. Le périmètre comprend plusieurs monuments classés et/ou zones de protection légales. Outre l'ensemble néoclassique de la place Communale et les abords de l'église Saint-Jean-Baptiste en style Art déco – Moderniste, d'autres ensembles urbains, chacun avec des caractéristiques propres, ont été identifiés dans le périmètre : l'ensemble de maisons bourgeoises de style néoclassique/éclectique de la rue Vandermaelen, l'ensemble néoclassique composé des maisons modestes de la rue Bonnevie et l'ensemble de maisons de rapport éclectiques de la rue Comte de Flandre.

L'élaboration du RCUZ s'est fondée sur un travail exhaustif d'inventorisation et de recherches dans les archives communales. Ce travail a non seulement permis de définir les ensembles urbains cités ci-dessus mais également d'identifier les façades « hors contexte » (présentant une rupture dans les front bâtis) ainsi que les immeubles remarquables. Pour ces derniers immeubles, tous actes et travaux seront soumis à l'avis de la CRMS et de la Commission de Concertation.

A travers ses prescriptions spécifiques, le RCUZ, mise sur la préservation, l'entretien et la réparation des éléments du bâti existant qui sont visibles depuis l'espace public, tout en mettant en valeur les caractéristiques architecturales d'origine et en renforçant la homogénéité des ensembles urbains et des fronts bâtis en général. Les prescriptions concernant la composition et le traitement des façades ainsi que des devantures (parements, couleurs, menuiseries extérieures, corniches, ferronneries dispositifs techniques et éclairages), les gabarits et toitures (surélévations, lucarnes, forme et matériaux des toitures), les enseignes, publicités et dispositifs commerciaux ainsi que l'occupation de l'espace public (terrasses et leur mobilier, étalages et dispositifs mobiliers). Le cas échéant, ces prescriptions sont modulées en fonction des caractéristiques spécifiques des différents ensembles urbains.

La Commission se réjouit de l'élaboration du présent règlement communal d'urbanisme zoné qui constituera un instrument urbanistique adéquat et performant pour contribuer à la requalification du centre historique de Molenbeek-Saint-Jean et de son patrimoine immobilier. Elle félicite la Commune ainsi que le bureau d'étude de cette initiative et de la qualité du travail effectué.

La Commission approuve le document dans sa globalité, sans remarques fondamentales. Elle demande seulement d'y apporter les précisions suivantes :

- En ce qui concerne le modèle de châssis qui est préconisé pour le bâti néoclassique ainsi que pour les immeubles éclectiques datant de la fin du XIXe – début XXe siècles, il convient de préciser sur le document de référence la largeur maximale de la partie visible des montants fixes (depuis l'extérieur) : il s'agit en effet de réduire au maximum la largeur « visible » et de cacher le dormant le*

plus possible derrière l'embrasure.

- *La maison classée au n°38 rue du Comte de Flandre a été erronément indiquée au n°42 sur l'annexe 3.*

Pour conclure, la Commission espère que le RCUZ « Place Communale » sera rapidement mis en application. Elle estime, par ailleurs, que ce document pourrait servir de source d'inspiration pour des initiatives semblables ayant comme objectif de mettre en valeur le patrimoine néoclassique d'autres parties de la commune et de la Région.

Considérant que le règlement a également été soumis à l'avis du Conseil Consultatif du Logement (CCL) de la commune de Molenbeek-Saint-Jean mais que celui-ci ne rendra pas d'avis concernant le Règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ), estimant qu'il ne concerne pas le logement/l'habitat proprement dit ;

Vu les avis émis par les habitants durant l'enquête publique ou exprimés oralement lors de la séance de la commission de concertation ;

Vu l'avis remis par la Commission Royale des Monuments et des Sites ;

Considérant que le RRU, en vigueur depuis 2006, encadre déjà les projets de manière efficace ; que toutefois, les caractéristiques du territoire communal indiquent, depuis quelques temps, la nécessité d'élaborer un règlement spécifique pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean ; que le problème principal est le manque d'entretien des façades et les interventions qui dénaturent la composition ;

Considérant que le souhait est d'être particulièrement restrictif sur la zone du centre ; qu'actuellement, la commune n'a comme base que le PPAS place communale et la recommandation sur les teintes, mais que ceci n'est pas suffisant ; que la commune ne dispose pas de ligne de conduite claire à utiliser comme base de dialogue avec les commerçants ainsi qu'avec Atrium ;

Considérant que fin 2012, le service de l'urbanisme a mis en chantier l'élaboration d'une grille d'analyse permettant de lister les problèmes spécifiques et les moyens d'actions à mettre en place ;

Considérant que le règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ) 'place communale' a, avant tout, un objectif patrimonial et de valorisation du paysage urbain ; que ce fondement sera précisé dans les prescriptions introductives ;

Considérant que le RCUZ vise à conserver la cohérence caractéristique du périmètre et des ensembles (gabarits, formes de toitures, répétition d'éléments stylistiques, ...) mais aussi la qualité intrinsèque des immeubles les plus intéressants ;

Considérant que le RCUZ veille également à l'amélioration du paysage urbain par la gestion des paroboles, des panneaux publicitaires, l'entretien des façades, ... ;

Considérant que dans cette perspective, le règlement cadre l'image commerciale, afin que celle-ci ne porte pas atteinte à la qualité du bâti et au paysage urbain ;

Considérant que le règlement traitera des interventions sur les façades à rue, sur les toitures visibles depuis l'espace public et sur les aménagements aux abords qui ont une incidence sur la lisibilité des façades (terrasses et mobiliers urbains liés aux commerces/horeca) ;

Considérant que les prescriptions générales s'appliquent à l'ensemble des immeubles du périmètre ; que des prescriptions spécifiques sont applicables à des ensembles urbains à valeur urbanistique et patrimoniale (délimités précisément sur carte, en annexe du règlement) ;

Considérant que des ensembles urbains ont été déterminés ; que l'ensemble urbain 'place communale' est le principal ensemble du règlement ;

Considérant qu'une attention particulière est portée aux ensembles architecturaux, à quelques bâtiments remarquables, aux devantures patrimoniales dans/hors des ensembles urbains et aux façades hors contexte ;

Considérant que dans le mode de fonctionnement une importance primordiale est donné aux annexes – cartes, schémas/modèles ;

Considérant que le règlement présente au niveau de l'exigence un caractère dégressif ; qu'il s'agira en premier lieu de veiller à entretenir et conserver les éléments d'origine et anciens qui subsistent ; qu'ensuite, dans certains cas précis et limitatifs, la restitution d'éléments anciens pourrait être imposée ; que les autres interventions seront cadrées par des règles basées notamment sur l'intégration et le respect des différentes typologies ; que les règles les plus strictes seront justifiées dans et par les ensembles urbains, en particulier celui de la place Communale ;

Considérant que le RCUZ vise à préserver et améliorer la qualité de vie dans le quartier par l'amélioration du cadre bâti environnant ; que le projet a la volonté de contribuer au respect et à la préservation du patrimoine bâti de qualité en informant sur les possibilités de primes à la rénovation et à l'embellissement de façades et en visant l'amélioration visuelle du cadre bâti ; que le règlement vise à favoriser l'accès du public à une information qualitative ;

Considérant que ce règlement s'est basé sur des exemples de RCU et de RCU zoné élaboré par d'autres communes et a été adapté à la situation spécifique de l'hypercentre de Molenbeek-Saint-Jean, à savoir : un patrimoine bâti de qualité mais peu entretenu, quartier commerçant à redynamiser ;

Article 1

Sans préjudice des avis à intervenir auprès des autres autorités compétentes en la matière, d'émettre un AVIS FAVORABLE sur le projet à condition de tenir compte des remarques suivantes :

- Adapter les prescriptions littérales en tenant compte des remarques exprimés par les instances dans leurs avis ou exprimés oralement lors de la séance de la commission de concertation ; »*

Considérant que suite aux remarques émises en commission de concertation, la modification des prescriptions a été fournie par le bureau d'étude en date du 07/06/2016 ;

Considérant que les plans et prescriptions modifiés répondent aux remarques émises en commission de concertation, aux remarques des réclamants et aux avis remis par la CRMS et les instances consultées.

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance des résultats de l'enquête publique et de l'avis de la commission de concertation et d'adopter définitivement le Règlement Communal d'Urbanisme Zoné « Place Communale » modifié conformément à l'article 92 du CoBAT.

Article 2 :

De transmettre le Règlement Communal d'Urbanisme Zoné « Place Communale » au Gouvernement en vue de son approbation définitive conformément à l'article 92 du CoBAT.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Stedenbouw - RC - Zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening (ZGSV)
“Gemeenteplaats” – Aanvraag tot goedkeuring door regering

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gelet op artikel 123, °7 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de artikelen 91 tot en met 93 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), die voorzien in de mogelijkheid voor de Gemeenteraad gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen (GemSV), voor heel of een gedeelte van het gemeentelijke grondgebied, op te stellen; dat deze gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen betrekking hebben op dezelfde materie als dewelke die valt onder de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) en deze verder aanvult;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening die op 21 november 2006 goedgekeurd is door de Brusselse Regering, en van kracht geworden is op 3 januari 2007.

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 november 1993 betreffende de speciale regelen van openbaarmaking en het openbaar onderzoek inzake stedenbouw en milieu, dat gewijzigd werd door het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 juli 1997;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de overlegcommissies van 29 juni 1992;

Gelet op artikel 92 van het BWRO dat de procedure van de uitwerking van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen behandelt;

Overwegende dat het ontwerp van zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening voorlopig goedgekeurd werd door de gemeenteraad op 20/01/2016;

Overwegende dat de uitwerking van de ZGSV onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking van 01/02/2016 tot en met 01/03/2016;

Overwegende dat de zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening betrekking heeft op een precieze perimeter, zijnde: de Gemeenteplaats, de Pradostraat, de Graaf van Vlaanderenstraat, de Henri Vandermaelenstraat, de Briefdragerstraat, de Bonneviestraat, het Sint-Jan-Baptistvoorplein, de Deken Adriaensstraat, de Hélène Ryckmansstraat, de Ribaucourtstraat nr. 1 tot en met 11 en nr. 2 tot en met 14, de Deken Fierensstraat nr. 3 tot en met 29, de Koorstraat nr. 15, Marokijnstraat nr. 27, de Schoolstraat nr. 78, de Pastorijstraat nr. 24, de Toekomstraat nr. 2, de Steenweg op Gent nr. 43 en 65 en de Koolmijnenkaai nr. 6 tot en met 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende het gunstig advies met voorwaarden verstrekt door de overlegcommissie van 8/03/2016:

“Overwegende dat de ZGSV zich op het GBP situeert in typische woongebieden en sterk gemengde gebieden, in gebied van culturele, historische of esthetische waarde of voor stadsverfraaiing (GCHEWS) en in de perimeter van 2 gevrijwaarde monumenten, zijnde: de Sint-Jan-Baptistkerk volledig ingeschreven op de bewaarlijst op 29/02/1984 en het Gemeentehuis van Sint-Jans-Molenbeek volledig beschermd op 13/04/1995;

Overwegende dat de opmerkingen, die geïntroduceerd werden gedurende het openbaar onderzoek of verbaal uitgedrukt werden gedurende de zitting van de overlegcommissie op 8/03/2016, betrekking hebben op volgende punten:

- *De haalbaarheid:*

- de vertaling van de politieke wil om het patrimonium te beschermen en te vrijwaren, zoals heden voorgesteld, lijkt weinig realistisch;*

- de te respecteren normen zijn te ver verwijderd van de realiteit;*

- het is momenteel reeds moeilijk de geldende regelgevingen toe te passen en af te dwingen;*

- het valt te vrezen dat het aantal aanvragen van stedenbouwkundige vergunning met afwijking zal toenemen;*

Overwegende dat reeds de meerderheid van het aantal behandelde aanvragen van stedenbouwkundige vergunning binnen het BBP Gemeenteplaats en/of binnen de perimeter van een gevrijwaard monument, behandeld worden door de overlegcommissie; dat de procedure dus niet bemoeilijkt wordt, maar dat dankzij duidelijkere bakens makkelijker met de bevolking gecommuniceerd kan worden waardoor een beter omkaderde realisatie van projecten mogelijk wordt;

- *Gewestelijke hulpbronnen:*

-de gewestelijke hulplijnen zijn niet op maat gemaakt voor de aard van de werken die door dit reglement geïmplementeerd worden, wat de nodige disproportionele financiële gevolgen kan hebben voor de eigenaren gezien hun niet zelden bescheiden inkomsten;
-de huiseigenaren maken zich zorgen omtrent bijvoorbeeld het herstellen van verdwenen sierelementen die niet gedekt worden door de subsidie klein erfgoed;
Overwegende dat de wijze waarop het reglement toegepast wordt geval per geval zal bekijken; dat het mogelijk is een planning van de werken op te stellen;
Overwegende dat de gemeente reeds een aanvraag indiende bij de KCML en de DML om een uitbreiding van de subsidies te bekomen; dat men bij het toekennen van subsidies ontvankelijker zou kunnen zijn, in het bijzonder voor elementen die zich bevinden op aangrenzende gebouwen die zich situeren in stedelijke en/of architecturale gehelen;

- *Communicatie:*

-het belang van een communicatie gericht naar de eigenaars dient onderlijnt te worden;
-een heldere en aangepaste communicatie naar het publiek is noodzakelijk;
Overwegende dat een communicatiecampagne gericht op het publiek reeds ondernomen werd; dat het van primordiaal belang is steeds te blijven communiceren en informeren;
Overwegende dat de overlegcommissie het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML) wenste te solliciteren;
Overwegende de aanbevelingen opgesteld op 11/04/2016, door de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, zijnde:
De zonale verordening richt zich op het behoud en de valorisatie van het historisch centrum van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek. De perimeter van het reglement situeert zich rond 2 belangrijke beschermde monumenten, die op hun beurt weer omringd worden door architecturale en stedelijke gehelen: het gemeentehuis van Sint-Jans-Molenbeek en de Sint-Jan-Baptistkerk. Verder heeft de ZGSV betrekking op de Graaf van Vlaanderenstraat, de Pradostraat, de Henri Vandermaelenstraat en de Bonneviestraat. De perimeter bevat verschillende geklasseerde monumenten en/of vrijwaringszones. Naast het neoklassieke geheel van de Gemeenteplaats en de omgeving van de Sint-Jan-Baptistkerk in Art déco/modernistische stijl, bevat de perimeter andere stedelijke gehelen, elk met zijn eigen karakteristieke eigenschappen: in de Vandermaelenstraat een geheel van Bourgeoiswoningen in neoklassieke/eclectische stijl, de bescheiden neoklassieke woningen in de Bonneviestraat of de eclectische opbrengsteigendommen in de Graaf van Vlaanderenstraat.
De uitwerking van de ZGSV is gebaseerd op een exhaustief inventarisatiewerk en uitgebreide opzoekingen in de gemeentelijke archieven. Dit werk laat niet enkel toe stedelijke en architecturale gehelen te benoemen maar leent zich ook tot het identificeren van gevels “buiten context” (die een breuk vertegenwoordigen in de gevelrij) en het herkennen van buitengewone gebouwen. Wat betreft deze laatste categorie zullen alle handelingen en werken onderworpen zijn aan het advies van de

KCML en de overlegcommissie.

Doorheen alle verschillende voorschriften richt de ZGSV zich op het behoud, het onderhoud en de herstelling van elementen van het bestaande patrimonium dat zichtbaar is vanop het openbare domein, waarbij de architecturale karakteristieken naar waarde worden geschat en daar waar nodig versterkt. De homogeniteit in de verschillende gehelen wordt eveneens versterkt. De voorschriften inzake de compositie en de behandeling van de gevels alsook van de etalages (versieringen, kleuren, schrijnwerkerij, dakgoten, ijzerwerk, technische installaties en verlichting), de volumes en dakconstructies (verhogingen, dakkappelen, vorm en materiaal van de daken), de uithangborden, publicitaire panelen en commerciële installaties alsook hun bezetting van de publieke ruimte (terrassen, uitstallingen en mobiele installaties). In voorkomend geval zullen deze voorschriften genuanceerd kunnen worden in functie van de specifieke karakteristieken van de verschillende stedelijke gehelen.

De commissie is verheugd met de uitwerking van de voorliggende zonale stedenbouwkundige verordening die een adequaat en helder stedenbouwkundig instrument moet blijken. De ZGSV moet tevens een hulpmiddel zijn voor de her kwalificatie van het historische centrum van Sint-Jans-Molenbeek en zijn patrimonium. De commissie feliciteert de gemeente alsook het studie bureau met dit initiatief en de kwaliteit van het geleverde werk.

De commissie keurt, zonder fundamentele opmerkingen, het voorliggende document in zijn globaliteit goed. Desalniettemin vraagt zij enkele verbeteringen aan te brengen, zijnde:

- *Wat betreft het model inzake schrijnwerk dat aanbeveelt wordt voor de neoklassieke gebouwen alsook voor de eclectische appartementsgebouwen daterend van het einde van de 19^e begin 20^e eeuw, is het aangewezen in het referentiedocument de maximale grootte van de zichtbare vaste raamljsten van het schrijnwerk te preciseren (aan de buitenkant): het gaat er in feite om zoveel mogelijk de zichtbare niet beweeglijke delen van het raam aan het oog te onttrekken.*
- *De geklasseerde woning in de Graaf van Vlaanderenstraat nr. 38 werd in bijlage 3 foutief als nr. 42 aangeduid.*

Ter conclusie hoopt de commissie dat de ZGSV “Gemeentplaats” snel in werking zal treden. Zij verwacht bovendien dat dit document zou kunnen dienen als inspiratiebron voor gelijkaardige initiatieven in andere delen van de gemeente en van het gewest, die als doel hebben het neoklassieke patrimonium te hervalueren.

Overwegende dat het reglement eveneens werd voorgelegd aan het advies van de Adviesraad voor Huisvesting van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek maar dat deze laatste geen advies geeft betreffende de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Zoneverordening, menend dat deze eigenlijk niet de huisvesting/het wonen betreft.

Gelet op de bezwaren ingediend door de bewoners bij het openbaar onderzoek, of verbale aanbevelingen uitgedrukt gedurende de overlegcommissie;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen;

Overwegende dat de GSV, in voege sinds 2006, de geviseerde projecten reeds op een effectieve manier omkaderd; dat de karakteristieken van het gemeentelijk territorium sinds enkele tijd de noodzaak voor een specifiek reglement voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek onderlijnen; dat het kernprobleem het gebrek aan onderhoud van de gevels is; dat bovendien ingrepen die de compositie van de gevel schaden niet zelden zijn;

Overwegende dat het de wens is een bijzondere aandacht te hebben voor het centrum van de gemeente; dat heden enkel het BBP “Gemeentplaats” en de aanbevelingen “Kleur in Molenbeek” als basis kunnen dienen maar dat dit niet voldoende is; dat de gemeente niet over een duidelijke gedragslijn beschikt als basis voor haar

communicatie met bewoners en handelaars, alsook met Atrium;

Overwegende dat eind 2012, de dienst stedenbouw van de gemeente, met de uitwerking van een analysemethode gestart is om de specifieke problemen en mogelijke oplossingen op te lijsten;

Overwegende dat de zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening "Gemeenteplaats" in eerste instantie het patrimonium en de valorisatie van het stedelijke landschap beoogt; dat deze grondslag verduidelijkt zal worden in de inleidende voorschriften;

Overwegende dat de ZGSV tracht een karakteristieke eenheid binnen de perimeter en de verschillende gehelen te bewaren (volumes, dakvormen, herhaling van stijlelementen,...) maar dat ook de intrinsieke kwaliteiten van de meest interessante gebouwen naar waarde worden geschat;

Overwegende dat de ZGSV eveneens zal trachten te waken over de verbetering van het stedelijke landschap door middel van het beheren van schotelantennes, reclamepanelen, het onderhoud van de gevels,...;

Overwegende dat in dit opzicht, het reglement de commerciële uitstraling zal trachten te kaderen teneinde dat deze geen schade toebrengt aan het stedelijke landschap en het patrimonium;

Overwegende dat de verordening ingrepen ter hoogte van de voorgevel zal behandelen, alsook ter hoogte van de vanop de publieke ruimte zichtbare daken en de aanpalende inrichtingen die een impact hebben op de leesbaarheid van de voorgevels (terrassen, mobiele inrichtingen gelieerd aan handels- en horecazaken);

Overwegende dat de algemene voorschriften van toepassing zijn op alle gebouwen binnen de perimeter; dat de specifieke voorschriften van toepassing zijn op stedelijke gehelen met een stedenbouwkundige en patrimoniale waarde (een kaart van de precieze begrenzingen van deze gehelen is terug te vinden in de bijlagen);

Overwegende dat een aantal stedelijke gehelen werd vastgesteld; dat het geheel "Gemeenteplaats" het belangrijkste is binnen de verordening;

Overwegende dat er bijzondere aandacht uitgaat naar de architecturale gehelen, naar de opmerkelijke gebouwen alsook naar de oorspronkelijke etalages binnen of buiten de stedelijke gehelen; dat ook de gebouwen buiten context de nodige aandacht krijgen;

Overwegende dat binnen de manier waarop de verordening werkt een primordiaal belang wordt gegeven aan de bijlagen, zowel kaarten als schema's en modellen;

Overwegende dat wat betreft de bepalingen het reglement een afnemend karakter bezit; dat het in eerste instantie gaat om het onderhouden en bewaren van originele elementen; dat vervolgens, in bepaalde gelimiteerde gevallen, de herstelling van bepaalde elementen kan worden opgelegd; dat andere ingrepen gekadreed zullen worden binnen de regels die waken over de integratie en het respect voor de verschillende typologieën; dat de meest strenge bepalingen verantwoord worden door de stedelijke gehelen, meer in het bijzonder het stedelijk geheel "Gemeenteplaats";

Overwegende dat de ZGSV tracht de levenskwaliteit in de wijk te bewaren en te vergroten door de kwaliteit van de constructies binnen de perimeter te verbeteren; dat het project eveneens als doel heeft bij te dragen aan het respect en de vrijwaring van het patrimonium door de bevolking hieromtrent beter te informeren over de verschillende subsidies die bestaan voor de renovatie en de verfraaiing van de gevels; dat de verordening ernaar streeft een beter begrip bij de bevolking te creëren door middel van een duidelijke en kwalitatieve informatie;

Overwegende dat het voorliggend reglement gebaseerd is op voorbeelden van gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen en zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen opgesteld door andere gemeenten; dat het reglement werd aangepast aan de specifieke situatie van het hyper-centrum van Sint-Jans-Molenbeek, zijnde een kwalitatief patrimonium, maar slecht onderhouden, in een te herdynamiseren commerciële wijk;

Artikel 1

Onverminderd de adviezen in te winnen bij de bevoegde autoriteiten, een GUNSTIG ADVIES uit te brengen op het project, op voorwaarde volgende opmerkingen te respecteren:

- *De schriftelijke voorschriften aanpassen rekening houdend met de opmerkingen geformuleerd door de bevoegde instanties in hun advies of verbaal uitgedrukt gedurende de overlegcommissie;*

Overwegende dat het ontwerp van de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening “Gemeenteplaats” afgeleverd door het studiebureau aangepast werd op 07/06/2016 volgens de voorafgaande opmerkingen gemaakt gedurende de overlegcommissie;

Overwegende dat de gewijzigde plannen en voorschriften bijgevolg beantwoorden aan de opmerkingen geformuleerd door de overlegcommissie, aan de bezwaren van de omwonenden en aan het advies van de KCML;

BESLIST :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de resultaten van het openbaar onderzoek en van het advies van de overlegcommissie en de Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening (ZGSV) “Gemeenteplaats”, gewijzigd in overeenstemming met het artikel 92 van het BWRO, voor te leggen voor definitieve goedkeuring aan de Gemeenteraad gedurende zijn eerstvolgende zitting;

Artikel 2 :

De Zonale Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening “Gemeenteplaats” te overhandigen aan de Regering met het oog op goedkeuring in overeenstemming met het artikel 92 van het BWRO.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0050 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Vente des boxes de garage communaux situés boulevard Louis Mettwie, 73-81, en sous-sol du complexe du Domaine Fleuri.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu sa décision du 20 avril 2016 décidant e.a. :

Article 1 :

D'approuver la vente via une procédure de gré à gré, avec publicité préalable, de la totalité des boxes de garage (129) situés à Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Louis Mettwie, 67-83, en sous-sol du complexe dénommé « Le Domaine Fleuri », ces biens étant repris au cadastre sous la quatrième division, section C, numéros 177/H et 180/F ;

Article 2 :

De fixer le prix minimum de la vente à 1.136.000,00 EUR ;

Article 3 :

De couvrir les frais encourus par la publicité de la vente par les crédits inscrits à l'article 9220/123/20 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Considérant qu'eu égard au principe de transparence, plusieurs publicités ont été

effectuées notamment : sur le site internet « VLAN » et dans le journal « VLAN » pendant 3 semaines, et dans le « Molenbeek Info », affiches aux valves du sous-sol du complexe du Domaine Fleuri, aux valves de la Maison Communale, aux valves de la Maison Maritime ;

Considérant que les offres introduites auprès de l'administration communale par des candidats acquéreurs sont les suivantes :

N° de boxe	Offre 1	Offre 2	Offre 3	Offre 4
Pour les 129 boxes	516.000 €			
Pour les 129 boxes		1.315.800 €		
496			10.000 €	
497			10.000 €	
498			10.000 €	
499			10.000 €	
501			10.000 €	
499				
511				
512				
513				
515				
527				
539		11.000 €		88.000 €
711 B				

Vu l'offre d'achat n°1 introduite par un candidat pour 129 garages d'un montant de 519.000 EUR (inférieure à l'estimation du Bureau d'expertise Maestro) ;

Vu l'offre d'achat n° 2 introduite par un candidat pour 129 garages d'un montant de 1.315.800,00 EUR (supérieure à l'estimation du Bureau d'expertise Maestro) ;

Vu l'offre d'achat n°3 introduite par un candidat pour les garages n° 496, n°497, n°498, n°499, n°501 au prix de 10.000 EUR/par garage (inférieure à l'estimation du Bureau d'expertise Maestro) ;

Vu l'offre d'achat n°4 introduite conjointement par 3 candidats n°4 tout en agissant en tant que candidats non solidaires et s'engageant chacun pour les seules parts qui le concernent pour 8 garages (n°499, n°511, n°512, n°513, n°515, n°527, n°539, n°711 B) d'un montant de 11.000 EUR/par garage (inférieure à l'estimation à l'estimation du Bureau d'expertise Maestro) ;

Considérant que les offres inférieures aux estimations du Bureau d'expertise Maestro ne peuvent être retenues ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 juin 2016 ;

DECIDE :

Article 1:

De ne pas retenir les offres n°1, 3 et 4 car inférieures à l'estimation du bureau d'expertise désigné à cet effet ;

Article 2 :

D'accepter l'offre d'achat n°2 et d'approuver la vente des 129 garages situés boulevard Louis Mettewie, 73-81, cadastrés en division 4, section C, n°177 h, pour un montant total de 1.315.800, 00 EUR ;

Article 3:

De charger le service des Affaires Juridiques de gérer la suite du dossier administratif de la vente.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Verkoop van gemeentelijke garageboxen gelegen Louis Mettewielaan 73-81, op de kelderverdieping van het complex van het Fleuridomein.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt ;

Gelet op zijn beslissing van 20 april 2016 beslissend o.a.:

Artikel 1:

De verkoop goed te keuren via een procedure van verkoop uit de hand, met voorafgaande bekendmaking, van alle garageboxen (129) gelegen in Sint-Jans-Molenbeek, Louis Mettewielaan 67-83, op de kelderverdieping van het complex genaamd "Het Fleuridomein", vastgoederen gekadastreerd onder de vierde afdeling, sectie C, nummers 177/H en 180/F;

Artikel 2:

De minimum verkoopprijs vast te leggen op 1.136.000,00 EUR;

Artikel 3:

De opgelopen kosten te dekken door de bekendmaking van de verkoop door de kredieten ingeschreven op het artikel 9220/123/20 van de gewone begroting van het dienstjaar 2016.

Overwegende dat ten opzichte van het transparantieprincipe, verschillende bekendmakingen werden uitgevoerd, namelijk: op de website van "VLAN" en de krant "VLAN" gedurende 3 weken, en in "Molenbeek Info", affiches op de prikborden van de kelderverdieping van het complex Fleuridomein, op de prikborden van het Gemeentehuis, op de prikborden van het Maritiemhuis;

Overwegende dat de offertes ingediend bij het gemeentebestuur voor de kandidaatkopers de volgende zijn:

Boxnr.	Offerte 1	Offerte 2	Offerte 3	Offerte 4
Voor de 129 boxen	516.000 €			
Voor de 129 boxen		1.315.800 €		
496			10.000 €	

497			10.000 €	
498			10.000 €	
499			10.000 €	88.000 €
501			10.000 €	
499				
511				
512				
513				
515				
527				
539		11.000 €		
711 B				

Gelet op de aankoopofferte nr. 1 ingediend door een kandidaat voor 129 garages van een bedrag van 519.000 EUR (lager dan de raming van het Expertisebureau Maestro);
Gelet op de aankoopofferte nr. 2 ingediend door een kandidaat voor 129 garages van een bedrag van 1.315.800,00 EUR (hoger dan de raming van het Expertisebureau Maestro);

Gelet op de aankoopofferte nr. 3 ingediend door een kandidaat voor de garages nr. 496, nr.497, nr. 498, nr. 499 van 10.000 EUR/per garage (lager dan de raming van het Expertisebureau Maestro);

Gelet op de aankoopofferte nr. 4, ingediend door 3 kandidaten samen, handelend evenwel als niet-solidaire kandidaten en elk zich enkel verbindend voor de gedeeltes die hen aangaan voor 8 garages (nr. 499, nr. 511, nr. 512, nr. 513, nr. 515, nr. 527, nr. 539, nr. 711 B) van een bedrag van 11.000 EUR/per garage (lager dan de raming van het Expertisebureau Maestro);

Overwegende dat de offertes lager dan de ramingen van het Expertisebureau Maestro niet kunnen weerhouden worden;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 20 juni 2016;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De offertes nr. 1, 3 en 4 niet te weerhouden wegens lager dan de raming van het expertisebureau hiervoor aangewezen;

Artikel 2 :

De offerte nr. 2 te aanvaarden en de verkoop goed te keuren van de 129 garages gelegen Louis Mettwielaan 73-81, gekadastreerd in afdeling 4, sectie C, nr. 177h, voor een totaalbedrag van 1.315.800,00 EUR;

Artikel 3 :

De dienst Juridische Zaken te belasten met het beheer van het vervolg van het administratief dossier aan de verkoop.

Verzending van deze beraadslaging aan de Toezichthoudende Overheid.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting

22.06.2016/A/0051 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Survol aérien de Bruxelles - Actions en cessation
environnementale introduites par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale - Introduction d'une requête en intervention volontaire - Autorisation
d'ester en justice.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 813 du Code judiciaire ;

Vu la décision du Collège échevinal prise en sa séance du 13 juin 2016 de charger le service des Affaires juridiques de faire les démarches utiles afin d'intervenir à la cause introduite par la Région de Bruxelles-Capitale et de procéder à la consultation et la désignation d'un avocat spécialisé en cette matière ;

Vu la décision du Collège échevinal prise en sa séance du 20 juin 2016 d'introduire une requête en intervention volontaire auprès du président du tribunal de première instance de Bruxelles afin de se joindre à l'action en cessation environnementale tendant à la cessation de l'utilisation de la route aérienne du canal introduite par la Région de Bruxelles-Capitale et de désigner un avocat pour ce faire, sous réserve de l'autorisation d'ester en justice donnée par le Conseil communal, en sa plus prochaine séance ;

Considérant que trois actions en cessation environnementale ont été introduites devant le président du tribunal de première instance de Bruxelles siégeant comme en référé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ; que ces actions visent la cessation d'actes constituant des violations manifestes de la réglementation en matière de protection de l'environnement et plus particulièrement la réglementation bruxelloise en matière de bruit (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien) ;

Considérant qu'une de ces actions ci-annexée concerne directement la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en ce qu'il est demandé de constater des violations manifestes des normes environnementale (normes de bruit) et, en conséquence, d'ordonner à titre principal, la cessation de l'utilisation de la route aérienne du canal et à titre subsidiaire, la modification des conditions d'utilisation de la route aérienne du canal de telle manière à faire cesser les violations manifestes aux normes environnementales applicables ;

Considérant que les dépassements des normes de bruit constatés sur la route du canal sont importants et préjudiciables pour les habitants de la zone du canal qui doivent être défendus, leur qualité de vie et leur bien-être devant être protégés ; qu'afin de devenir partie dans la procédure initiée par la Région de Bruxelles-Capitale, il convient d'introduire une requête en intervention volontaire auprès du président du tribunal de première instance de Bruxelles ;

Sur proposition du Collège échevinal en sa séance du 20 juin 2016 ;

DECIDE :

Article unique :

D'autoriser le Collège échevinal à ester en justice aux fins d'introduire une requête en intervention volontaire auprès du président du tribunal de première instance de Bruxelles afin de se joindre à l'action en cessation environnementale tendant à la cessation de l'utilisation de la route aérienne du canal introduite par la Région de

Bruxelles-Capitale.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (IDB-010), B4, B6, B31.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische Zaken - Vluchten boven Brussel - Stakingsvorderingen inzake leefmilieu ingediend door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Indiening van een verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst - Toestemming om in recht op te treden.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op het artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 813 van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege genomen in zijn zitting van 13 juni 2016 om de dienst Juridische Zaken te belasten de nuttige stappen te ondernemen teneinde tussen te komen bij de zaak ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en over te gaan tot raadpleging en aanwijzing van een advocaat gespecialiseerd in deze materie; Gelet op de beslissing van het Schepencollege in zijn zitting van 20 juni 2016 om een verzoekschrift in te dienen tot vrijwillige tussenkomst bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel om zich aan te sluiten bij de milieustakingsvordering voor het gebruik van het luchtverkeer van het kanaalgebied ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en een advocaat aan te wijzen om dit te doen, onder voorbehoud van de toestemming om in recht op te treden verleend door de Gemeenteraad, in zijn eerstvolgende zitting;

Overwegende dat drie milieustakingsvorderingen werden ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel zetelend als in kort geding door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat deze stakingsvorderingen de stopzetting beogen van handelingen die leiden tot duidelijke schendingen van de reglementering inzake milieubescherming en meer in het bijzonder de Brusselse reglementering inzake lawaaihinder (Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer);

Overwegende dat één van deze hierbij gevoegde stakingsvorderingen rechtstreeks de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek betreft, te weten dat er gevraagd werd duidelijke schendingen van milieunormen (geluidsnormen) vast te stellen en, bij gevolg, hoofdzakelijk de stopzetting van het gebruik van het luchtverkeer boven het kanaalgebied te bevelen, en in subsidiaire orde, de wijziging van de gebruiksvoorwaarden van het luchtverkeer boven het kanaalgebied, teneinde de duidelijke schendingen van de toepasbare milieunormen te doen stoppen;

Overwegende dat de overschrijdingen van de geluidsnormen vastgesteld in het luchtverkeer boven het kanaalgebied aanzienlijk en nadelig zijn voor de inwoners van de kanaalzone en dat deze verboden moeten worden, aangezien hun levenskwaliteit en welzijn beschermd moeten worden; dat teneinde partij te worden in de procedure ingesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het past om een verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst in te dienen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel;.

Op voorstel van het Schepencollege in zijn zitting van 20 juni 2016;

BESLIST :

Enig artikel:

Het Schepencollege de toestemming te geven om in recht op te treden ter fine van de indiening van een verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel teneinde zich aan te sluiten bij de milieustakingsvordering tot stopzetting van het gebruik van het luchtverkeer boven het kanaalgebied ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Verzending van deze beraadslaging aan de volgende diensten: B19 (IDB-010), B4, B6, B31.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

22.06.2016/A/0052 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par les groupes SP.A, PS et Défi, relative à l'association de la Commune de Molenbeek au procès contre le survol intensif de Bruxelles et en particulier la route du canal

LE CONSEIL,

Vu les discussions incessantes concernant le survol de la Région de Bruxelles-Capitale par les avions en provenance ou atterrissant à l'aéroport de Zaventem,

Vu les énormes nuisances sonores que cela génère tant la nuit que le jour pour une grande partie de la population bruxelloise, et en particulier la population de la zone du canal,

Vu que plus de la moitié de la population molenbeekoise, à savoir plus de 60.000 personnes, habitent à moins d'un kilomètre du canal et subissent donc directement les conséquences du survol intense de la zone du canal,

Vu l'impact énorme de ces nuisances sonores sur le bien-être et la santé des molenbeekoïses, surtout vu la multiplicité des survols de la zone du canal pendant la nuit ce qui entraîne un déficit de sommeil et un sommeil de piètre qualité,

Vu la motion d'octobre 2015 à laquelle se sont associées toutes les communes bruxelloises, qui exigeait que l'État fédéral adapte pour le 13 juin 2016 au plus tard les procédures et plans de vol afin de réduire de manière drastique les nuisances et le nombre de personnes survolées,

Vu le fait qu'aucun de ces objectifs n'a été atteint et qu'aucun progrès n'a été enregistré dans ce dossier,

Vu le fait que la Région bruxelloise a décidé d'ouvrir trois procès visant à contraindre le Gouvernement fédéral au respect des normes sonores et à la réduction du nombre de citoyens victimes des survols et des nuisances sonores,

Vu l'appel du Gouvernement régional aux 19 communes de s'associer et vu le fait que la quasi-totalité des communes l'a fait entre-temps,

DECIDE :

Article 1 :

De s'associer au procès que la Région bruxelloise a intenté contre l'État fédéral et de coopérer pleinement ;

Article 2 :

D'adresser un courrier officiel à tous les membres du Gouvernement fédéral pour les

informer de cette motion ;

Article 3 :

De prendre toute autre mesure nécessaire pour supporter ou lancer des actions qui peuvent réduire les nuisances sonores par le survols des Molenbeekois.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de groepen SP.A, PS en Défi, betreffende het aansluiting van de gemeente Molenbeek bij de gewestelijke rechtszaken tegen het intensief overvliegen van Brussel en in het bijzonder de kanaalroute.

DE RAAD,

Gezien de aanhoudende discussies betreffende het overvliegen van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest door vliegtuigen afkomstig van of landend op de luchthaven van Zaventem,

Gezien de enorme geluidsoverlast die dit zowel dag als nacht genereert voor een groot deel van de Brusselse bevolking, in het bijzonder de bevolking van de kanaalzone,

Gezien meer dan de helft van Molenbeekse bevolking, namelijk meer dan 60.000 mensen, op minder dan een kilometer van het kanaal woont en dus rechtstreeks de gevolgen van het intens overvliegen van de kanaalzone ondergaat,

Gezien de enorme impact van deze geluidsoverlast op het welzijn en de gezondheid van Molenbekenaren, vooral gezien het veelvuldig overvliegen van de kanaalzone tijdens de nacht hetgeen leidt tot slaapkort en weinig kwaliteitsvolle slaap,

Gezien de motie van oktober 2015 waarbij alle Brusselse gemeenten zich aansloten, die eiste dat de federale overheid ten laatste op 13 juni 2016 de procedures en vliegroutes zou aanpassen ten einde de overlast en het aantal overvlogen personen drastisch te verminderen,

Gezien het feit dat geen van die doelstellingen zijn bereikt en dat geen enkele vooruitgang in dit dossier werd geboekt,

Gezien het feit dat het Brussels Gewest heeft beslist om drie rechtszaken te openen om van de federale regering het respect van de geluidsnormen af te dwingen én de vermindering van het aantal overvlogen en door geluidsoverlast getroffen burgers te eisen,

Gezien de oproep van de gewestregering aan de 19 Brusselse gemeenten om zich daarbij aan te sluiten én gezien het feit dat bijna alle gemeenten dit ondertussen ook gedaan hebben,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Zich aan te sluiten bij de rechtszaken die het Brussels Gewest indiende tegen de federale overheid en hieraan alle medewerking te verlenen;

Artikel 2 :

Een officieel schrijven te richten aan alle leden van de federale regering om hen te informeren van deze motie;

Artikel 3 :

Elke andere noodzakelijke maatregel te nemen ter ondersteuning of lancering van acties die de geluidsoverlast door het overvliegen van de Molenbekenaren kan verminderen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

22.06.2016/A/0053 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, conseiller communal PS, relative au survol de Bruxelles et de Molenbeek en particulier.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre,

Je souhaite vous interpellier au sujet du survol des quartiers de la commune de Molenbeek et surtout de la position du collège par rapport à l'inertie du gouvernement fédéral dans ce dossier et votre attitude face à l'action du gouvernement bruxellois et des autres communes.

Je vous remercie d'avance.

Jamal ikazban
Chef de groupe PS

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban, gemeenteraadslid PS, betreffende de overvliegende vliegtuigen in Brussel en in Molenbeek.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

22.06.2016/A/0054 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Damme, Conseiller communal SP.A, concernant l'interview de Monsieur Gypers dans un article paru sur le site web Bruzz.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme, Gemeenteraadslid SP.A, betreffende het interview van Mijnheer Gypers in een artikel gepubliceerd op de website Bruzz.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme waarvan de tekst volgt:

Mevrouw De Burgemeester

In een artikel op de website Bruzz van 25 mei wordt een interview met Schepen Jan Gypers gepubliceerd. Hij doet daarin een aantal opmerkelijke uitspraken. Eerst en vooral zegt hij geen energie meer te hebben om zijn functie van schepen van mobiliteit uit te oefenen. Daarom zou hij deze bevoegdheid hebben afgestaan. Er zijn echter nog andere redenen die hij aanhaalt.

- 1. 'er is geen geld voor mobiliteit'*
- 2. er is geen nieuw mobiliteitsplan want 'er is geen meerderheid voor'*
- 3. "de politie voert onze besluiten niet uit" en "Molenbeek is gegijzeld door een politie die haar eigen prioriteiten bepaalt."*

Dit gaat om zeer forse uitspraken van een zittend schepen die rechtstreeks zijn collega's maar ook de burgemeester als hoofd van de politie aanvalt. Eigenlijk zegt Jan Gypers dat u, mevrouw de burgemeester uw job niet doet. Of ten minste dat de u geen impact heeft op uw politie.

Als ik dat hoor zijn er twee mogelijke reacties.

Ofwel liegt Jan Gypers en zegt hij dit om zijn eigen falen te verbloemen. Dat zou kunnen want in de vorige legislatuur, toen hij verantwoordelijk was voor netheid en het netheidsprobleem nog groter was dan nu, zei hij ook dat het de schuld was van de burgemeester. Als hij effectief liegt, kan ik mij moeilijk voorstellen dat u het vertrouwen in hem kan behouden.

Ofwel heeft hij gelijk. En dan betekent dat dat uw meerderheid geen mobiliteitsplan wil, geen geld wil vrijmaken voor mobiliteit én dat u niets te zeggen heeft over uw politie. In dat geval denk ik dat u uw job moeilijk kan blijven uitoefenen...

Graag had ik van u gehoord welke van beide verklaringen u de juiste vindt.

Met vriendelijke groeten

Jef Van Damme

Fractievoorzitter/Président de groupe

Brussels parlementslid voor sp.a - Parlementaire bruxellois sp.a

Molenbeeks gemeenteraadslid - conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

www.jefvandamme.be

02/549.66.55

De Raad neemt kennis.

22.06.2016/A/0055 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, conseiller communal ISLAM, relative à la dernière édition du Molenbeek Info.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, dont le texte suit :

Bonjour,

J'ai une question/interpellation en rapport avec la dernière publication de notre

journal communal.

Dans le Molenbeekinfo de juin/juillet 2016 une importante partie est réservée à la célébration des dix ans de la maison des cultures et de la cohésion sociale de notre commune. Tous les partis moins un, le parti ISLAM, ont eu la possibilité de s'exprimer à ce sujet. Il va sans dire que le journal est une vitrine des partis politiques de la majorité néanmoins dans cette publication une rubrique a été réservé aux commentaires des différents partis politiques de l'opposition. J'ai deux ou trois questions :

Pouvez-vous me dire ou me confirmer s'il a été convenu avec des partis de l'opposition qu'une rubrique dans le journal sera régulièrement consacrée aux commentaires de ces partis ?

Dans ce cas, pourquoi ne pas en avoir informé le conseiller communal ISLAM ?

Si il ne s'agissait de permettre aux partis de l'opposition de s'exprimer que de manière exceptionnelle dans ce numéro de juin/Juillet 2016 pour les dix ans de la M CCS, alors pour quels motifs ne pas avoir permis au parti ISLAM de s'exprimer à cette occasion ?

Bien à vous,

Lhoucine Ait jeddig

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig, gemeenteraadslid ISLAM, betreffende de laatste editie van de Molenbeek Info.

De Raad neemt kennis.

22.06.2016/A/0056 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vossaert, conseiller communal Défi, relative à l'entretien du stade Edmond Machtens et à l'avenir du White Star.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Vossert, dont le texte suit:

La presse fait échos du manque d'entretien des installations du stade Machtens par l'occupant le White Star. Un reportage montre l'état de la pelouse en piteux état, des déchets et poubelles qui jonchent le sol,...

Par ailleurs, suite au refus de la licence et aux déclarations du Manager du Club, nous ne savons pas si le club continuera ses activités à l'avenir.

Par conséquent, pourriez-vous répondre aux questions suivantes :

- Confirmez-vous le non-entretien des installations du stade ? Le cas échéant, quelle a été la réaction de la commune ? Quelles suites réservez-vous à cette situation? Quelle est la réponse du club ?

- S'agissant de la prochaine saison, quelle est la décision du club quant à son avenir ? Va-t-il continuer ses activités ? Quid de son école des jeunes?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vossaert Michaël

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Vossaert,
gemeenteraadslid Défi, betreffende het onderhoud van het Edmond
Machtenstadium en de toekomst van White star.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

22.06.2016/A/0057 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Dekens, conseillère
communal SP.A, relative aux propriétés communales occupées par la Mission
Locale et par Molenbeek Formation.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Dekens,
gemeenteraadslid SP.A, betreffende de gemeentelijke eigendommen bezet door
Mission Locale en Molenbeek Formation.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme waarvan de tekst volgt :

Mijnheer de Schepen,
Mijnheer Majoros,

Gisteren hadden we Raad van Bestuur van de Mission locale en Molenbeek Formation.

Ik was dat stomverbaasd over de slechte staat van de gemeentelijke gebouwen waarin de Mission locale en Molenbeek Formation hun activiteiten dienen uit te oefenen.

Er werd ons een opsomming gegeven met foto's van de verschillende problemen voor de verschillende gebouwen.

Wat mij het meeste zorgen baart, is dat ook de veiligheid van onze personeelsleden in het gedrang komt: noodverlichting die niet werkt, vervallen brandblussers, de gebouwen zijn niet verbonden met het noodalarmsysteem, branddeuren die niet werken, elektriciteitskast die niet in orde is, ...

Daarnaast dienen de sociale restaurants meer en meer op eigen inkomsten te dragen gezien de daling van de gemeentelijke toelage. Dit is nogal moeilijk wanneer de gebouwen niet in orde zijn:

- *de keuken van het sociaal restaurant l'Aft'heure kent bijvoorbeeld verschillende niet-werkende installaties: vaatwas in panne sinds begin mei, koude zone van de frigotafel die niet meer werkt, ...*

- *Zelfde verhaal wat betreft de keuken van het Centre Maritime: microgolf en oven die niet werken, verstopte afvoer, de dampkap zuigt niet meer, ...*

En in beide opnieuw veiligheidsproblemen die de eigenaar dient te dekken: gasaansluitingen, elektriciteitsaansluitingen, etc.

Hoe denkt u dat deze paragemeeentelijke vzw's nog hun activiteiten correct kunnen verderzetten? Is socio-professionele herinschakeling geen belangrijke taak van de gemeente en zijn paragemeeentelijke VZW's volgens u?

De medewerkers van la Mission locale en Molenbeek Formation leveren toch zeer nuttig werk in het kader van de socioprofessionele herinschakeling van onze Molenbekenaren. Vele laaggeschoolden lopen daar stages en volgens daar opleidingen.

Vele burgers die in die sociale restaurants gaan eten, gaan daar graag eten. Vindt u deze dienstverlening namelijk een goedkope gezonde maaltijd niet belangrijk?

Wat gaat u als bevoegde schepen hieraan doen ?

*Tania Dekens
Gemeenteraadslid*

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:50
Opheffing van de zitting om 22:50

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch